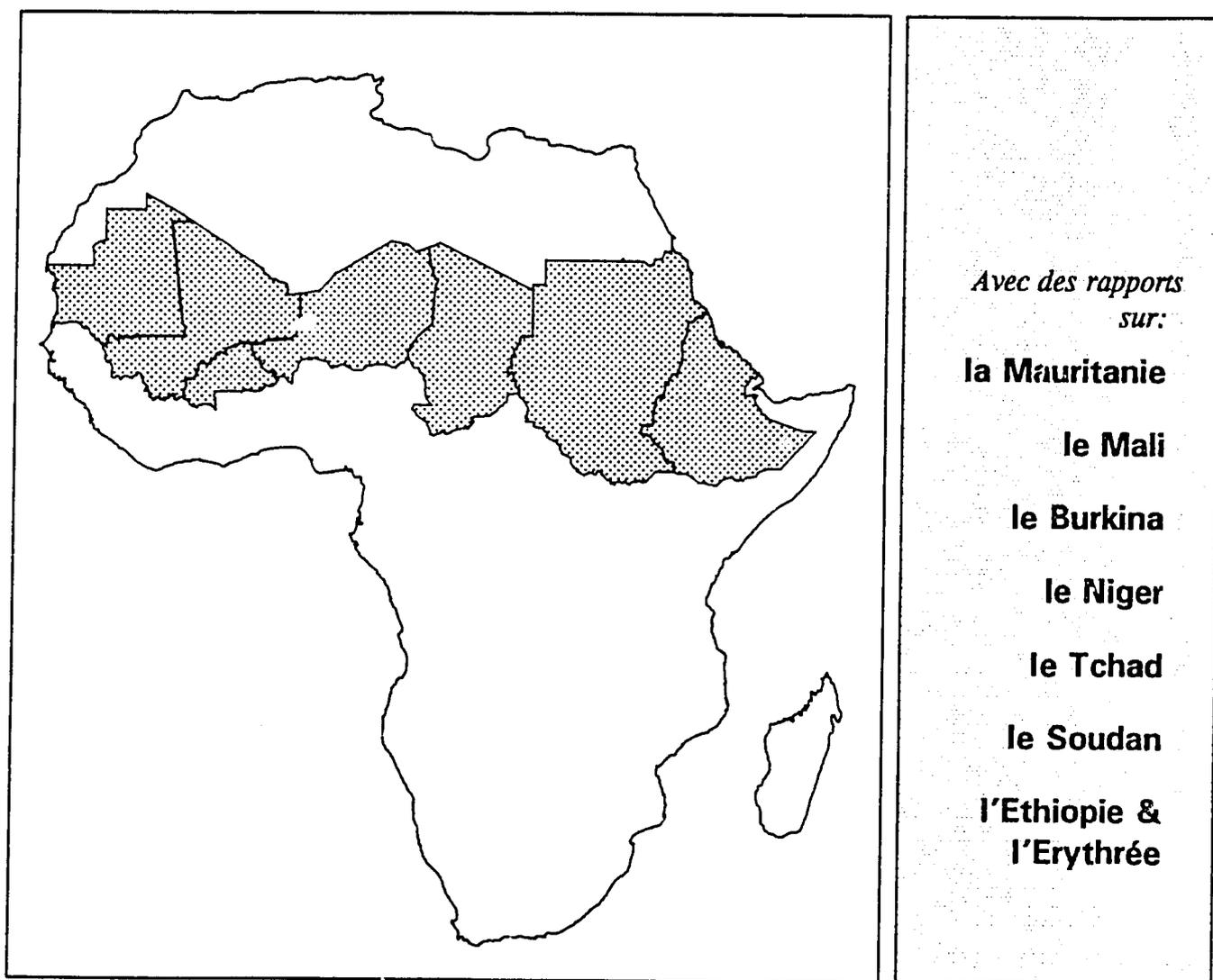


## EVALUATION DE LA RECOLTE



BEST AVAILABLE DOCUMENT

# **EVALUATION DE LA RECOLTE**

**février 1992**

*Publiée pour:*

**L'Agence des Etats-Unis pour le Développement, Bureau de l'Afrique  
Office de l'analyse, de la recherche et soutien technique**

*Publiée par:*

**FEWS Project, Tulane/Pragma Group**

**1611 N. Kent St., Suite 511**

**Arlington, VA 22209**

**(703) 243-1070**

**Projet No. 698-0466, Contrat No. AFR-0466-C-00 9035-00**

# Table des matières

<b>REGION FEWS: Récoltes quasi-record, zones d'insécurité alimentaire</b>	<b>1</b>
<b>MAURITANIE: Une récolte décourageante compensée par d'abondantes importations commerciales</b>	<b>3</b>
<b>MALI: Récolte record, des problèmes persistent par-ci et par-là</b>	<b>11</b>
<b>BURKINA: Soulagement après deux mauvaises campagnes consécutives</b>	<b>19</b>
<b>NIGER: Le Gouvernement signale une récolte céréalière quasi-record, des déficits régionaux persistent</b>	<b>23</b>
<b>TCHAD: Une bonne récolte comblera les pénuries locales</b>	<b>33</b>
<b>SOUDAN: Bonne récolte, mais il reste d'énormes besoins de secours au niveau régional</b>	<b>39</b>
<b>ETHIOPIE &amp; ERYTHREE: Dans l'ensemble, la récolte est bonne, les besoins pour des secours d'urgence sont lents à disparaître</b>	<b>47</b>
<b>Termes clés</b>	<b>Au verso de la page de dos</b>

## Liste des cartes

<b>Carte 1: Récapitulatif régional</b>	<b>1</b>
<b>Carte 2: Carte de référence de la Mauritanie</b>	<b>3</b>
<b>Carte 3: Carte de référence du Mali</b>	<b>11</b>
<b>Carte 4: Troubles civils au Mali</b>	<b>13</b>
<b>Carte 5: Carte de référence du Burkina</b>	<b>19</b>
<b>Carte 6: Carte de référence du Niger</b>	<b>23</b>
<b>Carte 7: Carte de référence du Tchad</b>	<b>33</b>
<b>Carte 8: Carte de référence du Soudan</b>	<b>39</b>
<b>Carte 9: Carte de référence de l'Ethiopie et de l'Erythrée</b>	<b>47</b>

# Liste des tableaux

<b>Tableau 1:</b>	<b>Mauritanie, estimations préliminaires de la production de 1991/1992</b>	<b>5</b>
<b>Tableau 2:</b>	<b>Mauritanie, situation des stocks alimentaires de 1991/1992 et 1990/1991</b>	<b>5</b>
<b>Tableau 3:</b>	<b>Mauritanie, prévisions de la balance de la production de 1991/1992</b>	<b>7</b>
<b>Tableau 4:</b>	<b>Mauritanie, prévisions de la balance céréalière 1991/1992</b>	<b>7</b>
<b>Tableau 5:</b>	<b>Mali, estimations de la production céréalière brute de 1991/1992</b>	<b>13</b>
<b>Tableau 6:</b>	<b>Mali, balances de la production céréalière 1992 &amp; production céréalière moyenne</b>	<b>14</b>
<b>Tableau 7:</b>	<b>Burkina, balance céréalière provisoire 1991/1992</b>	<b>20</b>
<b>Tableau 8:</b>	<b>Burkina, aide alimentaire prévue des bailleurs de fonds</b>	<b>21</b>
<b>Tableau 9:</b>	<b>Burkina, balance préliminaire de la production céréalière 1991/1992 comparée à la moyenne de 1985 - 1990</b>	<b>21</b>
<b>Tableau 10:</b>	<b>Niger, balance de la production céréalière de 1991/1992 avec uniquement mil et sorgho en culture pluviale</b>	<b>25</b>
<b>Tableau 11:</b>	<b>Niger, balance céréalière estimée 1991/1992, au 1er novembre 1991</b>	<b>26</b>
<b>Tableau 12:</b>	<b>Emplacement, nombres et niveaux de vulnérabilité des populations touchées au Niger</b>	<b>28</b>
<b>Tableau 13:</b>	<b>Tchad, balance de la production céréalière 1991/1992</b>	<b>35</b>
<b>Tableau 14:</b>	<b>Tchad, production céréalière annuelle depuis 1983/1984</b>	<b>35</b>
<b>Tableau 15:</b>	<b>Soudan, production brute 1991/1992</b>	<b>41</b>
<b>Tableau 16:</b>	<b>Soudan, production irriguée de sorgho, 1991/1992</b>	<b>41</b>
<b>Tableau 17:</b>	<b>Soudan, production irriguée de blé, 1991/1992</b>	<b>41</b>
<b>Tableau 18:</b>	<b>Soudan, production mécanisée de sorgho, 1991/1992</b>	<b>42</b>
<b>Tableau 19:</b>	<b>Soudan, production traditionnelle sorgho &amp; mil, 1991/1992</b>	<b>42</b>
<b>Tableau 20:</b>	<b>Soudan, balance céréalière nationale provisoire 1991/1992</b>	<b>43</b>
<b>Tableau 21:</b>	<b>Soudan, balance de la production céréalière régionale, 1991/1992</b>	<b>44</b>
<b>Tableau 22:</b>	<b>Besoins d'aide alimentaire d'urgence en 1992 pour le Soudan</b>	<b>45</b>
<b>Tableau 23:</b>	<b>Balance alimentaire 1991/1992 pour l'Ethiopie et l'Erythrée</b>	<b>52</b>

# Liste des figures

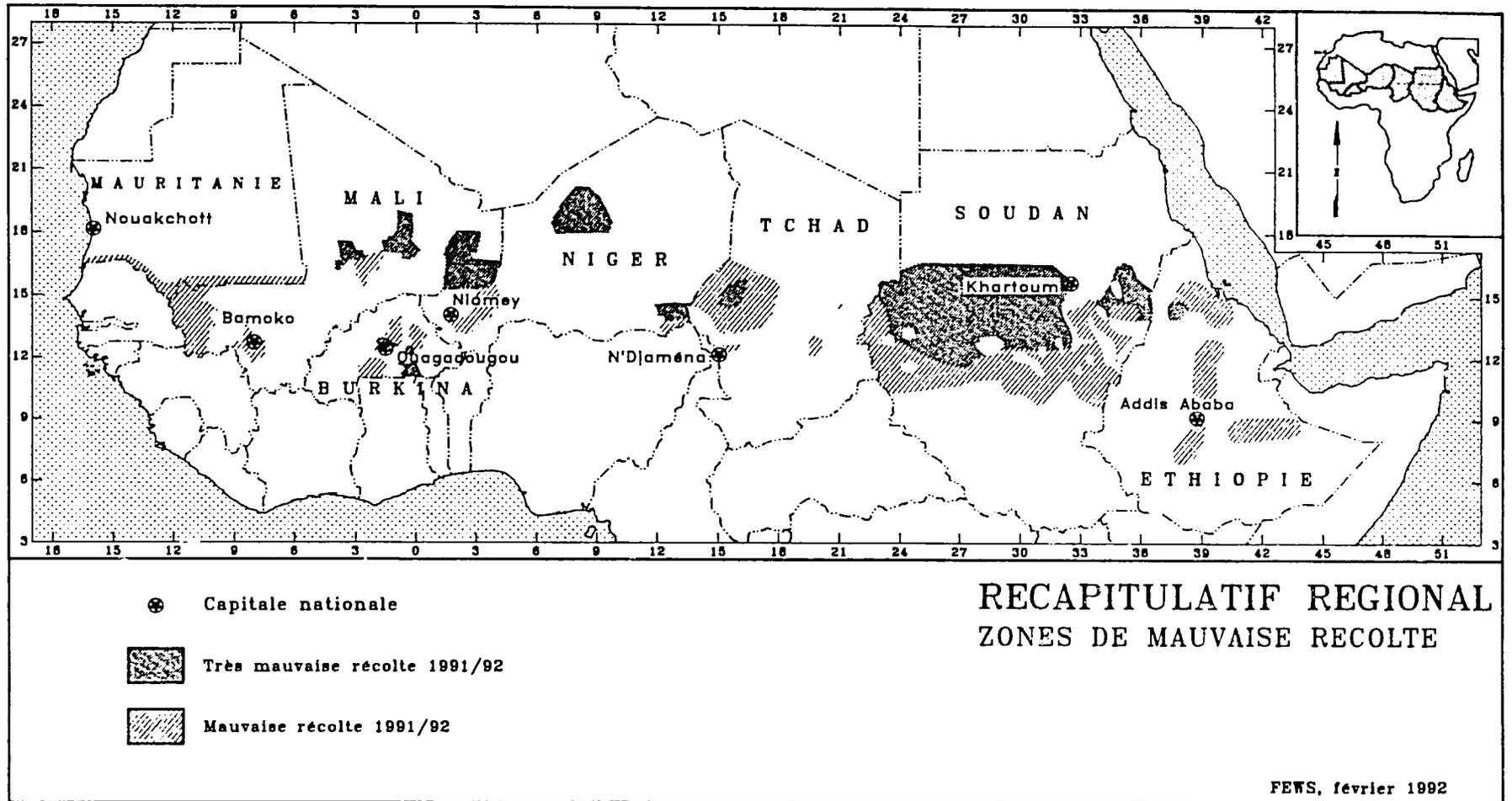
<b>Figure 1: Mali, prix du mil à la consommation, 1990-1992</b>	<b>14</b>
<b>Figure 2: Mali, termes d'échange entre mil et chèvres</b>	<b>15</b>
<b>Figure 3: Burkina, prix hebdomadaires du mil à Ouagadougou</b>	<b>22</b>
<b>Figure 4: Tchad, prix du mil sur trois marchés urbains, 1987-1991</b>	<b>36</b>
<b>Figure 5: Tchad, termes d'échange sahéliens entre moutons et mil, 1987-1991</b>	<b>36</b>
<b>Figure 6: Ethiopie &amp; Erythrée, pouvoir d'achat à Addis Abeba, 1980-1991</b>	<b>50</b>
<b>Figure 7: Ethiopie &amp; Erythrée, prix céréaliers à Asmara, 1984-1991</b>	<b>50</b>
<b>Figure 8: Ethiopie &amp; Erythrée, prix du sorgho blanc dans l'Hararghe, 1987-1991</b>	<b>50</b>

# Liste des annexes

<b>Annexe A: Mauritanie, estimations de la récolte de 1991/1992 par Wilaya</b>	<b>9</b>
<b>Annexe B: Explication de la situation des stocks céréaliers mauritaniens</b>	<b>10</b>
<b>Annexe C: Mali, estimations de la production céréalière et de la balance de la production céréalière, 1991/1992</b>	<b>16</b>
<b>Tableau C-1: Mali, estimation de la production céréalière, par cercle</b>	<b>16</b>
<b>Tableau C-2: Production céréalière moyenne au Mali (1987-1991), par cercle</b>	<b>17</b>
<b>Tableau C-3: Mali, balances de la production céréalière de 1992 et balances de la production céréalière moyenne, par cercle</b>	<b>18</b>
<b>Annexe D: Récapitulatif de la production et de la demande par département au Niger</b>	<b>30</b>
<b>Annexe E: Emplacement, nombres, groupes socio-économiques et niveaux de vulnérabilité des populations touchées au Niger</b>	<b>31</b>
<b>Annexe F: Matrice FEWS sur la vulnérabilité</b>	<b>54</b>

Carte 1 : Récapitulatif régionale

Evaluation des récoltes régionales



## Récoltes quasi-record, zones d'insécurité alimentaire

Washington, le 10 février 1992

### RECAPITULATIF

*Dans la plupart des pays suivis par FEWS, la récolte céréalière en 1991/1992 s'est située à des niveaux record ou quasi-record. En dépit de cela, des troubles civils et des sécheresses localisées ont créé des zones d'insécurité alimentaire dans six des sept pays de FEWS. Toutefois, seuls le Soudan et l'Ethiopie parmi ces pays devraient avoir besoin de secours alimentaire d'urgence en 1992. Mais l'aide alimentaire nécessaire pour ces deux pays sera très importante. La Mauritanie, seul pays qui a connu une mauvaise production sur l'ensemble de son territoire, arrivera probablement à répondre à ses besoins alimentaires par le biais du secteur commercial.*

#### Mauritanie

L'estimation faite en octobre sur la production céréalière nette (82.415 tonnes, 23 % des besoins céréaliers) devra probablement être revue nettement à la baisse. En dépit de médiocres perspectives de récolte pour une 3ème année de suite, la quantité de céréales importées commercialement ces dix derniers mois rétrécit le déficit de la balance céréalière. Les chiffres pour 1991/1992 continuent à faire l'objet de discussions mais le déficit provisoire se situe entre 24.000 et 46.000 tonnes.

#### Mali

D'excellentes conditions climatiques ont contribué à une récolte record de 2,2 millions de tonnes de céréales en 1991, d'où une diminution générale dans les prix des céréales. Mais les habitants du Nord où règnent toujours des troubles civils n'auront qu'un accès limité à cette bonne fortune.

#### Burkina

En 1991/1992, la production céréalière était particulièrement bonne après deux années consécutives de mauvaise récolte, surtout dans la majeure partie du plateau central très peuplé. L'aide alimentaire se limitera probablement aux programmes d'aide alimentaire réguliers des bailleurs de fonds. Les estimations provisoires de la production céréalière nationale indiquent actuellement un excédent possible de 86.000 tonnes. Les estimations finales devraient être disponibles en mars 1992.

#### Niger

Une récolte quasi-record en 1991 au Niger signifie offre alimentaire suffisante pour la plupart des Nigériens jusqu'à la

récolte de 1992. Mais suite à une mauvaise production et/ou des troubles politiques, les problèmes de sécurité alimentaire persistent à l'Est et au Nord du pays où on estime que 586.000 personnes sont touchées.

#### Tchad

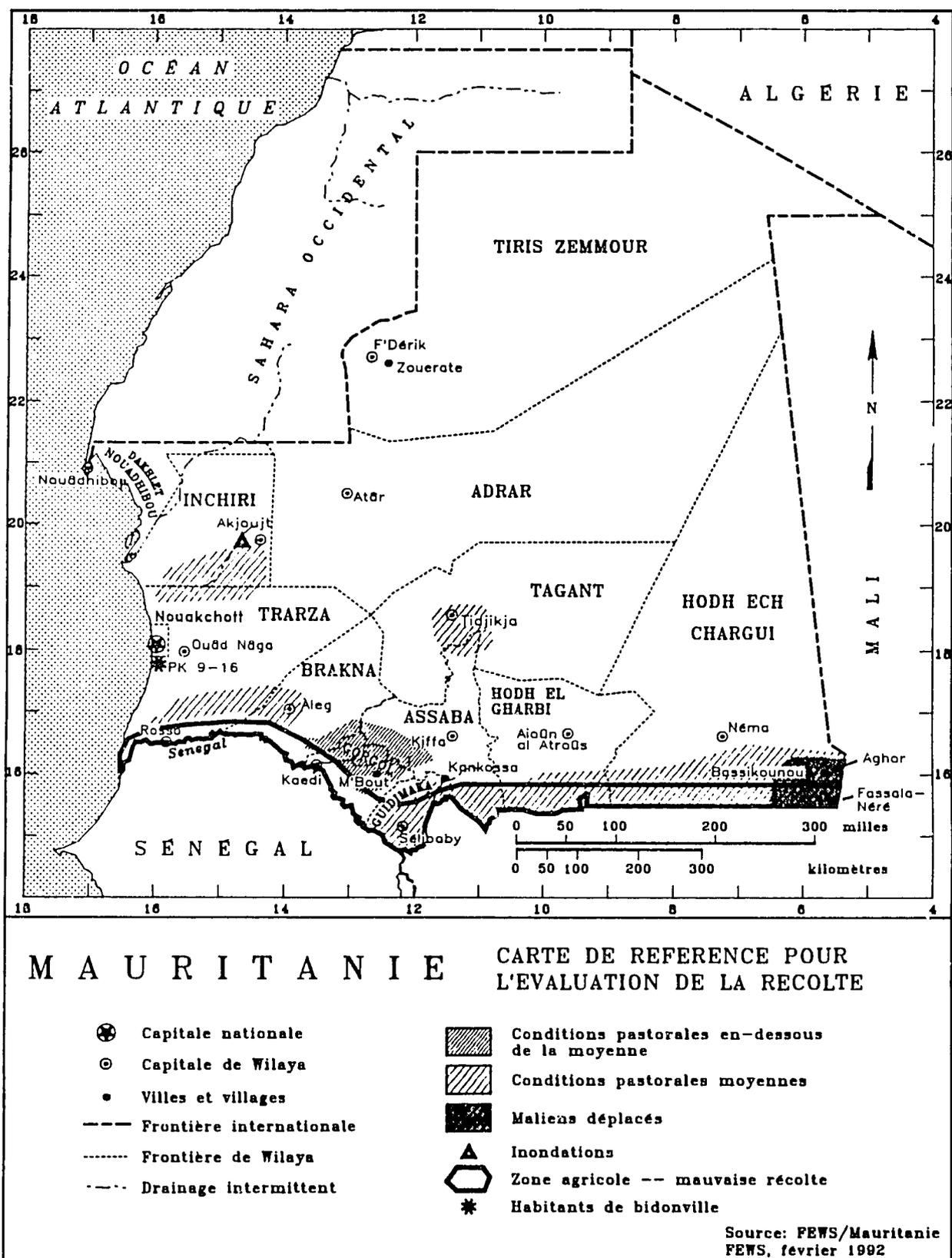
Les préfectures de Kanem et du Lac connaissent de mauvaises récoltes pluviales malgré les prévisions du Gouvernement d'une récolte nationale record. L'assistance aux personnes touchées ainsi qu'aux 16.000 réfugiés revenant du Soudan viendra des stocks nationaux. Aucune importation d'aide alimentaire d'urgence ne sera nécessaire pour répondre aux besoins de ces deux groupes.

#### Soudan

La production céréalière de 3,5 millions de tonnes en 1991/1992 pourrait satisfaire à tous les besoins de consommation. Une grande partie de cette récolte vient des secteurs irrigués et mécanisés. Des secours d'urgence resteront nécessaires pour les cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance dont la production était mauvaise et dont les ressources ne leur permettront pas d'acheter suffisamment d'aliments, surtout à l'Ouest du Soudan et dans certaines parties à l'Est et au Centre du pays. En outre, les secours d'urgence restent nécessaires pour un grand nombre de personnes déplacées par la sécheresse et la guerre dans le Nord et le Sud du Soudan et pour certains réfugiés.

#### Ethiopie & Erythrée

Les estimations cumulées pour l'Ethiopie et l'Erythrée en 1991 rangent la récolte au second rang des records. La fin de la guerre civile dans le Nord a amélioré la vie des habitants, mais des évaluations récentes des personnes "à risque" indiquent que les secours alimentaires d'urgence s'élèveront à plus d'un million de tonnes. Les secours d'urgence sont nécessaires, surtout dans l'Erythrée, le Tigré et l'Hararghe, mais il est difficile de concilier les chiffres cités avec les récentes diminutions des prix, la stabilité du taux nutritionnel et les épisodes confinés de grave manque alimentaire. Il convient de faire des études complémentaires des conditions de sécurité alimentaire locale et de suivre de près les populations vulnérables si l'on veut cibler effectivement l'aide d'urgence en 1992 sans amortir l'impact souhaité des récentes réformes agricoles.



Carte 2: Carte de référence de la Mauritanie

## Une récolte décourageante compensée par d'abondantes importations commerciales

Rapport communiqué par l'Ambassade américaine/Mauritanie, le 15 janvier 1992

### RECAPITULATIF

Sur toute la ceinture agricole mauritanienne (tout au long de la frontière sud - confer Carte 2), on annonce une récolte médiocre ou catastrophique. Il faudra encore attendre plusieurs mois avant de récolter la plupart des cultures irriguées et de décrue (environ la moitié de la production annuelle) alors qu'on est en train de récolter certaines des cultures de bas-fonds dont les rendements sont nettement inférieurs aux prévisions. D'après les collectes continues de données et certains comptes rendus, il semble qu'il faille nettement réviser à la baisse les premiers chiffres de la production céréalière nette de 82.414 tonnes (t) estimés en octobre par l'équipe d'évaluation annuelle de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Comité de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (FAO/CILSS). Même si les estimations actuelles de la production se vérifient cette année, la production n'arrivera à répondre qu'à 23 % de tous les besoins céréaliers de la Mauritanie. Le déficit céréalier net s'étendra à toutes les régions comme ce fut le cas pendant ces trois dernières campagnes. Le déficit céréalier de 1991/1992 est en train d'être discuté entre les bailleurs de fonds et la Commission de sécurité alimentaire du Gouvernement de la République mauritanienne (CSA). A l'heure actuelle, on estime que le déficit s'élève à environ 46.000 tonnes.

### FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

#### Résultats de la récolte

La récolte de 1991/1992 ressemblera pour beaucoup à celle de 1990/1991. La grande majorité des paysans traditionnels connaissent à présent leur troisième récolte catastrophique. En Mauritanie, la production nationale dépend de schèmes de plantation comprenant l'agriculture pluviale (*dieri*), irriguée, de décrue (*walo*), de bas-fonds et de décrue.<sup>1</sup> Chaque schème contribuant généralement à raison d'un quart à la production

<sup>1</sup> L'agriculture de décrue est généralement traitée comme une catégorie de bas-fonds dans les rapports sur la production céréalière de la Mauritanie bien que les statistiques sur la production de décrue soient parfois signalées séparément.

céréalière annuelle de la Mauritanie. Les quatre schèmes de production ont souffert du démarrage très tardif et du manque de pluies pendant la saison des pluies de 1991 tel que le mentionnait l'évaluation préalable à la récolte de FEWS 1991.

Les cultures pluviales (*dieri*) ont été récoltées. On a estimé la production totale à 17.061 tonnes nettes, environ 27 % de moins qu'en 1990/1991 (23.337 tonnes nettes). Malheureusement, les trois autres schèmes de production sont également en dessous des prévisions faites avant la récolte. Les cultures de décrue (*walo*) ne sont pas encore arrivées à maturité mais les superficies plantées sont nettement moindres que celles prévues au départ. Les cultures de bas-fonds en sont à diverses étapes, mais les rendements sont menacés par une humidité insuffisante des sols. Dans certaines parties des *wilayas* de Trarza et de Brakna,<sup>2</sup> on récolte une partie du riz irrigué mais la majorité des cultures rizicoles ne sont pas encore à maturité. Les rendements de riz se situeraient entre deux et trois tonnes par hectare, plutôt que quatre tonnes qui est la norme ordinaire.

Les estimations préliminaires de la production de la mission FAO/CILSS, envoyée en octobre, situent la production céréalière nette de 1991/1992 à 82.414 tonnes (confer Tableau 1). A la mi-janvier, le Bureau des statistiques agricoles du Gouvernement n'avait pas encore communiqué les estimations officielles de la production pour la campagne 1991/1992 et n'avait pas non plus accepté officiellement les résultats de l'évaluation préliminaire de la FAO/CILSS. Malheureusement, les circonstances environnementales et diverses informations concernant les conditions des cultures depuis le Rapport FEWS préalable à la récolte incitent FEWS/Mauritanie à penser que la production effective risque d'être encore inférieure aux estimations d'octobre.

#### Conditions pastorales

Les pluies n'ont vraiment commencé à tomber qu'à la fin de juillet et se sont arrêtées mi-octobre, raccourcissant ainsi la période de plantation et limitant le développement de la biomasse en 1991. L'indice de végétation normalisé (confer

<sup>2</sup> Les unités administratives de la Mauritanie sont, par ordre de préférence, les *wilayas* et les *moukhataas* appelés auparavant régions et départements.

**Tableau 1: Mauritanie, estimations préliminaires de la production de 1991/1992 (tonnes)**

Schéma de plantation	Sorgho	Mil	Riz	Mais	Total
Dieri	16.153	3.919	0	0	20.072
Bas-fonds	15.400	0	0	550	15.950
Walo	18.058	0	0	826	18.884
Décrue	9.160	0	0	0	9.160
Irrigué					
parapublic	0	0	25.883	32	25.915
contre-saison	0	0	11.921	0	11.921
privé	0	0	8.748	0	8.748
Total brut	58.771	3.919	46.552	1.408	110.650
<b>Total net</b>	<b>49.955</b>	<b>3.331</b>	<b>27.931</b>	<b>1.197</b>	<b>82.414</b>

Source: Equipe d'évaluation FAO/CILSS, octobre 1991

Notes: Aux fins d'arriver à la production nette, on applique un taux typique de pertes de 15 % aux céréales secondaires et de 40 % au paddy. Les chiffres sur l'agriculture irriguée (parapublique) comptent les périmètres de la SONADER et de M'pourie. La SONADER est l'entité parapublique de production de riz en Mauritanie. Le Projet rizicole de M'pourie est financé par la République populaire de Chine. A l'exception des cultures *dieri*, les statistiques d'octobre de la FAO/CILSS sur la production ne sont pas ventilées par unité administrative. L'Annexe A présente un tableau de statistiques de la production ventilées par *wilaya* et par schéma agricole, élaboré par FEWS/Mauritanie pour calculer les besoins alimentaires régionaux et prévoir les déficits céréaliers.

IVN - verso de la page de dos) indique du vert par ci et par là suite à des pluies irrégulières et mal espacées. Vu que de fortes pluies ne sont tombées qu'en août et septembre, les pâturages dont les sols n'étaient pas assez humides ont séché rapidement après les pluies. La bande pastorale entre le sud de Kankossa et M'Bout était particulièrement en mauvais état (confer Carte 2). Le surpâturage autour des points d'eau dans les *wilayas* au sud-est d'Hodh est préoccupant à cause de l'arrivée des Touaregs maliens et de leurs animaux. Toutefois, les mouvements de transhumance n'ont été guère importants vu l'insécurité de la région. En général, tel que mentionné dans l'évaluation FEWS préalable à la récolte de 1991, les conditions des pâturages variaient énormément, supérieures à la moyenne dans certaines régions (*wilayas* de Guidimaka, du sud d'Hodhs et du sud-est de Trarza ainsi que dans certaines zones au nord) et très médiocres dans d'autres (*wilayas* au nord de Gorgol et à l'ouest d'Assaba).

### Information sur les stocks alimentaires existants

La première balance céréalière pour l'année 1991/1992 estime un déficit provisoire de 45.933 tonnes. Ce chiffre guère alarmant ne peut être dû qu'à l'arrivée des importantes importations commerciales de céréales de l'année dernière. Ces importations étaient trois fois plus importantes que les quantités prévues ou escomptées, soulignant une fois de plus l'efficacité du secteur privé (confer Annexe B pour une explication détaillée de la situation). Malgré les réserves relativement abondantes, FEWS/Mauritanie pense que les stocks alimentaires des ménages sont à un niveau minimum, après une troisième mauvaise campagne. Par contre, le comité technique chargé d'estimer la balance céréalière annuelle (Commission de programmation alimentaire - CPA) adopte un chiffre de base de 5.000 tonnes pour les stocks des ménages. Les autres stocks de report sont indiqués sur le Tableau 2.

### Prévisions de l'aide alimentaire et des importations/exportations commerciales

La CPA a fait ses estimations annuelles de la balance céréalière à la mi-janvier. Les importations commerciales de 1991/1992 sont estimées à un total de 163.000 tonnes (les importations du secteur privé s'élèvent à 43.000 tonnes de blé, 30.000 tonnes de riz et 60.000 tonnes de farine panifiable, les importations de la SONIMEX s'élèvent à 30.000 tonnes de riz). On ne prévoit aucune exportation officielle de céréales, étant donné les mauvaises perspectives de récolte et la fermeture de la frontière avec le Sénégal. Les exportations non-officielles de blé et de farine panifiable vers le Mali et même vers le Sénégal sont probablement en train d'augmenter (étant donné les grandes quantités d'importations commerciales de l'année dernière).

**Tableau 2: Mauritanie, situation des stocks alimentaires de 1991/1992 et 1990/1991 (tonnes)**

Type de stock	1991/92	1990/91
Stocks exp. agricoles	5.000	5.000
Stocks CSA	50.362	12.347
Sector Privé (commercial)	16.200	6.000
SONIMEX	4.821	10.300
<b>Total</b>	<b>76.383</b>	<b>33.647</b>

Sources: CSA; SONIMEX; CPA; FEWS/MAURITANIE

Notes: Les chiffres des stocks de la Commission de sécurité alimentaire de 1991/1992 (CSA) englobent environ 4.000 tonnes du blé de l'USAID destiné à la vente (disponible depuis 1990/1991) et d'autres céréales destinées à la vente apportées par des bailleurs de fonds tels que la Communauté économique européenne (CEE) et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) aux fins de distribution en 1991. Suite à des problèmes de vente, ces céréales sont toujours en stock (confer Annexe A). La SONIMEX est l'agence nationale d'import/export. Il n'est pas facile d'obtenir des estimations sur les stocks du secteur privé. La plupart des arrivées sont rapidement distribuées mais notre chiffre, 10 %, du montant total arrivé dans le pays l'année dernière a été choisi aux fins d'analyse.

Bien qu'elles soient difficiles à quantifier, les exportations non-officielles s'élèveraient entre 8.000 et 10.000 tonnes transportées au-delà de la frontière chaque année.

Les premières estimations du déficit céréalier de la Mauritanie sont loin d'être aussi alarmantes que celles prévues de l'année dernière. La CPA a fait un tableau préliminaire comptant les estimations de la production de la FAO/CILSS et tous les engagements d'aide alimentaire pris à ce jour. Ce scénario nous donne un déficit estimé actuellement à 45.933 tonnes pour 1991/1992.

### Prévisions des besoins de consommation alimentaire

Les premières prévisions du déficit alimentaire ont changé, une fois les perspectives de récolte mises à jour. Les données sur la production régionale ne sont toujours pas disponibles, puisque l'ASB n'a pas encore communiqué les statistiques sur les surfaces cultivées par *wilaya* (les anciennes "régions"). FEWS/Mauritanie s'attend à ce que cette information, comme ce fut le cas l'année dernière, diffère énormément de la ventilation de la production régionale de 1990/1991. A des fins analytiques, FEWS/Mauritanie a ventilé les estimations de la production totale de cette année au niveau des *wilayas* en appliquant plusieurs pourcentages des schèmes de production des campagnes passées qui répondent le mieux aux conditions de cette année. Les données officielles sur la production au niveau des *wilayas* devraient être disponibles en mars.

Le Tableau 3 indique les estimations de FEWS/Mauritanie sur la balance<sup>1</sup> de la production céréalière de la Mauritanie par *wilaya*. Les chiffres sur le nombre d'habitant sont calculés en appliquant un taux de croissance annuel de 2,7 % aux chiffres du recensement officiel de 1988. Les besoins céréaliens sont calculés en utilisant le chiffre de consommation officielle, c'est-à-dire 165 kilogrammes par personne et par année. Les besoins des réfugiés maliens se fondent sur une ration de six mois, à raison de 400 grammes par jour (73 kilogrammes par personne).

Le Tableau 4 présente une projection de la balance céréalière nationale de 1992. Le tableau compare les chiffres utilisés par la CPA et les analyses de FEWS/Mauritanie. Les deux scénarios se servent des estimations préliminaires de la FAO/CILSS sur la production de 1991/1992. La CPA a adopté un chiffre plus élevé pour la population afin de tenir compte de l'arrivée des rapatriés mauritaniens du Sénégal en 1989. La CPA a également compté 28.000 réfugiés maliens. Mais FEWS/Mauritanie pense que l'arrivée des Mauritaniens du Sénégal a été compensée par un nombre égal ou supérieur de personnes quittant le pays pendant la même époque. FEWS/Mauritanie ne compte que 18.000 Maliens et non

28.000, tel que l'indique actuellement le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). De plus, la CPA pense que les réfugiés maliens resteront toute une année en Mauritanie et auront besoin de la même quantité de céréales que le restant de la population. En revanche, FEWS/ Mauritanie accepte les prévisions du HCR, selon lesquelles les Maliens ne resteront en Mauritanie que pendant six mois et n'auront besoin que de la ration céréalière à laquelle le HCR a promis de pourvoir (73 kilogrammes par personne pendant six mois).

---

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES ALIMENTAIRE

---

### Données économiques

Le manque alimentaire est jugé moins grave que l'année dernière étant donné les distributions alimentaires faites depuis le début de juin 1991. Les prix des céréales traditionnelles sont restés plus élevés que la normale pour cette époque de l'année suite à une mauvaise production générale. Les prix du sorgho ont légèrement diminué sur les marchés intérieurs du sud après la récolte pluviale mais grimpent à nouveau, suite aux faibles quantités récoltées et aux perspectives relativement mauvaises pour la récolte à venir dans les *walos* et les bas-fonds.

---

## DERNIERS FAITS SUR LA VULNERABILITE

---

Environ 18.000 réfugiés maliens habitent dans les trois principaux camps (Bassikounou, Aghor et Fassala Néré) dans le sud-est de la Mauritanie (confer Carte 2). En outre, 10.000 personnes sembleraient s'être déplacées dans cette zone mais restent en dehors des camps. Le HCR et les autorités du Gouvernement mauritanien continuent à suivre cette population très vulnérable qui s'accroît lentement (confer Annexe F pour les définitions de FEWS des niveaux de vulnérabilité et du risque de famine). On prévoit un nouveau recensement de la population résidant dans les camps à la fin de janvier. Recensement qui aidera à cibler l'aide alimentaire d'urgence dans les six prochains mois. Trois grandes distributions au titre de l'aide alimentaire sont fixées à titre préliminaire pour janvier, avril et juin. On a récemment fait appel à des divers bailleurs de fonds leur demandant d'apporter une aide alimentaire (y compris une demande de 1.296 tonnes de blé faite auprès du Gouvernement américain) pour aider à répondre aux besoins d'ici la fin de juin 1992.

Outre les questions de besoins alimentaires, la Coopération française (équivalent de l'AID) devait commencer à forer des puits dans la région des trois camps à la fin de janvier, travaux qui devaient être finis avant la fin de février améliorant ainsi les problèmes d'eau polluée et insuffisante dans cette zone. En janvier, une épidémie de rougeole a fait plusieurs victimes.

---

<sup>1</sup> Une balance de la production céréalière est la quantité de besoins céréaliens auxquels permet de répondre la production locale avant de tenir compte des stocks disponibles, des importations commerciales et de l'aide alimentaire.

Mi-janvier, le HCR a pris les arrangements nécessaires pour financer des fournitures médicales permettant de lutter contre l'épidémie. Il a également envoyé une mission sur le terrain comportant un personnel médical qualifié pour quantifier et stabiliser la situation.

Le nord de la Mauritanie a connu de fortes pluies mi-décembre incendant la région autour d'Akjoujt. Les pluies ont

détruit 140 maisons en pisé ainsi que plusieurs cultures locales. Depuis, plusieurs ONG et bailleurs de fonds ont distribué des couvertures, des tentes et des aliments (riz, lait en poudre et lait) pour atténuer l'ampleur du désastre. World Vision avait prévu de commencer à reconstruire, dès janvier, 60 des maisons détruites. Aussi bien le Gouvernement mauritanien que des ONG cherchent à répondre aux besoins de cette population modérément vulnérable.

Tableau 3: Mauritanie, prévisions de la balance de la production de 1991/1992 (tonnes)

Wilaya	Population 1992	Besoins céréaliers	Production totale nette	Balance de la production	Besoins satisfaits en 1992 (%)
Hodh ech Chargui	208.691	34.434	7.462	-26.972	22
Hodh el Gharbi	162.007	26.731	5.438	-21.292	20
Assaba	176.630	29.144	3.281	-25.863	11
Gorgol	190.692	31.464	21.904	-9.560	70
Brakna	208.868	34.463	13.204	-21.259	38
Trarza	260.506	42.983	17.230	-25.753	40
Guidimaka	124.555	20.552	5.145	-15.407	25
Tagant	73.836	12.183	8.750	-3.433	72
<b>Total partiel pour les Wilayas agricoles</b>	<b>1.405.785</b>	<b>231.954</b>	<b>82.414</b>	<b>-149.540</b>	<b>36</b>
Wilayas non agricoles	628.968	103.780	0	-103.780	0
<b>Total partiel pour la population mauritanienne</b>	<b>2.034.753</b>	<b>335.734</b>	<b>82.414</b>	<b>-253.320</b>	<b>25</b>
Besoins des réfugiés maliens	18.000	1.314	0	-1.314	0
<b>Total</b>	<b>2.052.753</b>	<b>337.048</b>	<b>82.414</b>	<b>-254.634</b>	<b>24</b>

Sources: Bureau du recensement du Gouvernement (CEDES); résultats de l'évaluation FAO/CILSS; HCR; FEWS/Mauritanie

Note: Confer les notes en Annexe A pour une explication des pourcentages appliqués aux fins d'estimer la production dans chaque Wilaya.

Tableau 4: Mauritanie, prévisions de la balance céréalière 1991/1992 (tonnes)

	CPA	FEWS
Population mauritanienne 1992	2.147.000	2.034.753
Taux de consommation annuel par habitant pour les non-réfugiés (kg)	165	165
Population de réfugiés 1992	28.000	18.000
Taux de consommation annuel par habitant pour les réfugiés (kg)	165	73
<b>BESOINS DE CONSOMMATION CEREALIERE 1991/1992</b>		
Consommation céréalière prévue en 1991/1992 pour la population en général	354.255	335.734
Consommation céréalière prévue en 1991/1992 pour la population des réfugiés	4.620	1.314
Pertes pour semences et fourrage	9.770	9.770
Reconstitution des stocks (non disponibles pour la consommation)	41.200	41.200
<b>Total besoins céréaliers</b>	<b>409.845</b>	<b>388.018</b>
<b>Offre céréalière 1991/1992</b>		
Production céréalière nette	82.414	82.414
Stocks disponibles dans le pays	76.383	76.383
Aide alimentaire et aliments-pour-vente prévus en 1991/1992	42.115	42.115
Importations commerciales prévues en 1991/1992	163.000	163.000
<b>Total offre céréalière disponible en 1991/1992</b>	<b>363.912</b>	<b>363.912</b>
<b>BALANCE CEREALIERE PROVISoire POUR 1991/1992</b>	<b>-45.933</b>	<b>-24.106</b>

Sources: Communauté européenne; CSA; PAM; SONIMEX; FAO/CILSS; FFP; FEWS/Mauritanie

Note: La CPA adopte un chiffre plus élevé pour la population que celui utilisé par FEWS/Mauritanie pour calculer les besoins alimentaires (population: 2.175.000 vs 2.052.753; besoins alimentaires: 358.875 t vs 337.048 t). Une seconde différence concerne les besoins alimentaires des réfugiés - FEWS/Mauritanie utilise le chiffre du HCR, c'est-à-dire 400 grammes par jour pendant une période de six mois (73 kg pour l'année) alors que la CPA utilise le taux de consommation de la population en général, c'est-à-dire 165 kg, pour une année entière.

Parmi d'autres groupes identifiés précédemment comme étant à "risque" de famine, on compte notamment les habitants des taudis de Nouakchott au PK 9-16 (confer Carte 2) et une grande partie des familles de paysans de la Vallée du Fleuve. Les deux groupes ont reçu des aliments gratuits de juin à septembre 1991, ce qui a permis d'atténuer leur extrême vulnérabilité et à une vulnérabilité modérée et élevée respectivement. Mais les habitants des taudis restent tout particulièrement éprouvés même si, comme on peut le lire dans l'évaluation de FEWS préalable à la récolte de 1991, la qualité de la vie s'améliore tant soit peu comme en témoigne la construction d'un nouveau dispensaire, de nouvelles écoles et de meilleurs moyens de transport pour se rendre en ville. Les paysans de la Vallée voient également leur sort s'améliorer en dépit d'une mauvaise campagne une troisième année de suite. Même si les stocks alimentaires des ménages après la récolte ne dureront pas jusqu'à l'année prochaine, estimés à un niveau des plus minimes, il est à nouveau possible depuis le printemps dernier de pêcher dans le fleuve (la frontière avec le Sénégal avait été fermée en août 1989), ce qui permettra de compléter par du poisson les réserves de céréales. En outre, une certaine relâche dans les tensions, tout au long de la frontière sénégalaise, a encouragé le retour des troupeaux dans la région, d'où une plus grande disponibilité de viande et de produits laitiers dans la zone frontalière. Le commerce officieux tout au long du fleuve est un autre facteur atténuant les manques alimentaires. Bien que la frontière soit toujours officiellement fermée, le relâchement de la surveillance militaire a permis de reprendre le commerce frontalier avec le Sénégal qui, par le passé, tenait une part importante dans l'économie informelle et qui avait une énorme influence sur la sécurité alimentaire.

### MISE A JOUR

Depuis février 1992, le personnel de Médecins Sans Frontières (MSF) a constaté que 30 % des 1.500 enfants enquêtés dans les camps au sud-est souffraient de grave malnutrition. Grave malnutrition est définie ici comme une circonférence du bras supérieur inférieure à 12 cm. Il semble également que plus de 400 enfants sont morts en janvier et février de causes diverses (notamment la rougeole). Durant sa visite, la mission de MSF a vacciné plus de 1.500 enfants contre la rougeole.

## CONCLUSIONS

Les perspectives sont mauvaises pour la récolte de 1991/1992 faisant suite à deux années consécutives de mauvaise production. On ne disposera des estimations finales sur la production que dans quelques mois mais les chiffres préliminaires (82.414 tonnes nettes) permettent de faire des premières estimations de la balance céréalière. La Mauritanie n'arrivera à répondre qu'à 23 % ou moins de ses besoins alimentaires actuels par le biais de la récolte de 1991/1992, mais les importantes réserves initiales aideront à compenser la mauvaise production. On signale deux nouveaux groupes vulnérables depuis l'évaluation sur la vulnérabilité de juin 1991. Il s'agit premièrement des 18.000 réfugiés maliens très vulnérables qui habitent dans les trois principaux camps au sud-est de la Mauritanie et deuxièmement des 140 familles qui habitaient les maisons détruites par les inondations de décembre près d'Akjoujt. Les deux groupes ont reçu une aide du Gouvernement mauritanien, des ONG ou du HCR. Deux autres groupes (les habitants des taudis à l'extérieur de Nouakchott et les paysans de la Vallée du Sénégal) ont été jugés "à risque" en mai, mais ont vu leur situation s'améliorer depuis. Les habitants des taudis (qui vivent au PK-9-16) sont à présent modérément vulnérables et les paysans de la Vallée du Sénégal sont très vulnérables.

Même si les chiffres de la production nationale sont décourageants, il ne devrait pas y avoir de famine répandue en 1992 puisque les importations commerciales ne furent jamais aussi importantes que pendant ces dix derniers mois. Cela ne veut pas dire que dans certaines zones délimitées du pays, on ne connaisse pas un manque alimentaire, surtout celles qui sont déjà vulnérables. Il convient de pourvoir immédiatement aux déficits restants. On ne sait toujours pas s'il faudra une assistance complémentaire des bailleurs de fonds en 1992 et si les importations de céréales commerciales permettront de combler le déficit céréalier.

**ANNEXE A: Mauritanie, estimations de la récolte de 1991/1992 par Wilaya**

Wilaya	Dieri	Walo	Bas-fonds	Décru	Riz irrigué	Autres cultures irriguées	Riz contre saison	Total brut	Total net
Hodh ech Chargui	3.418	0	5.361	0	0	0	0	8.779	7.462
Hodh el Gharbi	3.816	0	2.582	0	0	0	0	6.398	5.438
Assaba	2.117	0	1.743	0	0	0	0	3.860	3.281
Gorgol	2.903	10.876	0	0	12.639	0	4.348	30.766	21.904
Guidimaka	5.109	225	0	0	724	32	249	6.339	5.145
Brakna	1.575	4.554	6.264	0	3.306	0	1.144	16.843	13.204
Tagant	1.134	0	0	9.160	0	0	0	10.294	8.750
Trarza	0	3.229	0	0	17.962	0	6.180	27.371	17.230
<b>Total</b>	<b>20.072</b>	<b>18.884</b>	<b>15.950</b>	<b>9.160</b>	<b>34.631</b>	<b>32</b>	<b>11.921</b>	<b>110.650</b>	<b>82.314</b>

Sources et notes: La production régionale a été ventilée de la manière suivante:

Dieri: Ces chiffres proviennent de l'évaluation FAO/CILSS.

Walo: FEWS/Mauritanie pense que les conditions environnementales étaient comparables à celles de 1989/1990 et, par conséquent, applique le même pourcentage par wilaya en utilisant les estimations de la FAO/CILSS pour la production walo de 1991/1992.

Bas-fonds: FEWS/Mauritanie a appliqué les pourcentages de production régionale 1990/1991 en utilisant les estimations de la FAO/CILSS 1991/1992. Même si les pluies étaient généralement plus faibles pendant la présente campagne, les dates et l'espacement étaient analogues.

Décru: Ce chiffre a été obtenu de l'évaluation FAO/CILSS via la SONADER.

Irrigué: FEWS/Mauritanie a appliqué les estimations de la production de la FAO/CILSS à la dernière ventilation des périmètres cultivés. Cette information provient de la SONADER. FEWS/Mauritanie a appliqué les mêmes pourcentages de production utilisés en 1991/1992 pour la production privée et la production irriguée de contre-saison.

## Annexe B: Explication de la situation des stocks céréaliers mauritaniens

La balance céréalière finale pour 1990/1991 s'est soldée par un déficit de 27.000 tonnes bien que les niveaux finals des stocks de la CSA dépassaient les 50.000 tonnes. Le déficit céréalier était particulièrement alarmant pendant la première étape de la comptabilité céréalière de 1990/91 (dépassant un déficit de 100.000 tonnes). L'aide alimentaire massive des bailleurs de fonds fut d'un grand secours aux populations souffrant d'un manque alimentaire. Même ainsi l'aide alimentaire destinée à la vente (distribution pour le développement et non pas en cas d'urgence) n'est arrivée qu'à grand-peine jusqu'aux personnes dans le besoin suite aux massives importations commerciales de blé.

A la fin de 1990, les rapports de l'UNICEF et du Ministère de la Santé et des Affaires sociales notaient que la malnutrition infantile gagnait du terrain sur l'ensemble du pays et que certaines régions risquaient de connaître une grave malnutrition. A la suite de ces rapports, le Gouvernement de la Mauritanie a fait une demande officielle d'assistance auprès de tous les bailleurs de fonds de l'aide alimentaire et a autorisé le secteur privé à importer 36.000 tonnes de blé pour aider à répondre au déficit céréalier prévu à 100.000 tonnes. De suite après et tenant compte de la crise du Golfe éminente à ce moment-là et de son impact incertain, le Gouvernement de la Mauritanie a jugé que la gravité de la situation demandait que l'on permette au secteur privé d'importer de plus grandes quantités de blé.

Malheureusement, la taxe appliquée au blé importé commercialement ne s'élevait qu'à 5 %. Le blé importé par les bailleurs de fonds destiné à la vente était fixé à un prix de 23 oughiya par kilogramme (UM/kg). Ce prix du blé a été fixé après étude des prix à la production et appliqué pour protéger le producteur national (les céréales traditionnelles sont le sorgho, le mil et le maïs). Cette situation, conjuguée à des cours mondiaux du blé particulièrement faibles, a permis au secteur privé d'importer jusqu'à 72.000 tonnes de blé qui ont ensuite pu être vendues à des prix nettement plus faibles que ceux fixés pour le blé de l'aide alimentaire des bailleurs de fonds. Aussi, n'a-t-il pas été possible de vendre le blé de l'aide alimentaire. D'où des réserves de blé de plus de 50.000 tonnes en 1991/1992. Situation qui comporte de multiples conséquences, notamment:

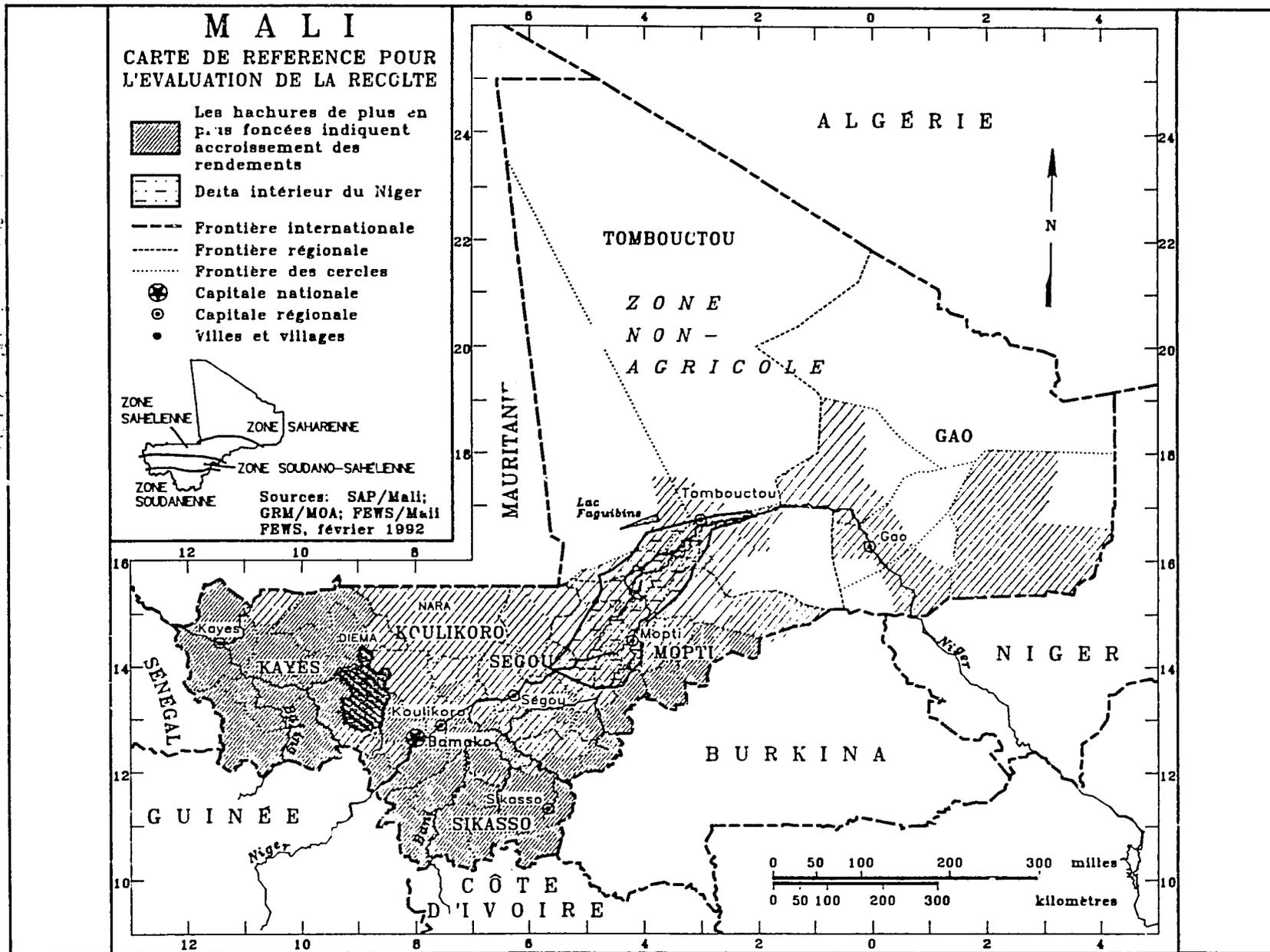
- coûts supplémentaires pour l'emmagasinage de l'aide alimentaire et risque que les produits ne se gâtent.
- manque de fonds de contrepartie (fonds obtenus grâce à la vente de l'aide alimentaire) pour aider à financer les projets de développement.
- manque de fonds de contrepartie pour aider à financer les coûts des transports et de logistique de l'aide alimentaire d'urgence ou des distributions gratuites.
- atteinte aux règles érigées pour protéger la production locale.

Devant la baisse des fonds des contreparties, le Gouvernement mauritanien a commencé à réaliser la gravité de la situation. En théorie, la Loi financière de 1992 imposera une taxe de 45 % sur les importations commerciales de blé. Cette taxe de 45 % devrait être appliquée à la lettre dès janvier. Tous les intervenants de la "politique céréalière" ont convenu que c'était là un juste montant. La taxe permettra à la Mauritanie de respecter ses engagements vis-à-vis de la Banque mondiale concernant la libéralisation des importations de céréales tout en augmentant le prix du blé importé à un niveau qui n'interfère pas avec la production céréalière locale.

L'année dernière, de massives importations commerciales de blé se sont conjuguées à de massives importations au titre de l'aide alimentaire, en réponse directe aux demandes du Gouvernement mauritanien (85.000 tonnes dont 29.000 devaient être distribuées gratuitement). Les distributions gratuites ont eu lieu de juin à septembre 1991, allégeant les graves pénuries alimentaires signalées mais la majorité du blé destinée à la vente aux enchères est toujours dans les dépôts de Nouakchott.

**BEST AVAILABLE DOCUMENT**

Carte 3: Carte de référence du Mali



## Récolte record, des problèmes persistent par-ci et par-là

Rapport communiqué par l'USAID/Mali, le 23 janvier 1992

### RECAPITULATIF

La récolte de 1991/1992 bat tous les records puisqu'on estime une récolte de céréales de 2,2 millions de tonnes (confer Carte 3 pour les emplacements des cercles.<sup>1</sup> On signale de mauvaises récoltes confinées à l'ouest des cercles de Ténenkou et d'Youvarou. Les victimes de ces mauvaises récoltes continuent à souffrir pour une troisième année de suite. Une grande partie de la récolte qui n'est pas consommée par les agriculteurs sera probablement exportée ou servira à reconstituer les réserves familiales et les stocks nationaux et ne sera pas forcément disponible sur le marché. Moins il y a de céréales sur le marché, moins il y en aura pour les non-agriculteurs et les personnes qui vivent dans les régions connaissant un déficit de la production.<sup>2</sup> L'USAID/Mali estime un déficit céréalier général de 14.800 tonnes.

Dans l'ensemble, l'accès alimentaire s'est amélioré au Mali suite à la baisse des prix céréaliers. Pour les agriculteurs, cet accès est limité par les dettes contractées lors des mauvaises années précédentes. L'accès est également très limité pour les populations vivant dans les régions du nord où sévissent des troubles civils. Une assistance alimentaire et matérielle sera nécessaire pour au minimum 15.000 personnes déplacées dans le nord du Mali. De plus, 20.000 à 50.000 personnes déplacées vivant actuellement dans des pays voisins auront besoin d'aide continue si le conflit au nord est résolu et qu'elles peuvent rentrer chez elles.

### FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

#### Résultats de la récolte

La campagne de 1991/1992 enregistre une récolte record. Sur la majeure partie du pays, les conditions climatiques étaient

<sup>1</sup> Les unités administratives du Mali sont, par ordre de préférence, les régions, les cercles et les arrondissements.

<sup>2</sup> La balance de la production céréalière est la quantité de besoins céréaliers auxquels arrive à répondre la production locale avant qu'on tienne compte des stocks disponibles, des importations commerciales et de l'aide alimentaire.

bonnes, voire excellentes. Seuls les cercles de Youvarou, de Ténenkou et le nord de Mopti dans la région de Mopti signalent des récoltes nettement inférieures à la moyenne. Mais même dans ces cercles, les mauvaises récoltes étaient un phénomène localisé. Les conditions agricoles étaient bonnes dans les régions agricoles de Tombouctou et Gao bien que les troubles civils puissent entraver la commercialisation de la récolte.

En général, la production agricole dans la zone sahéenne était excellente malgré le démarrage tardif des pluies car la campagne a duré plus longtemps que d'habitude. Le sud et l'ouest du pays ont bénéficié de bonnes pluies sur de longues périodes. Les zones signalant de mauvaises récoltes le long du delta intérieur au nord-ouest du Fleuve Niger ont connu un arrêt précoce des pluies.

Plus au sud, les niveaux du fleuve reflétaient les bonnes pluies. Cela a valu une excellente récolte du paddy aquatique. Cela présage également de bonnes récoltes pour l'agriculture de décrue et la culture maraîchère, surtout dans le nord tout au long du Fleuve Niger, exception faite peut-être des zones où les concentrations de troupeaux ont pu interférer avec l'agriculture de décrue, le long du fleuve au Nord.

Malgré les sauterelles et les mouches d'Espagne ainsi que la crainte d'une invasion de sauterelles sénégalaises venant de la Mauritanie, les ravageurs n'ont pas fait de dégâts importants dans la récolte. Mais de nombreux oeufs ont pu être déposés, favorisés par les bonnes conditions de reproduction, ce qui pourrait valoir un nombre important de ravageurs pendant la prochaine campagne.

L'enquête agricole de la division nationale des statistiques et de la division nationale de l'agriculture (DNSI/DNA) estime le total de la récolte à plus de 2,2 millions de tonnes de céréales (confer Tableau 5). Le rapport final ne sera pas publié avant mi-92. Les estimations de la récolte au niveau cercle ont été faites en répartissant la production signalée pour les 11 zones agroclimatiques sur la base de la contribution moyenne en pourcentage de la production des cercles de 1987 à 1991, telle qu'indiquée par les résultats de l'enquête de la DNSI/DNA (confer Annexe C pour les statistiques sur la production au niveau cercle de 1991/1992 et la moyenne de 1987-1991).

**BEST AVAILABLE DOCUMENT**

**Tableau 5: Mali, estimations de la production céréalière brute de 1991/1992 (milliers de tonnes)**

Région	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Total
1. Kayes	18,65	97,31	2,10	19,24	0,02	137,32
2. Koulikoro	102,75	166,23	16,82	33,40	2,41	321,61
3. Sikasso	131,12	229,77	44,01	157,75	9,36	572,01
4. Ségou	309,29	204,43	56,85	14,30	21,72	606,59
5. Mopti	197,71	22,06	199,62	0,96	6,42	426,77
6. Tombouctou	16,94	6,63	77,34	0,00	0,00	100,91
7. Gao	0,64	2,11	39,55	0,00	0,00	42,30
<b>Total</b>	<b>777,10</b>	<b>728,54</b>	<b>436,29</b>	<b>225,65</b>	<b>39,93</b>	<b>2.207,51</b>

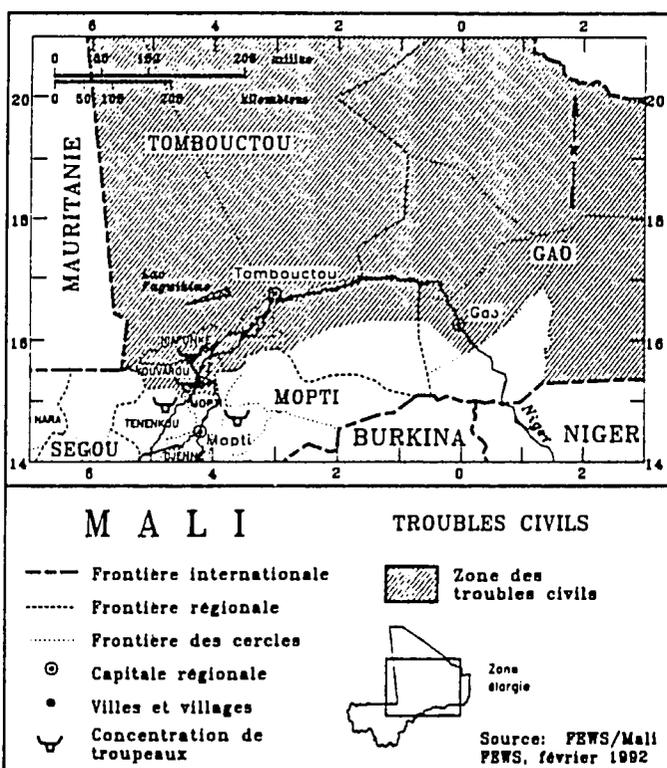
Source et notes: Les estimations de la production de 1991/1992 se basent sur les résultats de l'enquête agricole de la DNSI/DNA pour les onze zones agro-climatiques du Mali. La contribution moyenne de 1987-91 de chaque cercle à sa zone agro-climatique a été utilisée pour ventiler les données de 1992 au niveau cercle. La production moyenne du passé se fonde sur les enquêtes agricoles finales faites conjointement par la DNSI/DNA pour les campagnes agricoles 1986/1987 à 1990/1991.

### Conditions pastorales

De bonnes pluies ont valu d'excellentes conditions sur les terrains de parcours et les pâturages. Toutes les régions d'élevage ont indiqué de bonnes conditions de végétation. Toutefois, les mouvements de transhumance ont été freinés par les troubles civils au nord et dans le Delta intérieur du Niger (confer Carte 3 pour l'emplacement du Delta intérieur et la Carte 4 pour un ordre de grandeur géographique des troubles civils). Cela a entraîné de fortes concentrations de troupeaux. Il y a eu utilisation précoce des pâturages et sur-utilisation de ceux utilisés normalement pendant la période de transit entre le

pacage de la saison des pluies et de la saison sèche. On signale de graves détérioration des terrains de parcours dans les cercles de Ténenkou, Youvarou et Niafunké. D'autres importantes concentrations de troupeaux sont indiquées dans les cercles de Nara, Diéma, Djenné et Mopti. L'Office du développement et de l'élevage de Mopti (ODEM) a recommandé de distribuer 4.000 tonnes de fourrage supplémentaires pour les troupeaux touchés, de mars jusqu'au début de la période de plantation de 1992. Les autorités locales pensent en fait que cette quantité risque d'être insuffisante. Les experts se montrent également préoccupés des éventuelles épidémies qui pourraient se déclarer suite à de telles concentrations d'animaux.

**Carte 4: Troubles civils au Mali**



Par ailleurs, des conflits ont éclaté entre éleveurs et agriculteurs à cause de ces fortes concentrations d'animaux. Les troupeaux sont restés dans des zones où sont pratiquées des cultures saisonnières et ont envahi les champs à côté des terrains de parcours. Cela a enflammé une situation déjà explosive puisque les éleveurs transhumants ont de moins en moins accès aux terrains de parcours qu'utilisent les agriculteurs sédentaires qui cherchent à diversifier leurs activités et à pratiquer l'élevage.

### Information sur les stocks alimentaires existants

Une grande partie de la récolte excédentaire servira probablement à reconstituer les réserves céréalières des ménages et des villages. Les mauvaises récoltes précédentes ont littéralement épuisé les réserves. Par conséquent, le marché ne recevra qu'une faible partie de la récolte.

Actuellement, les stocks du Gouvernement restent en-dessous de leur capacité. Les stocks commerciaux de l'Office de commercialisation des produits agricoles (OPAM) s'élevaient à 1.272 tonnes à la fin de décembre 1991. Les stocks nationaux de sécurité (SNS) représentaient 26.389 tonnes pendant la même période. Un appel d'offres a été lancé pour l'achat local de 30.000 tonnes de céréales pour le SNS pendant le premier trimestre de 1992.

**Tableau 6: Mali, balances de la production céréalière 1992 et production céréalière moyenne (milliers de tonnes, milliers de personnes)**

Région	Population 92	Production nette 91/92	Besoins 92	Balance 92	Balance moyenne
1. Kayes	1.182,02	115,05	218,67	-103,62	-90,35
2. Koulikoro	2.185,45	266,09	404,30	-138,21	-45,26
3. Sikasso	1.439,58	463,82	266,32	197,50	129,41
4. Ségou	1.492,30	496,64	276,08	220,56	142,72
5. Mopti	1.393,81	295,15	257,85	37,30	-17,45
6. Tombouctou	613,27	59,47	113,44	-53,97	-43,68
7. Gao	412,17	22,51	76,25	-53,74	-56,96
<b>Total</b>	<b>8.718,60</b>	<b>1.718,73</b>	<b>1.612,91</b>	<b>105,82</b>	<b>18,43</b>

*Sources et notes:* La population a été estimée en fonction des taux de croissance régionale provenant du recensement. Les céréales disponibles se fondent sur les estimations de la production moins les taux de mouture de 0,85 pour le mil et le sorgho, 0,9 pour le fonio, 0,8 pour le maïs et 0,51 pour le riz. La consommation céréalière annuelle se fonde sur les chiffres de l'USAID/Mali, c'est-à-dire 185 kg par personne et par année.

### Prévisions de l'aide alimentaire et des importations/exportations commerciales

La France a fait savoir qu'elle avait l'attention d'acheter 3.000 tonnes de sorgho au Mali devant être expédiées vers la Mauritanie au titre de l'aide alimentaire pour les personnes déplacées dans ce pays. La Belgique fera un don de 3.000 tonnes de blé pendant le premier trimestre de 1992. L'USAID/Mali a demandé au Gouvernement américain 4.000 tonnes de sorgho américain devant être acheminées fin 1992 pour compenser les distributions faites à partir des stocks de sécurité aux populations touchées par les troubles civils dans le nord. L'OPAM est en train de vendre aux enchères 10.000 tonnes de riz stockées actuellement dans le pays qui avaient été données dans le cadre de l'aide alimentaire américaine.

L'Office national des transports (ONT) a indiqué que 4.991 tonnes de riz, 1.994 tonnes de blé et 480 tonnes de semoule se trouvaient dans les dépôts du Gouvernement à Dakar, suivant les importations du 14 janvier. A la même époque, les dépôts du Gouvernement à Abidjan comptaient 5.170 tonnes de riz.

### Prévisions des besoins de consommation alimentaire

Les balances céréalières régionales semblent très favorables cette année, si on compare à la moyenne des cinq dernières années (confer Tableau 6). Si on se base sur les chiffres de l'USAID/Mali pour la consommation céréalière, les taux de mouture et les estimations de la population en fonction des recensements au niveau cercle, on constate une production excédentaire de la balance céréalière de 105.820 tonnes en 1992 comparées à une moyenne de 18.430 tonnes pour la période 1986-1991 (confer Annexe C pour la balance au niveau cercle). Si l'on tient compte des utilisations non-alimentaires, de la nécessité de reconstituer les stocks, des exportations et des importations prévues, l'USAID/Mali estime que 1992 pourrait voir un déficit net de 14.800 tonnes.

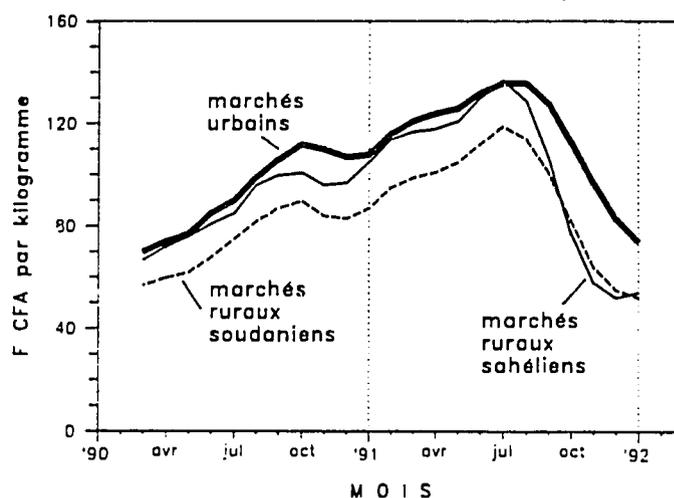
## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES ECONOMIQUE

### Données économiques

Les prix céréaliers ont nettement chuté par rapport à leur niveau élevé pendant le dernier trimestre de 1991 (confer Figure 1). En 1991, les céréales étaient pratiquement arrivées au record connu mi-88. A présent, les prix des céréales à la production et à la consommation avoisinent ce que la plupart des analystes du marché considèrent comme une fourchette normale. On encourage le Gouvernement et les bailleurs de fonds à acheter des céréales au début de 1992 pour maintenir les niveaux des prix à la production.

Les prix moyens sur les marchés ruraux dans les zones soudanaises et sahéliennes du Mali étaient quasiment les mêmes

**Figure 1: Mali, prix du mil à la consommation, 1990/1992**



*Source:* Prix moyens mensuels à la consommation pour le mil à partir des rapports SIM

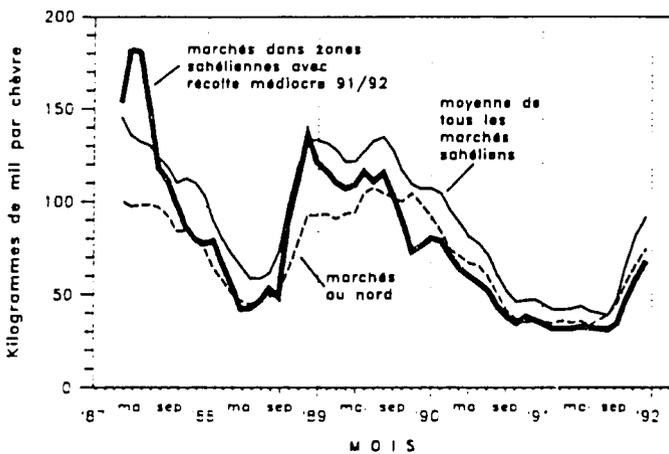
*Note:* Prix utilisés sont prix nominaux.

à la fin de 1991, bien qu'ils soient plus faibles que sur les marchés urbains. Par contre, à la même époque en 1990/1991, les différences de prix étaient nettement plus marquées, indiquant peut-être l'impact d'un faible approvisionnement sur les marchés sahéliers.

La valeur des échanges entre chèvres et céréales, indiquant l'accès rural aux céréales, s'est améliorée par rapport à octobre 1991 (confer Figure 2). Ces termes d'échange restent encore inférieurs à ce qu'ils étaient pendant la même période en 1989 où ils se situaient à un maximum. L'amélioration de ces termes d'échange reflète nettement la chute dans les prix céréaliers et, dans une mesure moindre, une légère augmentation générale dans les prix des chèvres.

L'accès au marché continue à être entravé dans les régions au nord qui connaissent des troubles civils. Situation qui frappe surtout les populations Touaregs et Maures qui ont quitté les centres urbains. De violents affrontements ont continué pendant plusieurs mois.

Figure 2: Mali, termes d'échange entre mil et chèvres



Source: Rapports mensuels SAP

Note: "Bon" correspond aux marchés des cercles qui ont eu en 1991/1992 des récoltes généralement meilleures que la moyenne, selon les rapports du SAP. "Médiocre" correspond aux marchés qui ont généralement eu en 1991/1992 une récolte moyenne ou inférieure à la moyenne, selon les rapports du SAP.

## DERNIERS FAITS SUR LA VULNERABILITE

La grande vulnérabilité, notée cette dernière année chez les petits agriculteurs et agriculteurs-éleveurs dans toute la zone sahélienne du Mali s'est nettement améliorée suite aux récoltes

favorables. On risque encore de trouver de petits groupes d'agriculteurs modérément vulnérables dans les cercles à l'ouest de Ténenkou et d'Youvarou suite à des récoltes qui restent médiocres (confer Annexe F pour les définitions de FEWS des niveaux de vulnérabilité et du risque de famine). Le restant de la population agricole restera vulnérable tant qu'elle n'aura pas réussi à payer les dettes accumulées pendant les difficiles années précédentes.

La population dans le nord est actuellement très vulnérable, dont notamment 15.000 personnes déplacées par les troubles civils. Ce groupe devient de plus en plus vulnérable puisque l'instabilité perturbe le commerce et l'accès au marché. Les populations pastorales dans le Delta pourraient devenir très vulnérables si elles commencent à perdre un nombre important de bêtes suite aux mauvaises conditions de pacage (surpeuplement de troupeaux) et aux épidémies déclenchées parmi ces concentrations de bêtes.

Si le conflit qui oppose les rebelles du nord et le Gouvernement trouve une solution, de 20.000 à 50.000 personnes déplacées pourraient rentrer des pays voisins. Ces groupes reviendraient munis du minimum et auront besoin d'assistance pour reprendre leur travail.

## CONCLUSIONS

La situation alimentaire générale du Mali s'est nettement améliorée depuis juin 1991 grâce surtout à l'excellente récolte nationale. Cette récolte devrait permettre de reconstituer les stocks alimentaires des ménages et d'améliorer l'accès aux céréales sur le marché.

Toutefois, l'excédent céréalier disponible sera faible et peut-être faudra-t-il importer des céréales des bailleurs de fonds. Chose qui se vérifiera probablement pour la population au nord touchée par les troubles civils et pour celle de la région de Mopti qui connaît encore une fois une mauvaise récolte.

Tous ceux touchés par les troubles civils, 15.000 personnes déplacées localement et 20.000 à 50.000 déplacées dans les pays voisins auront besoin d'aide pour reprendre leur occupation (agriculture, élevage et commerce), une fois arrivés à un accord de paix. En attendant, les populations déplacées localement devront peut-être faire face à des conditions de plus en plus difficiles au fur et à mesure qu'avance la saison sèche. On aura peut-être besoin de 4.000 tonnes de céréales ainsi que d'autres aliments de base.

**Annexe C: Mali, estimations de la production céréalière et de la balance de production céréalière  
1991/1992**

**Tableau C-1: Mali, estimation de la production céréalière, par cercle (milliers de tonnes)**

Cercle	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Total
Kayes	0,71	14,63	0,00	3,76	0,00	19,10
Bafoulabé	0,64	12,09	0,42	2,04	0,00	15,19
Diéma	7,21	25,77	0,00	5,94	0,01	38,93
Kéniéba	0,00	4,13	0,21	1,72	0,01	6,07
Kita	4,06	18,75	1,47	4,21	0,00	28,49
Nioro	5,45	16,50	0,00	0,66	0,00	22,61
Yélimané	0,58	5,44	0,00	0,91	0,00	6,93
Koulikoro	6,12	12,47	0,00	0,39	0,00	18,98
Banamba	33,88	5,44	0,00	0,04	0,00	39,36
Dioila	18,73	80,73	1,31	27,00	0,18	127,95
Kangaba	0,24	4,72	7,04	0,69	0,00	12,69
Kati	4,28	14,48	8,47	4,53	1,32	33,08
Kolokani	18,36	20,72	0,00	0,70	0,91	40,69
Nara	21,14	27,67	0,00	0,05	0,00	48,86
Bamako	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sikasso	17,98	50,30	20,80	39,76	0,44	129,28
Bougouni	12,29	39,12	6,16	23,67	4,34	85,58
Kadiolo	11,99	11,18	8,84	21,08	1,47	54,56
Kolondiéba	3,60	11,18	0,50	10,91	1,37	27,56
Koutiala	55,44	78,56	1,09	32,55	0,00	167,64
Yanfolila	0,90	7,76	6,62	23,49	1,47	40,24
Yorosso	28,92	31,67	0,00	6,29	0,27	67,15
Ségou	132,01	42,76	4,09	1,35	7,33	187,54
Baraoueli	16,70	49,18	0,18	1,91	0,00	67,97
Bla	34,73	39,73	0,09	5,57	3,26	83,38
Macina	59,38	19,42	2,68	0,06	0,80	82,34
Niono	26,78	0,28	44,60	2,41	0,00	74,07
San	34,60	26,33	3,65	2,57	6,97	74,12
Tominian	5,09	26,73	1,56	0,43	3,36	37,17
Mopti	7,18	4,19	116,26	0,28	0,11	128,02
Bandiagara	45,79	3,27	0,00	0,00	4,70	53,76
Bankass	62,28	3,49	0,00	0,37	1,50	67,64
Djenné	9,93	9,18	30,51	0,19	0,00	49,81
Douentza	16,49	0,19	0,00	0,00	0,00	16,68
Koro	35,54	0,76	0,00	0,11	0,11	36,52
Ténenkou	12,64	0,69	46,27	0,01	0,00	59,61
Youvarou	7,86	0,29	6,58	0,00	0,00	14,73
Tombouctou	0,00	0,05	3,62	0,00	0,00	3,67
Diré	3,96	0,32	34,31	0,00	0,00	38,59
Goundam	2,41	5,75	3,76	0,00	0,00	11,92
Gourma-Rharous	2,53	0,00	1,34	0,00	0,00	3,87
Niafunké	8,04	0,51	34,31	0,00	0,00	42,86
Gao	0,00	1,57	14,02	0,00	0,00	15,59
Ansongo	0,64	0,47	10,48	0,00	0,00	11,59
Bourem	0,00	0,07	15,05	0,00	0,00	15,12
Kidal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Menaka	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>777,10</b>	<b>728,54</b>	<b>436,29</b>	<b>225,65</b>	<b>39,93</b>	<b>2.207,51</b>

Source et note: Les estimations de la production de 1991/1992 se fondent sur les résultats de l'enquête agricole de la DNSI/DNA pour les 11 zones agroclimatiques du Mali. La contribution moyenne de 1987 à 1991 de chaque cercle à sa zone agroclimatique a été utilisée pour ventiler les données de 1992 au niveau cercle.

**Tableau C-2: Production céréalière moyenne au Mali (1987-91), par cercle (milliers de tonnes)**

Cercle	Mil	Sorgho	Riz	Mais	Fonio	Total
Kayes	0,80	14,64	0,00	7,26	0,00	22,70
Bafoulabé	0,70	12,11	0,12	3,94	0,00	16,87
Diéma	5,64	23,11	0,00	1,54	0,01	30,30
Kéniéba	0,00	4,15	0,06	3,32	2,22	9,75
Kita	4,49	18,75	0,41	8,10	0,15	31,90
Nioro	4,23	14,79	0,00	0,17	0,00	19,19
Yélimané	0,64	5,48	0,00	1,75	0,00	7,87
Koulikoro	6,74	12,44	0,00	0,75	0,47	20,40
Banamba	37,27	5,41	0,00	0,09	0,00	42,77
Dioila	19,54	61,53	0,43	22,47	0,11	104,08
Kangaba	0,88	7,70	1,10	1,08	0,00	10,76
Kati	15,71	23,61	1,32	7,03	1,32	48,99
Kolokani	20,23	20,74	0,00	1,36	0,30	42,63
Nara	16,45	24,80	0,00	0,01	0,00	41,26
Bamako	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sikasso	18,74	38,40	6,78	33,07	0,25	97,24
Bougouni	12,78	29,84	2,01	19,62	2,49	66,74
Kadiolo	12,44	8,42	2,88	17,49	0,84	42,07
Kolondiéba	3,83	8,61	0,16	9,06	0,79	22,45
Koutiala	57,89	59,97	0,36	27,06	0,00	145,28
Yanfolila	0,97	5,99	2,15	19,50	0,85	29,46
Yorosso	30,17	24,18	0,00	5,23	0,15	59,73
Ségou	132,26	20,88	1,18	1,60	4,20	160,12
Baraoueli	16,70	24,02	0,05	2,26	0,00	43,03
Bla	34,69	19,42	0,03	6,60	1,87	62,61
Macina	59,53	9,50	0,77	0,07	0,46	70,33
Niono	20,88	0,25	9,31	0,63	0,00	31,07
San	39,14	24,77	3,65	5,15	2,44	75,15
Tominian	22,24	13,18	0,45	0,51	1,93	38,31
Mopti	11,32	2,64	43,16	0,47	0,11	57,70
Bandiagara	41,17	3,96	0,00	0,00	0,96	46,09
Bankass	56,13	4,23	0,00	0,50	0,31	61,17
Djenné	15,65	5,79	11,33	0,32	0,00	33,09
Douentza	14,91	0,24	0,00	0,00	0,00	15,15
Koro	31,99	0,92	0,00	0,15	0,02	33,08
Tnenkou	19,93	0,43	17,15	0,01	0,00	37,52
Youvarou	12,42	0,18	2,43	0,00	0,00	15,03
Tombouctou	0,00	0,17	1,70	0,00	0,00	1,87
Diré	6,06	1,14	6,26	0,00	0,00	13,46
Goundam	3,67	20,71	0,69	0,00	0,00	25,07
Gourma-Rharous	2,53	2,35	1,34	0,00	0,00	6,22
Niafunké	12,29	1,83	6,27	0,00	0,00	20,39
Gao	0,00	5,14	6,58	0,00	0,00	11,72
Ansongo	0,64	1,54	4,93	0,00	0,00	7,11
Bourem	0,00	0,24	7,08	0,00	0,00	7,32
Kidal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Menaka	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>824,29</b>	<b>588,20</b>	<b>142,14</b>	<b>208,17</b>	<b>22,25</b>	<b>1.785,05</b>

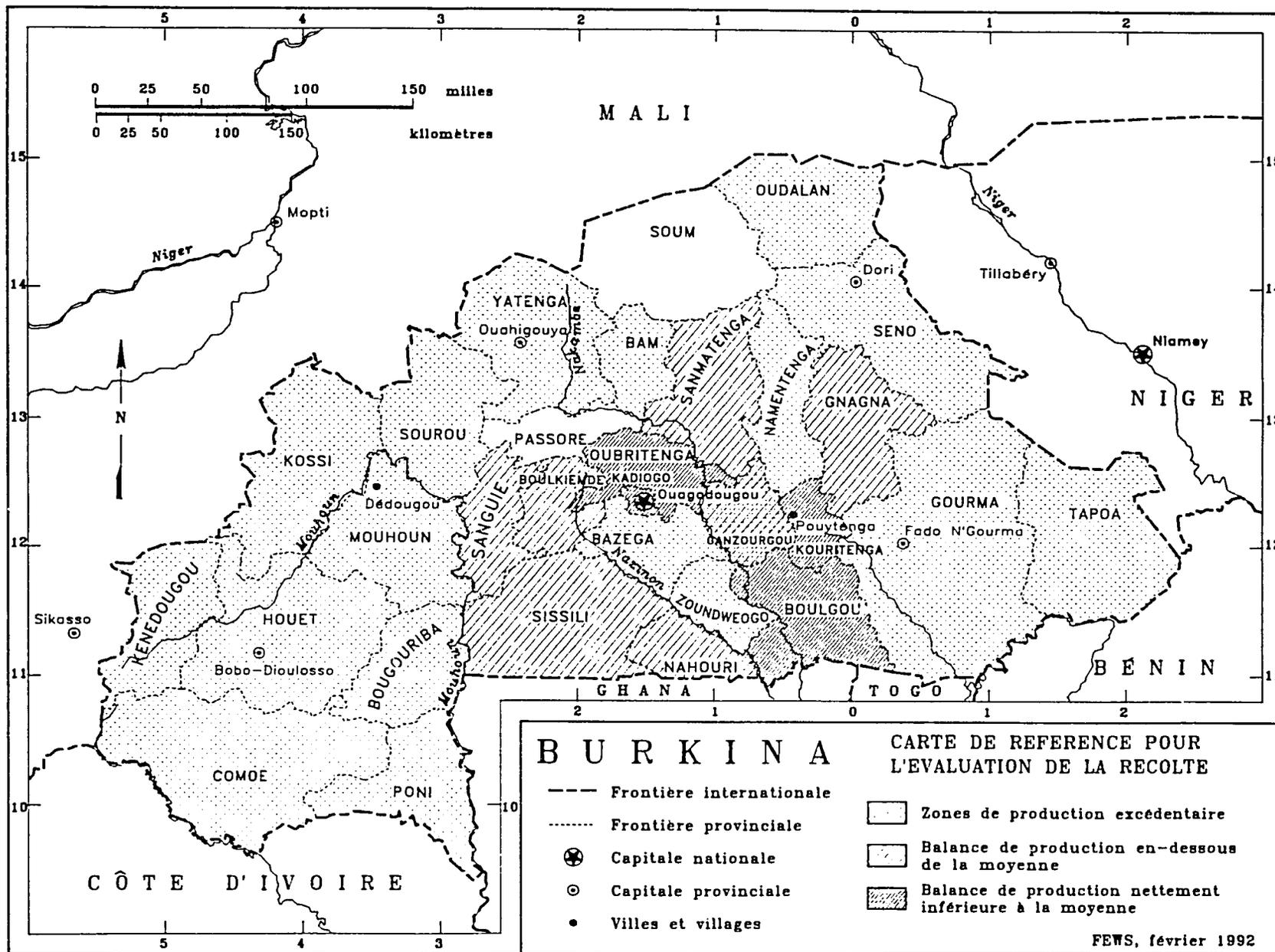
Source et note: La production moyenne historique se fonde sur les enquêtes agricoles finales faites conjointement par la DNSI/DNA pour les campagnes agricoles 1986/1987 à 1990/1991.

**Tableau C-3: Mali, balances de la production céréalière de 1992 et balances de la production céréalière moyenne, par cercle (milliers de tonnes, milliers de personnes)**

Cercle	Population 92	Production nette 91/92	Besoins 92	Balance 92	Balance moyenne
Kayes	278,01	16,05	51,44	-35,39	-29,82
Bafoulabé	157,44	12,68	29,13	-16,45	-12,73
Diéma	127,95	32,79	23,67	9,12	3,76
Kéniéba	106,93	5,00	19,78	-14,78	-11,29
Kita	265,98	23,50	49,20	-25,70	-19,61
Nioro	144,21	19,19	26,68	-7,49	-9,46
Yélimané	101,50	5,84	18,77	-12,93	-11,20
Koulikoro	141,18	16,11	26,12	-10,01	-7,50
Banamba	121,61	33,45	22,50	10,95	15,06
Dioila	302,01	106,98	55,87	51,11	36,14
Kangaba	63,21	8,36	11,69	-3,33	-2,23
Kati	389,63	25,08	72,08	-47,00	-26,38
Kolokani	173,39	34,59	32,07	2,52	6,12
Nara	169,56	41,52	31,37	10,15	5,64
Bamako	824,86	0,00	152,60	-152,60	-72,11
Sikasso	408,09	100,86	75,50	25,36	6,59
Bougouni	234,48	69,68	43,37	26,31	13,04
Kadiolo	102,72	42,39	19,01	23,38	15,37
Kolondiéba	100,40	22,78	18,58	4,20	-0,36
Koutiala	335,42	140,49	62,05	78,44	65,53
Yanfolila	139,47	30,85	25,80	5,05	-0,78
Yorosso	119,00	56,77	22,01	34,76	30,02
Ségou	468,81	158,32	86,73	71,59	53,98
Baraoueli	139,55	57,62	25,82	31,80	11,72
Bla	173,96	70,73	32,18	38,55	23,07
Macina	159,15	69,11	29,44	39,67	31,73
Niono	190,78	47,67	35,30	12,37	-9,00
San	222,33	61,98	41,13	20,85	23,34
Tominian	137,72	31,21	25,48	5,73	7,88
Mopti	279,15	69,28	51,64	17,64	-14,11
Bandiagara	197,28	45,93	36,50	9,43	4,10
Bankass	160,63	57,55	29,72	27,83	22,74
Djenné	133,90	31,95	24,77	7,18	0,03
Douentza	163,14	14,18	30,18	-16,00	-16,65
Koro	232,56	31,05	43,02	-11,97	-13,15
Tnenkou	154,48	34,93	28,58	6,35	1,37
Youvarou	72,67	10,28	13,44	-3,16	-1,78
Tombouctou	139,06	1,89	25,72	-23,83	-16,12
Diré	172,19	21,13	31,85	-10,72	-11,75
Goundam	118,30	8,86	21,89	-13,03	-0,48
Gourma-Rharous	83,34	2,83	15,41	-12,58	-10,99
Niafunké	100,38	24,76	18,57	6,19	-4,34
Gao	168,67	8,48	31,20	-22,72	-21,49
Ansongo	74,49	6,29	13,78	-7,49	-9,77
Bourem	63,81	7,74	11,81	-4,07	-8,78
Kidal	38,00	0,00	7,03	-7,03	-6,54
Menaka	67,20	0,00	12,43	-12,43	-10,38
<b>Total</b>	<b>8.718,60</b>	<b>1.718,73</b>	<b>1.612,91</b>	<b>105,82</b>	<b>16,43</b>

Sources et notes: La population calculée pour les cercles se fonde sur les taux de croissance de leurs régions correspondantes provenant du recensement. Céréales disponibles se fondent sur estimations de production moins les taux de mouture de 0,85 pour le mil et le sorgho, 0,9 pour le fonio, 0,8 pour le maïs et 0,51 pour le riz. La consommation céréalière annuelle se fonde sur les chiffres de l'USAID/Mali, c'est-à-dire 185 kg par personne et par année.

Carte 5: Carte de référence du Burkina



# *Soulagement après deux mauvaises campagnes consécutives*

Rapport communiqué par l'USAID/Burkina, le 30 janvier 1992

## **RECAPITULATIF**

*Le Gouvernement du Burkina Faso estime que la balance nationale de la production céréalière de 1991/1992 (production céréalière moins besoins de consommation) dégagera un excédent de 86.000 tonnes. L'excédent céréalier national (production céréalière, stocks et importations moins besoins de consommation) est d'environ 227.201 tonnes. La majeure partie de cet excédent se situe dans 18 provinces (confer Carte 5). S'agissant notamment des provinces de Yatenga, d'Oudalan et de Séno, traditionnellement zones déficitaires. Cette situation a entraîné une chute des prix céréaliers sur l'ensemble du pays. Le Gouvernement du Burkina Faso n'a pas encore fait une demande pour une aide d'urgence.*

## **FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE**

### **Résultats de la récolte**

Des plantations précoces et une pluviosité supérieure à la moyenne font de la production céréalière de 1991 la meilleure qui fut jamais enregistrée. Des estimations préliminaires sur la production céréalière peuvent être obtenues auprès du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage/Division des études et de la planification (MAE/DEP). Ces estimations ont été calculées en demandant aux 2.500 agriculteurs qui participent à l'enquête nationale agricole du Gouvernement de comparer la production céréalière de cette année à celle de l'année dernière.

L'estimation ainsi obtenue de la production céréalière brute de 1991/1992 s'élève à 2,23 millions de tonnes. Ce chiffre est légèrement plus élevé que l'estimation faite par FEWS avant la récolte (1,98 millions de tonnes). Les deux estimations indiquent une production céréalière record pour le Burkina Faso. Record qui vient soulager le pays après deux mauvaises années de suite. Les agriculteurs pourront reconstituer leurs stocks épuisés après deux récoltes moyennes ou inférieures à la moyenne (confer Tableau 7).

**Tableau 7: Burkina, balance céréalière provisoire 1991/1992 (tonnes)**

Population 1992	9.461.979
Taux de consommation annuel par habitant (kg)	190
<b>BESOINS DE CONSOMMATION CEREALIERE 1991/1992</b>	
Consommation céréalière prévue 1991/1992	1.797.775
Reconstitution des stocks (non disponibles pour la consommation)	83.000
<b>Total besoins céréaliers</b>	<b>1.880.775</b>
<b>OFFRE CEREALIERE 1991/1992</b>	
Production céréalière nette	1.883.355
Stocks nationaux disponibles	54.861
Aide alimentaire prévue pour 1991/1992	34.444
Importations commerciales prévues 1991/1992	135.316
<b>Total offre céréalière disponible pour 1991/1992</b>	<b>2.107.976</b>
<b>BALANCE CEREALIERE 1991/1992</b>	<b>227.201</b>

Source: GOB/MAE/DEP

### **Conditions pastorales**

Les pâturages étaient en très bon état pendant toute l'année grâce à des pluies supérieures à la moyenne sur l'ensemble du pays. Dans la plupart des provinces, les eaux de surface étaient suffisantes pour abreuver le bétail. Ces conditions particulièrement bonnes retarderont les déplacements du bétail vers des zones traditionnellement favorables (surtout dans les provinces de l'Est et du Sud).

### **Information sur les stocks alimentaires existants**

En date du 26 décembre 1991, les réserves alimentaires de l'Office national des céréales (OFNACER) comprenaient des stocks de stabilisation des prix de 44.452 tonnes et des stocks de sécurité de 976 tonnes. Le MAE/DEP estime que les stocks des exploitations agricoles s'élevaient à 4.281 tonnes au 31 octobre 1991. D'autres stocks disponibles immédiatement pour la consommation représentent 50.580 tonnes. Au total, les stocks disponibles représentent 54.861 tonnes. Ils devraient permettre une plus grande sécurité alimentaire nationale, étant donné l'excédent de la production céréalière nationale.

## Prévisions de l'aide alimentaire et des importations/exportations commerciales

Cette année, l'aide alimentaire pourrait être limitée aux programmes d'aide régulière des bailleurs de fonds. Aide dont il est question au Tableau 8 ci-après. En effet, le pays n'aura peut-être pas besoin d'une aide alimentaire d'urgence. La Commission nationale pour la sécheresse (CNLES) importera environ 2.000 tonnes de céréales pour consolider les stocks de sécurité alimentaire.

## Besoins de consommation alimentaire

La balance de la production céréalière compare la production céréalière nette (85 % du chiffre brut) aux besoins de consommation de la population (fixés à 190 kilogrammes par personne et par année). Elle donne une indication générale de la quantité de céréales disponibles pour le marché et constitue donc un bon indicateur de la situation économique du petit agriculteur dont les moyens de subsistance dépendent de la production céréalière. En temps de très mauvaises récoltes sur de grandes superficies où le marché céréalière ne peut fonctionner puisque les céréales ne sont pas disponibles, la balance de la production nous donne une indication de la quantité de céréales nécessaires pour nourrir la population.

La balance provisoire de la production céréalière pour 1991/1992 dégage un excédent possible de 86.000 tonnes au Burkina Faso. C'est un niveau record se situant au-dessus de

Tableau 8: Burkina, aide alimentaire prévue des bailleurs de fonds

Organisation	Produits	Tonnes
Programme alimentaire mondial (PAM)		
	Aide alimentaire régulière	12.981
	Autres produits	1.033
Japon	Riz	1.636
Catholic Relief Service (CRS)		
	Alimentation scolaire	10.080
	Aliment pour travail	Céréales 2.058
	Programme d'urgence	Céréales locales 700
		300 millions de CFA de blé 4.500
France	Blé	5.000
	Sorgho blanc	3.000
Communauté économique européenne (CEE)		
Canada	Blé	5.000
Italy		10.000
Importations commerciales prévues 1991/1992		
	Blé	35.000
	Riz	100.000
<b>Total aide alimentaire prévue</b>		<b>195.988</b>

Sources: PAM/Burkina; FEWS/Burkina; CRS/Burkina

la moyenne de 1985-1990. Le Tableau 9 récapitule la balance de la production céréalière par province et compare la balance de 1991/1992 à la balance céréalière moyenne de 1985-1990. D'après les estimations préliminaires de la balance céréalière, 18 (60 %) des 30 provinces burkinabés ont une production excédentaire cette année. Les petits agriculteurs dans ces provinces auront un meilleur accès aux aliments grâce à la bonne production céréalière générale.

Tableau 9: Burkina, balance préliminaire de la production céréalière 1991/1992 comparée à la moyenne de 1985 - 1990 (tonnes)

Province	Population avril 1992	Balance moyenne 1985-90	Balance 1991/92	Différence 1991/92 par rapport à la moyenne
Boulgou	478.046	-7.202	-69.899	-62.696*
Ouhitenga	333.561	-3.658	-40.597	-36.938*
Kadiogo	700.535	-96.876	-130.042	-33.166
Sanmatenga	413.315	-7.057	-30.905	-23.848*
Sissili	307.635	3.244	-15.896	-19.140
Kouritenga	232.998	-19.197	-36.620	-17.422
Gnagna	280.857	1.817	-10.183	-12.000*
Ganzourgou	229.671	3.294	213	-3.081
Sanguié	238.198	-212	-2.903	-2.690*
Boulkiemdé	400.390	-10.535	-11.899	-1.364
Nahouri	124.623	-8.800	-9.718	-918
Passoré	236.327	-3.056	-2.917	138
Comoé	306.368	15.941	16.910	969
KénéDougou	166.354	13.568	14.863	1.295
Gourma	360.624	9.539	13.686	4.148
Tapoa	194.703	2.186	7.716	5.530
Soum	223.395	-15.480	-9.125	6.355
Zoundwéogo	179.497	-3.323	6.066	9.389
Sourou	322.593	-6.167	5.177	11.344
Houet	748.760	7.127	19.236	12.109
Oudalan	126.990	-10.422	3.922	14.344
Séno	273.731	-10.697	7.661	18.358
Bougouriba	248.282	9.075	32.426	23.351
Bam	176.013	-8.128	15.603	23.731
Mouhoun	347.412	10.433	36.192	25.759
Poni	264.675	2.555	33.642	31.087
Bazéga	361.225	-5.445	51.997	57.442
Yatenga	566.536	-41.907	24.958	66.865
Kossi	400.624	30.549	99.831	69.282
Namentenga	218.041	-6.125	66.182	72.307
<b>Total</b>	<b>9.461.979</b>	<b>-154.959</b>	<b>85.579</b>	<b>240.538</b>

Source: GOB/MAE/DEP

Notes: La balance se fonde sur les besoins de consommation de 190 kg/personne/année.

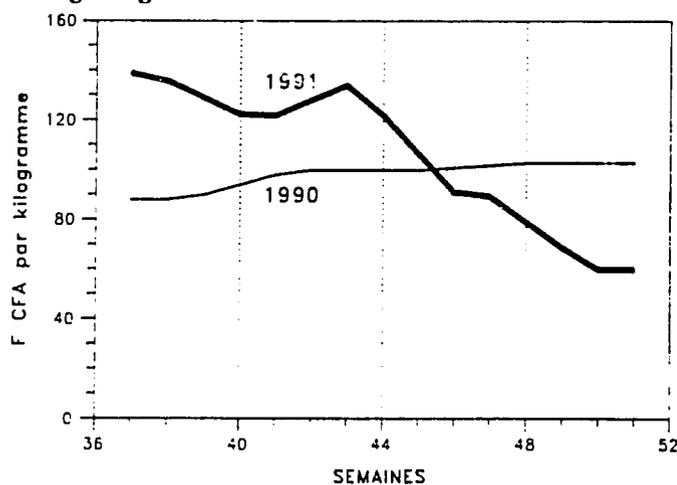
\*-indique provinces généralement en difficulté après deux années consécutives de déficits céréalières plus prononcés qu'en moyenne.

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES ALIMENTAIRE

### Conditions du marché

Les prix céréaliers suivis par le système d'information du marché de l'OFNACER (SIM) ont nettement chuté aussi bien dans les zones excédentaires que déficitaires. A Dédougou dans la province de Mouhoun qui traditionnellement connaît un excédent céréalier, le prix du mil est tombé d'un maximum de 112 francs CFA par kilogramme début septembre à 48-49 francs CFA par kilogramme pendant la deuxième semaine de décembre. Dans la même région, à la même période en 1990, les prix du mil avaient baissé de 81 francs CFA/kg à la fin d'août à 68 francs CFA/kg la deuxième semaine de décembre. On a assisté à des comportements analogues des prix à Ouagadougou (confer Figure 3). Cette chute sensible des prix céréaliers en 1991 est signe d'une année de bonne récolte. Les prix du mil dans les régions déficitaires n'ont pas bougé. Sur le marché de Pouytenga (province de Kouritenga), les prix du mil sont restés aux alentours de 78 francs CFA/kg d'août à décembre.

Figure 3: Burkina, prix hebdomadaires du mil à Ouagadougou



Source: OFNACER

Note: Les prix utilisés sont les prix nominaux.

### Autres ressources économiques

Les autres grandes sources de revenus des ménages burkinabé sont les envois de fonds des membres de la famille qui travaillent dans les villes ou en Côte-d'Ivoire, l'élevage et l'extraction artisanale de l'or. Ces activités sont extrêmement importantes dans les provinces qui connaissent un déficit

céréalière chronique (les provinces sur le Tableau 9 dont la balance moyenne de 1985-1990 est négative). Il n'y a pas eu de grands changements dans les envois de fonds. Le système d'alerte précoce du Sahel, (SAP/Sahel) et le Projet de statistiques animales (PSA) indiquent une légère variabilité dans les prix du bétail. Cela témoigne de bonnes conditions pastorales faisant que les éleveurs n'ont pas besoin de diminuer la taille de leurs troupeaux. Le pouvoir d'achat des cultivateurs-éleveurs est probablement bon, vu la qualité des animaux qu'ils vont probablement vendre cette année. L'extraction de l'or peut être un moyen de subsistance d'environ 75.000 personnes dans la moitié nord du Burkina Faso.

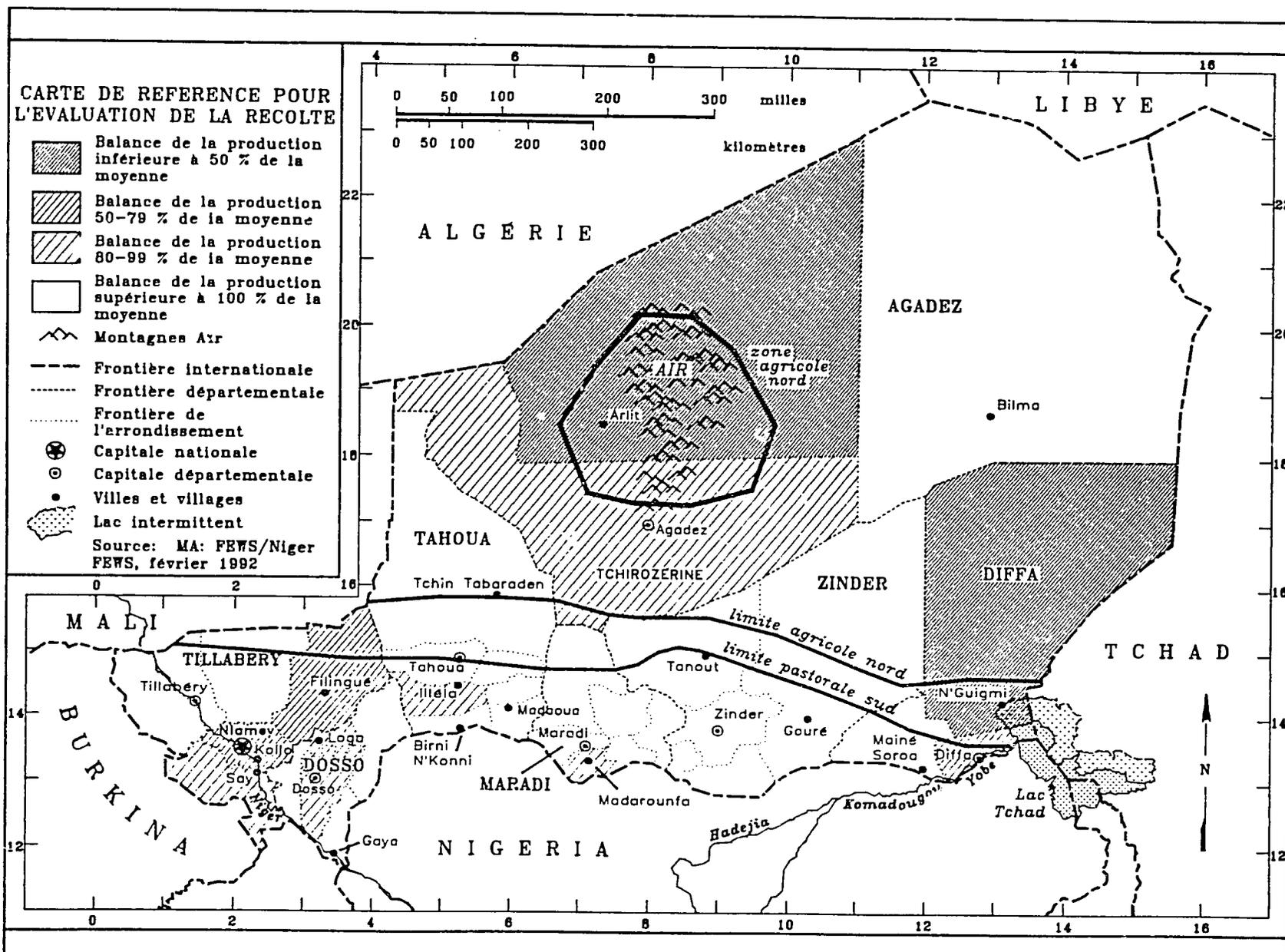
## DERNIERS FAITS SUR LA VULNERABILITE

En ce début de l'année 1992, 11 provinces ont des balances de production céréalière en-dessous de la moyenne (Carte 5). Dans ces provinces, un million de personnes pourrait être modérément vulnérable (confer Annexe F pour les définitions du FEWS des niveaux de vulnérabilité et du risque de famine). Quatre de ces 11 provinces sont généralement déficitaires et ont eu pendant deux années de suite (confer Tableau 9) des balances de production céréalière en-dessous de la moyenne. Environ 100.000 petits agriculteurs (10 % de la population totale) dans ces quatre provinces sont en train d'épuiser les avoirs du ménage et sont, par conséquent, très vulnérables aux pénuries alimentaires. Pour le moment, on ne connaît pas de population extrêmement vulnérable au Burkina Faso. Plusieurs des provinces modérément vulnérables ont demandé une aide alimentaire d'urgence. Toutefois, le Gouvernement du Burkina Faso n'a pas encore fait de demande officielle auprès de bailleurs de fonds.

## CONCLUSION

Le Burkina Faso a connu une année de production céréalière record. Mais, même ainsi, 11 provinces avaient une balance céréalière en-dessous de la moyenne. Pour quatre d'entre elles, c'était la deuxième année de suite. La principale source de revenus pour l'alimentation s'est nettement amoindrie pour la population de ces provinces qui dépend de la production céréalière comme moyen de subsistance. Dans ces groupes, 10 % des petits agriculteurs sont respectivement modérément ou très vulnérables. Aucune demande officielle d'aide alimentaire d'urgence n'a encore été faite par le Gouvernement du Burkina Faso. Les réserves du pays devraient suffire pour combler les déficits régionaux.

Carte 6: Carte de référence du Niger



## *Le Gouvernement signale une récolte céréalière quasi-record, des déficits régionaux persistent*

Rapport communiqué par l'USAID/Niger, le 24 janvier 1992

### RECAPITULATIF

*Le Niger n'a pas connu une aussi bonne offre alimentaire nationale depuis 1988/1989, bien que des déficits prononcés persistent dans les arrondissements<sup>1</sup> de Diffa, N'Guigmi, Tchinn Tabaraden et Filingué (confer Carte 6). Au nord du Niger, le banditisme et l'instabilité politique pourraient entraver les mouvements normaux des céréales, des animaux et des biens vers les marchés causant des pénuries et affaiblissant par ailleurs le pouvoir d'achat. Un faible pouvoir d'achat dans les quatre arrondissements gravement déficitaires pourrait également freiner l'acheminement des aliments des zones excédentaires vers celles déficitaires. Par conséquent, l'excédent céréalier ne permettra peut-être pas de soulager la vulnérabilité dans les régions plus isolées au nord et à l'est du Niger où 586.000 personnes connaissent des niveaux de vulnérabilité modérée ou élevée (confer Annexe F pour les définitions de FEWS sur les niveaux de vulnérabilité et le risque de famine).*

### FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

#### Résultats de la récolte

Selon le Ministère de l'Agriculture du Niger, la récolte céréalière de 1991/1992 fut la meilleure depuis le record de 1988 et, dans certaines régions, elle a même dépassé celle de 1988/1989. Toujours selon les statistiques du Ministère de l'Agriculture, d'autres importantes cultures pluviales, par exemple le niébé, les poivrons et les oignons, ont également enregistré des niveaux de production record en 1991.

L'estimation du Ministère de l'Agriculture de la production brute de mil et de sorgho en 1991/1992, soit 2,31 millions de tonnes, est nettement supérieure au 1,69 million de tonnes en 1990/1991 et pratiquement égale aux 2,33 millions de 1988, année record. Les départements de Tillabéri, de Dosso et de Tahoua ont tous indiqué en 1991/1992 une production céréalière

dépassant les chiffres de 1988/1989. En outre, la production brute de niébé a atteint les 517.000 tonnes en 1991, soit plus du double de la récolte de 1990/1991. Bien que tous les départements du Niger, à l'exception de celui d'Agadez, aient enregistré une production générale de mil et de sorgho supérieure à la moyenne de 1980-1990, les départements de Tillabéri, Tahoua et Diffa comptaient des arrondissements dont la production était nettement inférieure aux moyennes respectives de leurs départements. Les arrondissements de N'Guigmi et de Diffa ont été les plus touchés - N'Guigmi avec 79 % de la production de 1990/1991 et 28 % de la production moyenne et Diffa avec 103 % de la production de 1990/1991 et 79 % de la moyenne. Les arrondissements de Filingué et Tchinn Tabaraden ont eu tous deux une production nettement plus élevée qu'en 1990/1991 mais les chiffres de 1991/1992 restaient légèrement inférieurs à la moyenne de 1980-1990.

Les chiffres actuels du Gouvernement du Niger sur la production céréalière de 1991/1992 ne diffèrent que légèrement des estimations d'octobre présentées dans la mise à jour d'octobre au chapitre Niger de l'évaluation préalable à la récolte de FEWS 1991.<sup>2</sup> Les chiffres de décembre indiquent que la production brute de sorgho dans le département de Tahoua a diminué de 3.903 tonnes par rapport aux estimations d'octobre. Ce changement ne modifie pas profondément la balance de la production dans les deux arrondissements touchés du département (Birni N'Konni et Madaoua).

#### Balance de la production céréalière

La balance<sup>3</sup> de la production céréalière sur le Tableau 10 indique que plus de 100 % des besoins de consommation de 1991/1992 pourront probablement être satisfaits par la production céréalière pluviale de 1991/1992. Il convient cependant de noter que même s'il existe un excédent national de 13 %, il n'en reste pas moins d'importants déficits régionaux. Seuls les départements de Dosso, de Maradi et de Zinder auront un excédent important dans tous les arrondissements (confer An-

<sup>1</sup> Les unités administratives du Niger sont, par ordre de préférence, les départements, les arrondissements et les cantons.

<sup>2</sup> La mise à jour vient d'un câble de la Mission USAID.

<sup>3</sup> La balance de la production céréalière est la quantité de besoins céréaliers auxquels arrive à répondre la production locale avant qu'on tienne compte des stocks disponibles, des importations commerciales et de l'aide alimentaire.

**Tableau 10: Niger, balance de la production céréalière de 1991/1992 avec uniquement mil et sorgho en culture pluviale (tonnes)**

Département	Estimation de production 1991/92	Besoins de consommation	Balance de la production	Pourcentage de besoins satisfaits
Tillabéry	390.573	392.636	-2.063	99
Dosso	300.690	256.005	44.685	117
Tahoua	356.636	314.123	42.513	114
Maradi	418.746	346.437	102.309	130
Zinder	441.626	344.255	97.371	128
Diffa	27.075	41.297	-14.222	66
Agadez	723	51.309	-50.587	1
<b>Total</b>	<b>1.966.059</b>	<b>1.746.062</b>	<b>219.997</b>	<b>113</b>

Sources: La population de FEWS/Niger projetée à partir du recensement du Gouvernement de 1988 en fonction des taux de croissance de la population au niveau arrondissement provenant du bureau de recensement du Gouvernement; les estimations sur la production pluviale de mil et de sorgho communiquées par le Ministère de l'Agriculture le 15 décembre 1991; besoins de consommation de l'USAID/Niger (190 kilogrammes par année pour les populations nomades et urbaines; 220 kg/année pour les populations agricoles).

Notes: La commune de Niamey est comptée dans le département de Tillabéry puisque c'est Tillabéry qui est son principal fournisseur de céréales. Tous les chiffres de production représentent 85 % de la production brute. "La balance de la production" est égale à la production estimée nette moins les besoins de consommation. "Kilogrammes par habitant" est égal à la production divisée par la population. "Pourcentage de besoins satisfaits" est égal à la production estimée divisée par les besoins céréaliers. Confer Annexe D pour des détails sur la production et la demande céréalière à l'intérieur des départements.

nexe D pour un récapitulatif des pourcentages de besoins satisfaits dans chaque arrondissement en 1991/1992 par rapport à 1990/1991 et à la moyenne).

### Conditions pastorales

La production fourragère dans la zone agricole du pays a été plus que suffisante cette année (confer Carte 6). Bien que le Gouvernement du Niger indique que la qualité des pâturages semble être moins bonne que celle de 1990/1991 et que la moyenne, l'alimentation du bétail est assurée dans cette zone, ne serait-ce qu'en raison de la qualité de production des pâturages et de l'existence d'importantes quantités de résidus agricoles (tout particulièrement la fanne de *niébé*).

Le Ministère de l'Agriculture a constaté que les pâturages dans la zone pastorale n'arriveront pas à nourrir les concentrations normales des animaux, surtout dans les départements d'Agadez et de Diffa et dans les arrondissements de Tanout et de Tchir Tabaraden. Cela pourrait pousser de nombreux éleveurs nomades vers la zone agricole à la quête de fourrage et entraîner une vulnérabilité plus grande des agriculteurs-éleveurs sédentaires dans les zones pastorales.

### Information sur les stocks alimentaires

A la mi-janvier, on indiquait environ 71.000 tonnes de mil dans le stock de sécurité du Gouvernement du Niger, stock qui était de 44.000 tonnes en novembre. L'Organisation para-publique du riz comptait également 3.829 tonnes de riz. Les stocks de report des bailleurs de fonds s'élevaient à un total d'environ 4.075 tonnes et les stocks de report des exploitations agricoles étaient estimés à 72.619 tonnes. Exception faite des stocks des

bailleurs de fonds, toutes les réserves sont plus élevées que celles indiquées en 1990.

Outre les 4.237 tonnes de stock alimentaire détenues actuellement par les marchands privés, le Gouvernement du Niger cherche à commercialiser 72.000 tonnes de stocks céréaliers détenus par des organisations parapubliques et des coopératives. Le Gouvernement veut également commercialiser, par le biais de diverses coopératives, 15.000 tonnes de niébé, 3.000 tonnes d'arachides et 1.000 tonnes de poivrons.

### Prévisions de l'aide alimentaire et des importations/exportations commerciales

Le système d'alerte précoce du Gouvernement du Niger (SAP) est en train de terminer une évaluation des besoins alimentaires au Niger. Le Gouvernement n'a pas encore fait de demande d'assistance alimentaire, bien qu'on s'attende à ce qu'une telle demande soit faite en février pour répondre aux besoins céréaliers des "villages déficitaires". Contrairement aux années passées, le Gouvernement du Niger utilise aussi bien des indicateurs de production (production céréalière vs. besoins de consommation) que des évaluations qualitatives sur la vulnérabilité et les besoins pour déterminer l'ordre de grandeur de l'assistance locale.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) prévoit de fournir 6.000 à 8.000 tonnes de céréales dans le cadre de son programme régulier. Les Allemands prévoient de donner 4.000 tonnes à partir du stock de sécurité au Projet aliment-pour-travail soutenu par l'Allemagne, dans les départements de Tillabéri, de Tahoua et d'Agadez (c'est-à-dire une redistribution interne). Etant donné l'excédent céréalier de cette année, la plupart des bailleurs de fonds ne seront sollicités

qu'en cas de signes indéniables de graves pénuries vers la fin de 1992.

Le Gouvernement du Niger estime que les importations commerciales de céréales en 1992 s'élèveront à environ 100.000 tonnes, vu la récolte quasi-record et les excédents. Quantité inférieure aux importations estimées en 1991 (130.000 tonnes) et supérieure à l'estimation de moins de 67.000 tonnes importées en 1989 suite à la récolte record de 1988/1989.

### Prévisions des besoins de consommation alimentaire

On estime que les besoins nationaux de consommation alimentaire au Niger dépassent juste la barre des 1.746.000 tonnes, fondés sur les taux de consommation de l'USAID/Niger pour les populations rurales sédentaires, nomades et urbaines. Par conséquent, si l'on prend les chiffres du Gouvernement sur la production céréalière totale nette (2.004.059 tonnes - conférer Tableau 11), la balance nationale de la production céréalière estimée pour 1991/1992 au Niger dégage un excédent de

pratiquement 258.000 tonnes. Si l'on tient compte des stocks nationaux et des importations prévues, commerciales et au titre de l'aide alimentaire, l'excédent de la balance céréalière totale pourrait s'élever à 498.255 tonnes (conférer Tableau 11).

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES ALIMENTAIRE

### Marché céréalier

Les données du système d'information du marché (SIM) concernant les prix céréaliers de novembre et des trois premières semaines de décembre indiquent que, sur la quasi-totalité du pays, les prix du mil sont en train de baisser puisque les stocks de la production excédentaire dans les départements de Dosso, Tillabéri, Maradi et Zinder sont disponibles. Cette baisse est une continuation de la tendance amorcée en août. C'est dans les arrondissements de Filingué et de Tillabéri qu'on a noté les diminutions de prix les plus sensibles en novembre et en décembre. Par contre, dans les départements de Diffa et

Tableau 11: Niger, balance céréalière estimée 1991/1992 (tonnes), au 1er novembre 1991

Population 1991/92		8.160.279
Taux de consommation annuel par habitant (kg)		190/220
<b>BESOINS DE CONSOMMATION CERELIERE 1991/1992</b>		
Consommation céréalière prévue 1991/1992		1.746.062
<b>Total besoins céréaliers</b>		<b>1.746.062</b>
<b>OFFRE CERELIERE 1991/1992</b>		
Production céréalière nette		2.004.059
Production pluviale nette de mil et sorgho	1.966.059	
Production irriguée nette	28.000	
Production contre-saison nette	10.000	
Stocks nationaux disponibles		132.258
Réserves publiques	44.000	
Stocks de roulement publics	7.327	
Stocks commerciaux	4.237	
Stocks exploitations agricoles	72.619	
Stocks bailleurs de fonds	4.075	
Aide alimentaire prévue pour 1991/1992		8.000
Importations commerciales prévues 1991/1992		100.000
Exportations commerciales prévues 1991/1992		0
<b>Total offre céréalière disponible pour 1991/1992</b>		<b>2.244.317</b>
<b>BALANCE CERELIERE PROVISoire POUR 1991/1992</b>		<b>498.255</b>

Sources: Les chiffres sur la production pluviale de mil et de sorgho se fondent sur les statistiques du Ministère de l'Agriculture communiquées le 15 décembre 1991. Les besoins de consommation, presque 1,8 million de tonnes, sont calculés en appliquant les taux de consommation de l'USAID/Niger (190 et 220 kilogrammes par personne et par année respectivement pour les populations nomades et agricoles) aux projections de population de 1991/1992, en fonction du recensement du Gouvernement de 1988 et d'un taux de croissance national de 3,3 %. Le total des stocks, environ 125.000 tonnes, englobe le stock de sécurité du Gouvernement (réserves publiques), les stocks de roulement de l'entreprise parapublique du riz et des moulins de blé, les stocks commerciaux, les stocks des exploitations agricoles et les stocks des bailleurs de fonds (environ 4.075 tonnes de sorgho détenues par le PAM) tels qu'indiqués par le SAP et l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN). Les prévisions sur les importations céréalières, environ 100.000 tonnes, tiennent compte des estimations du Gouvernement le 15 décembre 1991 sur les importations céréalières commerciales. Les importations céréalières commerciales comprennent le mil, le sorgho et le maïs des pays voisins ainsi que le riz et le blé venant de l'extérieur de l'Afrique.

Notes: Toutes les estimations de la production (pluviale et de contre-saison/irriguée) représentent 85 % de la production brute afin de tenir compte des fourrages, semences et pertes post-récolte. La production céréalière irriguée et de contre-saison qui englobe le riz, le blé, le maïs et le fonio est estimée au niveau de l'année dernière telle qu'indiquée par le Ministère de l'Agriculture.

BEST AVAILABLE DOCUMENT

d'Agadez, les prix du mil étaient généralement stables ou se sont légèrement accrus en novembre et décembre, après avoir indiqué une tendance générale à la baisse depuis août.

Exception faite du département de Diffa et des arrondissements de Loga et Gaya, les prix du mil nigérien étaient généralement plus faibles en décembre 1991 qu'en décembre 1990. Mais si l'on compare à la moyenne, les prix de décembre 1991 étaient en général plus élevés sur l'ensemble du Niger et semblent atteindre un maximum par rapport à la moyenne dans les départements de Diffa et de Dosso. Les prix élevés dans le Diffa s'expliquent en partie par la production céréalière déficitaire de la région mais on ne connaît pas la raison à l'origine des niveaux de prix élevés dans le département de Dosso qui, selon tous les comptes rendus, compte de larges excédents dans tous les arrondissements.

## Marché du bétail

Les données du Ministère de l'Agriculture indiquent que les prix des animaux sont restés relativement stables de septembre à décembre 1991, sauf dans les départements d'Agadez et de Maradi. Dans l'Agadez, les prix pour tous les types de bovins ont nettement chuté entre septembre et décembre alors que les prix des autres animaux sont restés relativement stables. Le département de Maradi a également connu une diminution dans les prix des bovins sur la même période.

La stabilité générale des prix des animaux conjuguée à une baisse des prix du mil ont permis de nettement améliorer, sur la majeure partie du pays, les termes d'échange<sup>1</sup> des éleveurs depuis août. Cette tendance, bien qu'elle se ralentisse dans certaines zones à déficit céréalière, pourra probablement maintenir suite à l'offre céréalière excédentaire au niveau national.

## Récapitulatif économique

La bonne récolte de 1991/1992 permettra probablement au Niger de moins dépendre des échanges commerciaux avec le Nigeria pour satisfaire ses besoins céréalières. Parallèlement, la *naira* nigérienne continue à se déprécier, rendant les produits nigériens moins compétitifs que les produits nigériens et diminuant les recettes des exportations nigériennes, décourageant ainsi la production du Niger à vocation exportatrice.

Le déficit entre les recettes de l'Etat nigérien et le montant nécessaire pour couvrir les dépenses fondamentales continue à se creuser. Outre le fait que l'Etat n'a pratiquement pas les moyens pour subvenir aux coûts de fonctionnement quotidiens (carburant, services publics), les salaires de la Fonction publi-

que sont souvent versés en retard et on propose une taxe spéciale de solidarité pour diminuer les salaires de la Fonction publique à tous les niveaux. Cela entraînera une diminution des revenus des familles qui, dans tout le pays, reçoivent une aide financière des membres qui sont fonctionnaires et, partant, rendra ce groupe plus vulnérable à l'insécurité alimentaire.

La récolte quasi-record et l'excédent céréalière qui en découle au niveau national améliorent les perspectives de la situation économique dans le court terme. Parallèlement, un faible pouvoir d'achat dans les zones déficitaires pourrait freiner le mouvement des stocks alimentaires des régions excédentaires vers celles déficitaires. Par conséquent, les zones qui connaissent une production déficitaire risquent de ne pas pouvoir acheter les céréales nécessaires par le biais de filières du marché pour répondre à leurs besoins de consommation.

Ces deux derniers mois, le nord du pays a connu une vague de banditisme et d'instabilité politique. Situation qui pourrait entraver l'acheminement de céréales, de biens et de bétail vers certains marchés diminuant l'offre locale et faisant grimper les prix.

---

## DERNIERS FAITS SUR LA VULNERABILITE

---

### Agriculteurs et agriculteurs-éleveurs

*Département de Tillabéri:* Dans l'arrondissement de Filingué, selon les chiffres officiels du Gouvernement, la production céréalière de 1991/1992 pourrait permettre de répondre à 82 % de tous les besoins de consommation de 1992. Même si une récolte relativement bonne améliorera la disponibilité alimentaire, une troisième année déficitaire et l'épuisement des ressources des ménages feront que 294.000 personnes dans l'arrondissement de Filingué resteront très vulnérables (confer Tableau 12; confer également Annexe E pour des détails complémentaires).

*Département de Tahoua:* L'arrondissement de Tchintabaraden connaît un déficit chronique de la production céréalière. La production de l'arrondissement en 1991/1992 ne permettra de répondre qu'à environ 56 % (moyenne) de l'ensemble de ses besoins de consommation. En outre, les troubles civils actuels freineront probablement l'acheminement de céréales pour couvrir tous les besoins de consommation. Par conséquent, au moins 41.000 personnes classées auparavant comme modérément vulnérables sont à présent très vulnérables.

*Département de Diffa:* La production céréalière pluviale a enregistré un déficit pour la troisième année de suite dans ce département dont les déficits sont chroniques. Les estimations du Gouvernement à l'échelle nationale et départementale indiquent un grave déficit de la production aussi bien dans le Diffa

---

<sup>1</sup> "Termes d'échange" est défini ici comme la quantité de kilogrammes de mil pouvant être obtenue pour une chèvre adulte.

que le N'Guignai. Les chiffres officiels du Gouvernement indiquent que la production dans l'arrondissement de Mainé Soroa suffira pour répondre aux besoins alimentaires locaux en 1991/1992, mais des données départementales plus récentes indiquent que la production de 1991/1992 n'arrivera à répondre qu'à 77 % des besoins. Par conséquent, environ 4.000 personnes dans l'arrondissement de N'Guigmi et 59.000 dans celui de Diffa qu'on jugeait avant modérément vulnérables sont à présent classées dans la catégorie des très vulnérables et environ 35.000 habitants de l'arrondissement de Mainé Soroa sont à présent modérément vulnérables.

*Département d'Agadez:* L'Agadez n'est pas une zone de production céréalière. Elle dépend d'importations venant des autres parties du Niger pour couvrir 99 % de ses besoins annuels de consommation céréalière. Dans de nombreuses zones, les troubles actuels pourraient freiner le mouvement de céréales nécessaire pour répondre aux besoins normaux de consommation, ce qui vaudrait un renchérissement des prix et une détérioration des termes d'échange pour les éleveurs. Par conséquent, on estime que, dans ce département, au moins 83.000 personnes pourraient être modérément vulnérables à l'insécurité alimentaire.

### Éleveurs nomades

Suite aux bonnes conditions de pâturages et d'eau, les éleveurs dans la zone agricole du Niger continuent à être nettement moins vulnérables. La reconstitution de la nappe phréatique devrait permettre un excellent pacage d'hiver grâce aux herbes vivaces et résidus agricoles.

Les éleveurs du département de Diffa et des zones au nord du Niger sont bien plus vulnérables suite à la mauvaise condition des pâturages et au renchérissement des prix céréaliers dans les deux régions, situation que les conflits civils rendent encore plus grave dans le Nord. Par conséquent, on estime que 82.000 éleveurs nomades dans le département d'Agadez, au nord des arrondissements de Tanout, Gouré et Tchén Tabaraden et dans le département de Diffa sont modérément vulnérables.

## CONCLUSIONS

L'offre céréalière pendant l'année de consommation de 1991/1992 au Niger sera la meilleure depuis 1988/1989. La plupart des Nigériens ne connaîtront qu'une minime insécurité alimentaire pendant la récolte de 1992 et devraient pouvoir mettre de côté des céréales et économiser pour pouvoir faire face à d'autres éventuelles mauvaises récoltes.

En dépit d'une bonne récolte en général, une vulnérabilité anormale aux pénuries alimentaires persiste dans les arrondissements de Diffa, de N'Guigmi, de Tchén Tabaraden et de Filingué, suite à une mauvaise campagne agricole et, dans certaines parties du département d'Agadez et des arrondissements de Tanout et Gouré à cause du banditisme, des problèmes politiques et du manque de fourrage. La vulnérabilité dans toute cette région ne pourra être atténuée que si les céréales peuvent être acheminées librement et à un coût minimum des zones excédentaires vers les zones connaissant une pénurie.

Le Gouvernement du Niger est confronté actuellement à de graves problèmes financiers et n'a pas les moyens pour subvenir

Tableau 12: Emplacement, nombres et niveaux de vulnérabilité des populations touchées au Niger

Département Arrondissement	Niveaux de vulnérabilité		% de la population totale de la zone
	Modérée	Élevée	
Tillabéry			
Filingué		294.000	92
Tahoua			
Tchin Tabaraden	16.000	41.000	73
Diffa			
Diffa	2.500	59.000	95
N'Guigmi	6.500	4.000	39
Mainé Soroa	39.000		46
Agadez			
Tchirozérine	15.000	46.000	75
Arlit	10.000	31.000	42
Bilma		3.000	34
Zinder			
Tanout	7.000		3
Gouré	12.000		7
<b>Arrondissements touchés</b>	<b>108.000</b>	<b>478.000</b>	<b>51</b>
<b>Ensemble du Niger</b>	<b>108.000</b>	<b>478.000</b>	<b>7</b>

Sources: FEWS/Niger; USAID/Niger

Note: Confer Annexe E pour détails complémentaires.

BEST AVAILABLE DOCUMENT

aux dépenses de fonctionnement minimum (par exemple, salaires et services). Problèmes financiers qui l'empêcheront de prendre des actions pour faciliter l'acheminement des céréales, que ce soit par le biais d'encouragements économiques ou d'interventions directes (transport). Par ailleurs, l'ampleur

de l'excédent céréalier et le faible nombre de ceux à risques (moins de 7 % de la nation) ne justifient pas de faire appel à l'assistance des bailleurs de fonds, du moins tant qu'on n'est pas en présence de graves souffrances humaines.

## Annexe D: Récapitulatif de la production et de la demande par département au Niger

Le département de Tillabéri a connu sa meilleure récolte depuis plusieurs années. La production est excédentaire dans tous les arrondissements, sauf celui de Filingué. La production céréalière pluviale permettra probablement de répondre à 82 % des besoins en général et à pratiquement 100 % des besoins des populations sédentaires dans le Filingué. L'arrondissement de Téra a eu des résultats particulièrement bons puisque les estimations du Gouvernement indiquent une production excédentaire de 131 %. Chiffre d'autant plus impressionnant que le Téra en moyenne arrive juste à répondre à ses besoins de consommation. En 1990/1991, il n'a pu répondre qu'à 56 % de ses besoins et a demandé une aide alimentaire. En outre, les arrondissements d'Ouallam et de Tillabéri connaîtront des excédents substantiels en 1991/1992. Ces départements étaient également déficitaires en 1990/1991 (ils ont pu répondre respectivement à 65 % et à 46 % des besoins) demandant une aide alimentaire en 1990/1991 et ont été déficitaires en moyenne.

Le département de Dosso a un excédent céréalier de 17 %. Les arrondissements ne devraient avoir aucun problème à répondre aux besoins de consommation. Tous les arrondissements du Dosso sont arrivés généralement à répondre à leurs besoins de consommation sur la période de 1980 à 1990 - seul l'arrondissement de Loga était légèrement déficitaire en 1990/1991.

Dans l'ensemble, le département de Tahoua connaît un excédent céréalier allant jusqu'à 15 % mais les arrondissements de Tchintabaraden et de Illéla restent déficitaires. Le Tchintabaraden est situé dans une zone agricole marginale et n'a pu répondre qu'à 41 % de ses besoins céréaliers en 1990/1991. Par contre, cette année on indique que la production pluviale de Tchintabaraden permettra de répondre à 56 % environ (moyenne) de ses besoins en général et pratiquement à 100 % des besoins de consommation des populations sédentaires. On indique également que l'Illéla arrivera à répondre à 96 % de ses besoins de consommation en général en 1991/1992, comparés à 70 % en 1990/1991.

Le département de Maradi connaît un excédent général de production allant jusqu'à 30 %. On estime également que tous les arrondissements ont des excédents importants. En moyenne, tous les arrondissements dans le Maradi arriveront à répondre à leurs besoins de consommation. Mais en 1990/1991, les arrondissements de Dakoro et de Mayahi étaient légèrement déficitaires.

En 1991/1992, le département de Zinder a produit jusqu'à 28 % de plus que ses besoins de consommation céréalière en général en 1991/1992. Selon les chiffres du Gouvernement du Niger, tous les arrondissements ont des excédents importants. A l'exception de Gouré (besoins couverts en moyenne à raison de 77 %) tous les arrondissements dans le Zinder arrivent généralement à répondre à leurs besoins de consommation céréalière. Mais, en 1990/1991, tous les arrondissements, à l'exception du Matameye, ont connu des déficits et ont demandé une aide alimentaire. Il convient de noter toutefois que l'analyse de la pluviosité et d'autres données saisonnières obtenues par le biais du Projet Espace indiquent qu'il est peu probable que l'arrondissement de Tanout ait pu atteindre le niveau de production signalée.

Le département de Diffa connaît pour la troisième année de suite un déficit de la production céréalière pluviale. L'arrondissement de Diffa est le plus touché. La production dans le Diffa et le N'Guigmi semble très déficitaire et, si les estimations officielles du Gouvernement semblent indiquer que la production de N'Guigmi permettra au moins de répondre aux besoins de la petite population sédentaire, il n'en est pas de même pour les populations analogues dans le Diffa qui connaîtront un grave déficit de céréales. Cette perspective relativement positive pour le N'Guigmi n'est peut-être pas des plus exactes puisque des estimations plus récentes par département indiquent une diminution de presque 50 % dans les estimations de la production céréalière. Même si les chiffres officiels du Gouvernement indiquent que la production dans l'arrondissement de Mainé Soroa (qui était déficitaire en 1990/1991 et qui l'est en moyenne) suffira pour répondre aux besoins alimentaires en 1991/1992, les estimations départementales plus récentes indiquent que la production de 1991/1992 ne permettra de répondre qu'à 77 % des besoins. Traditionnellement, tous les arrondissements du département de Diffa ont eu une production céréalière déficitaire (moyenne 1980-1990). Toutefois, la production record de niébé en 1991/1992 et d'autres cultures commerciales (par exemple, poivrons, haricots et oignons) dans tous les arrondissements pourraient aider à compenser la production déficitaire du mil.

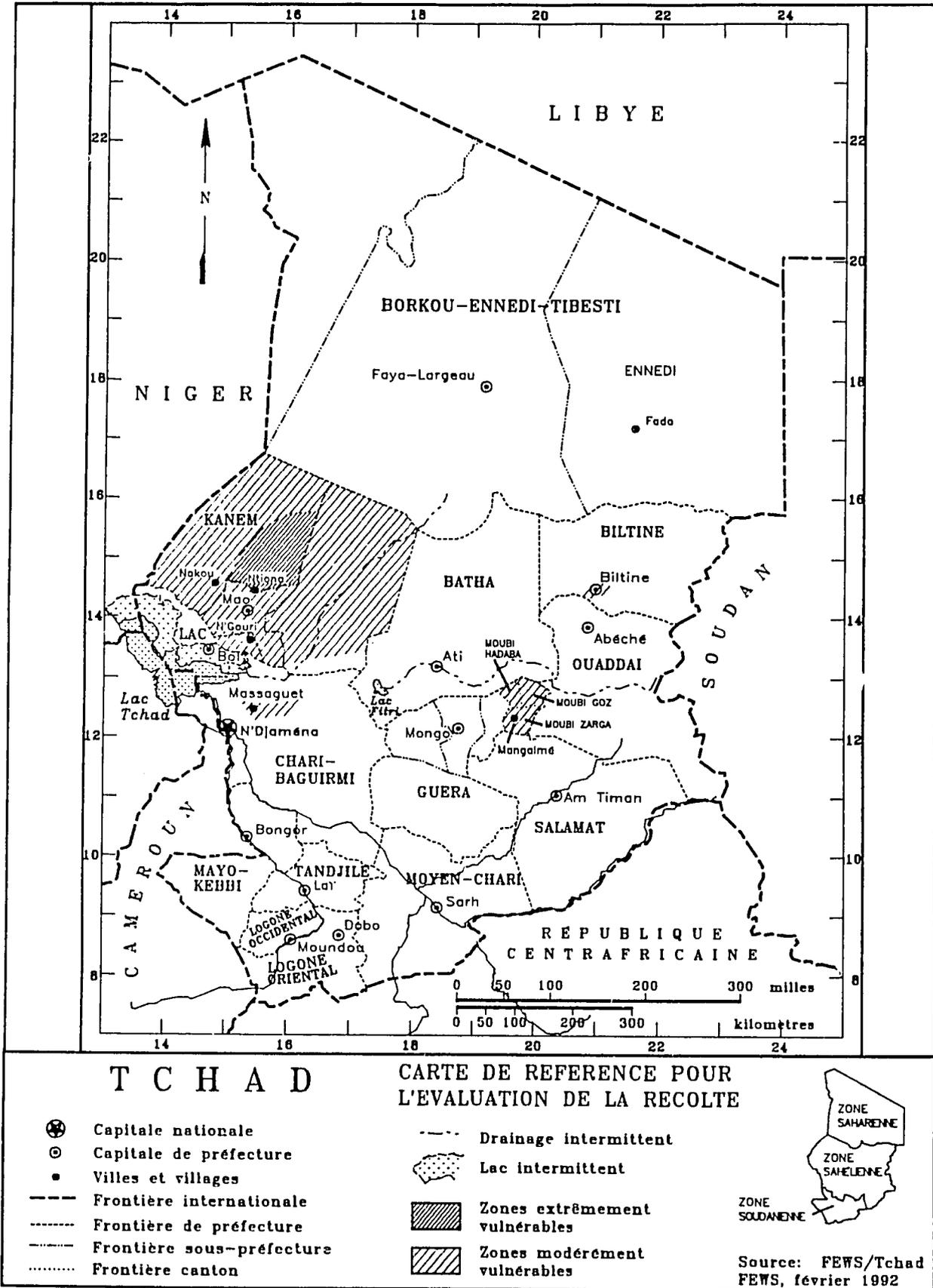
Le département d'Agadez arrivera à répondre, tel que prévu, à moins de 1 % de ses besoins de consommation céréalière. Ce département est situé à l'extérieur de la zone agricole et connaît un déficit chronique. Cette année, la production dans le Tchirozérine, l'arrondissement le plus agricole, ne permettra de répondre qu'à 4 % de ses besoins céréaliers. C'est légèrement moins qu'en 1990/1991 et moins qu'en moyenne.

**Annexe E: Emplacement, nombres, groupes de socio-economiques et niveaux de vulnérabilité des populations touchées au Niger**

Arrondissement	Nombre	Groupe socio-economique	Pourcentage de groupe touchés	Niveau de vulnérabilité
Filingué	294.000	cultivateurs-éleveurs	100	élevée
Tchin Tabaraden	16.000	éleveurs nomades	50	modérée
	41.000	cultivateurs-éleveurs	100	élevée
Tanout	7.000	éleveurs nomades	50	modérée
Gouré	12.000	éleveurs nomades	50	modérée
Diffa	2.500	éleveurs nomades	50	modérée
	59.000	cultivateurs-éleveurs	100	élevée
N'Guigmi	6.500	gardiens de troupeaux	50	modérée
	4.000	cultivateurs-éleveurs	100	élevée
Mainé Soroa	4.000	éleveurs nomades	50	modérée
	35.000	cultivateurs-éleveurs	50	modérée
Tchirozérine	15.000	éleveurs nomades	50	modérée
	46.000	cultivateurs-éleveurs	100	élevée
Arlit	10.000	éleveurs nomades	50	modérée
	31.000	cultivateurs-éleveurs	100	élevée
Bilma	3.000	cultivateurs-éleveurs	100	élevée
<b>Total touché</b>	<b>586.000</b>			

Sources: FEWS/Niger; USAID/Niger

**BEST AVAILABLE DOCUMENT**



Carte 7: Carte de référence du Tchad

## *Une bonne récolte comblera les pénuries locales*

Rapport communiqué par l'USAID/Tchad, le 17 janvier 1992

### **RECAPITULATIF**

*L'excellente saison des pluies de 1991 a valu des conditions de végétation optimales sur la majeure partie du Tchad. Le Bureau des statistiques agricoles du Gouvernement parle de récolte record. Toutefois, de mauvaises récoltes locales dues à des sécheresses régionales et aux invasions de sauterelles rendent les habitants des préfectures de Kanem et du Lac plus vulnérables que d'autres groupes de la zone sahélienne (confer Carte 7). L'on s'attend à ce que 12.000 à 16.000 réfugiés tchadiens au Soudan rentrent au pays en janvier 1992. Le HCR apportera une aide à ces personnes. C'est en puisant dans les ressources du pays qu'on répondra à leurs besoins ainsi qu'à ceux des habitants des préfectures de Kanem et du Lac.*

*Depuis août, les prix céréaliers diminuent sur l'ensemble du pays. A la mi-janvier, les prix du mil étaient descendus à leur niveau le plus bas en trois ans. C'est signe de meilleure disponibilité céréalière après la récolte. Les prix des animaux s'améliorent lentement. Conjugué au faible prix des céréales, le pouvoir d'achat alimentaire des éleveurs sahéliens s'est également amélioré.*

### **FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE**

#### **Résultats de la récolte**

Mi-octobre 1991, le Bureau des statistiques agricoles du Gouvernement (BSA) a communiqué l'estimation préliminaire de 890.000 tonnes pour la production céréalière nationale brute de la campagne agricole de 1991/1992 (confer Tableau 13). Niveau de production le plus élevé depuis 1984 où on a recommencé à réunir régulièrement des informations sur les récoltes (confer Tableau 14). Malgré cette production estimée à un niveau record, certaines zones dans des régions agricoles marginales connaissent de mauvaises récoltes pluviales pendant cette campagne, notamment les préfectures de Kanem et du Lac. Les mauvaises récoltes de cette région sont surtout imputables au manque de pluies et aux invasions de sauterelles.

En outre, les fortes pluies tombées tardivement au centre-sud et au sud-ouest du Tchad à la fin d'octobre signifient qu'il faudra probablement, en mars 1992, revoir à la baisse les estimations

d'octobre sur la production. Et, selon les agents de terrain du BSA et l'Office national du développement rural (ONDR), ces pluies ont endommagé les cultures pluviales à long cycle qui à l'époque étaient en train de germer. On ne connaît pas l'ampleur des dégâts.

#### **Conditions pastorales**

Les conditions pastorales restent satisfaisantes dans la zone sahélienne sauf dans la préfecture de Kanem et la sous-préfecture de N'Gouri dans le Lac. En général, la production pastorale a été bonne, tel qu'en témoigne le redressement des prix du bétail. En novembre, les migrations saisonnières ont commencé vers les bassins du Lac Tchad et du Lac Fitri, temps normal pour ces mouvements transhumants. L'indice de végétation normalisé (IVN) dérivé par satellite indique que les conditions végétales restent excellentes dans ces importantes zones de pacage en saison sèche (confer verso de la page de dos pour une explication de l'IVN).

#### **Stocks alimentaires**

En date du 30 novembre, les stocks alimentaires du secteur public s'élevaient à un total de 31.000 tonnes dont la moitié doit remplacer le stock de sécurité nationale qui avait été utilisé pour répondre à la mauvaise récolte de 1990. CARE et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) sont en train de placer une grande partie de ce stock dans des dépôts régionaux.

Les rapports du Projet d'alerte précoce (SAP), financé par la Communauté économique européenne, indiquent que le stock céréalier privé dans la zone sahélienne est satisfaisant, sauf à l'ouest du Kanem, à l'est du Lac et à l'est du Guéra (canton de Moubi Goz - Carte 7).

#### **Aide alimentaire prévue**

Le Gouvernement du Tchad prévoit des distributions au titre de l'aide alimentaire dans la préfecture du Lac, la préfecture de Kanem, et la sous-préfecture de Mangalmé (préfecture de Guéra). On prévoit d'expédier 600 tonnes de sorgho d'abord dans les deux sous-préfectures du Lac. Les quantités devant être distribuées dans d'autres endroits n'ont pas encore été déterminées. Toutes les distributions au titre de l'aide alimentaire seront faites à partir des stocks existants.

Tableau 13: Tchad, balance de la production céréalière 1991/1992 (tonnes)

Zone/Préfecture	Superficies plantées	Production brute	Production nette	Population avril 1991	Besoins de consommation	% de besoins satisfaits
Zone saharienne						
B.E.T.	0	0	0	111.951	15.785	0,0
<b>Total partiel saharien</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111.951</b>	<b>15.785</b>	<b>0,0</b>
Zone sahélienne						
Batha	73.038	20.040	17.034	283.451	39.967	42,6
Biltine	37.000	13.250	11.263	179.923	25.369	44,4
Chari-Baguirmi	158.038	117.000	99.450	1.222.516	172.375	57,7
Guéra	118.398	79.425	67.511	258.078	36.389	185,5
Kanem	44.042	8.865	7.535	337.815	47.632	15,8
Lac	71.785	35.820	30.447	259.428	36.579	83,2
Ouaddaï	122.776	50.695	43.091	432.807	61.026	70,6
Salamat	76.000	68.260	58.021	141.459	19.946	290,9
<b>Total partiel sahélien</b>	<b>701.077</b>	<b>393.355</b>	<b>334.352</b>	<b>3.115.477</b>	<b>439.282</b>	<b>76,1</b>
Zone soudanienne						
Logone Occidental	74.558	57.290	48.697	360.654	50.852	95,8
Logone Oriental	126.500	95.175	80.899	334.200	47.122	171,7
Mayo-Kebbi	148.525	127.780	108.613	693.448	97.776	111,1
Moyen-Chari	157.958	119.490	101.567	661.206	93.230	108,9
Tandjilé	101.130	97.710	83.054	336.408	47.434	175,1
<b>Total partiel soudanien</b>	<b>608.671</b>	<b>497.445</b>	<b>42.828</b>	<b>2.385.916</b>	<b>336.414</b>	<b>125,7</b>
<b>Total</b>	<b>1.309.748</b>	<b>890.800</b>	<b>757.180</b>	<b>5.613.344</b>	<b>791.482</b>	<b>95,7</b>

Sources: Production - BSA; Population - BSPE/DSEED

Notes: La balance de la production céréalière est le montant de besoins céréaliers satisfaits par la production locale avant de tenir compte des stocks disponibles, des activités de marché et de l'aide alimentaire. La production nette est égale à 85 % de la production brute. Le taux de consommation est égal à 141 kilogrammes par personne et par année.

Tableau 14: Tchad, production céréalière annuelle depuis 1983/1984 (tonnes)

Campagne	Production brute	Population	Production		Besoins de consommation	% besoins satisfaits	Déficit production	Total aide alimentaire	Aide alimentaire en % du déficit
			par habitat (kg)	Production nette					
1983/84	446.000	4.679.685	95,3	379.100	659.836	57,5	280.736	61.914	22,1
1984/85	346.000	4.787.317	72,3	294.100	675.012	43,6	380.912	117.032	30,7
1985/86	716.000	4.897.426	146,2	608.600	690.537	88,1	81.937	67.198	82,0
1986/87	646.000	5.010.066	128,9	549.100	706.419	77,7	157.319	32.358	20,6
1987/88	569.000	5.125.298	111,0	483.650	722.667	66,9	239.017	26.005	10,9
1988/89	769.000	5.243.180	146,7	653.650	739.288	88,4	85.638	11.811	13,8
1989/90	696.000	5.363.773	129,8	591.600	756.292	78,2	164.692	17.870	10,9
1990/91	604.700	5.487.140	110,2	513.995	773.687	66,4	259.692	24.958	9,6
1991/92	890.800	5.613.344	158,7	757.180	791.481	95,7	34.301	—	—

Sources: Production - GOC/BSA, GOC/ONDR; Population - GOC/BSPE/DSEED; Aide alimentaire - USAID/PUFF

Notes: Le taux de consommation est égal à 141 kilogrammes par personne et par année.

### Prévisions des besoins de consommation alimentaire

Le Tchad n'a jamais fait un recensement de sa population. Les chiffres actuels sur le nombre d'habitant sont tirés d'une enquête partielle sur la population faite dans les années 60. La distribution démographique au Tchad a été profondément

modifiée par des années de guerre civile et les sécheresses de début des années 80. Vu la qualité peu fiable des chiffres sur la population au Tchad, les estimations sur les besoins de consommation alimentaire (par exemple, calcul de la balance alimentaire) ne peuvent pas dégager des résultats utiles. En outre, on s'est rendu compte par le passé que des niveaux de production céréalière de 650.000 à 700.000 tonnes signifiaient

auto-suffisance alimentaire pour le Tchad, tel qu'en témoignent les excédents mis de côté et la baisse des prix sur le marché. Même si des pluies tardives ont pu diminuer le rendement céréalier dans le sud, l'estimation actuelle de la production de 1991/1992, soit 890.000 tonnes, se situe bien au-dessus de ce niveau accepté d'auto-suffisance nationale.

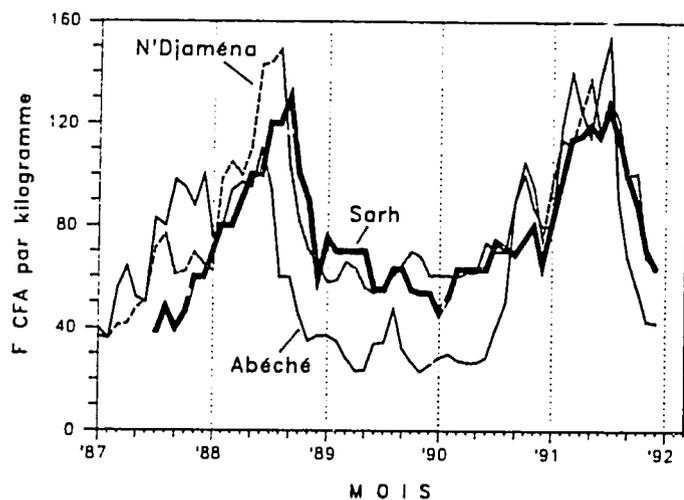
## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES ALIMENTAIRE

### Données économiques

Au début de la saison des pluies, les prix céréaliers au Tchad avaient atteint leurs niveaux les plus élevés depuis 1984. Depuis août 1991, ces prix ont nettement baissé (Figure 4). Ce fut après la bonne récolte de 1988 qu'on avait vu pour la dernière fois ainsi diminuer les prix. Les prix du mil avoisinent à présent les niveaux de la période stable de 1989.

De même, les termes d'échange pour les éleveurs n'avaient jamais été aussi faibles ces quatre dernières années qu'au début de la saison des pluies (Figure 5). Depuis, grâce à de meilleures conditions des pâturages et à la baisse des prix céréaliers, le pouvoir d'achat des éleveurs et cultivateurs-éleveurs s'est régulièrement amélioré.

Figure 4: Tchad, prix du mil sur trois marchés ur'obains, 1987-1991

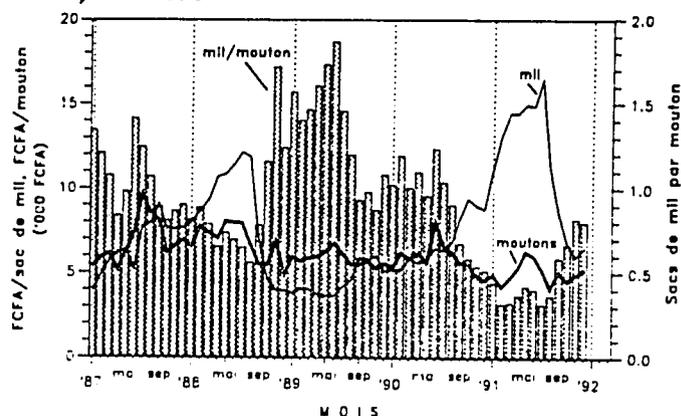


Sources: ONC; SIM; SAP/Tchad; USAID/Tchad; FEWS/Tchad  
Notes: Les prix utilisés sont les prix nominaux.

## DERNIERS FAITS SUR LA VULNERABILITE

En juin 1991, FEWS estimait que 164.000 personnes dans la zone sahélienne étaient extrêmement vulnérables à la famine

Figure 5: Tchad, termes d'échange sahéliens entre moutons et mil, 1987-1991



Sources: SAP/Tchad; USAID/Tchad; FEWS/Tchad  
Notes: Les prix utilisés sont les prix nominaux.

(confer Annexe F pour les définitions de FEWS des niveaux de vulnérabilité et du risque de famine). Depuis, l'excellente campagne agro-pastorale de 1991/1992 a permis un redressement dans le prix des animaux et a renforcé l'offre céréalière sur la grande partie du territoire. Aussi, la population sahélienne au Tchad est-elle nettement moins vulnérable, sauf les habitants des préfectures de Kanem et du Lac et dans trois cantons de la sous-préfecture de Mangalmé faisant partie de la préfecture de Guéra (confer Carte 7).

### Les préfectures de Kanem et du Lac

Les agriculteurs et les agriculteurs-éleveurs des préfectures de Kanem et du Lac connaissent pour une troisième année de suite de mauvaises récoltes et de mauvaises conditions des pâturages. Alors que les autres régions du Tchad ont bénéficié de pluies suffisantes, ces deux préfectures n'ont été guère arrosées pendant la campagne de 1991/1992. Une massive invasion de sauterelles en septembre et en octobre 1991 a détruit la plupart des cultures pluviales restantes. Selon les rapport du SAP, les personnes autour de la ville de Ntiona (Sous-préfecture de Nokou dans la préfecture de Kanem) sont les plus durement éprouvées.

Dans le Lac, l'agriculture de contre-saison dans les dépressions interdunes et la culture de maïs dans les polders<sup>1</sup> autour du Lac Tchad devraient permettre d'améliorer la disponibilité alimentaire. Mais les récents conflits militaires dans la région mettent en danger la sécurité personnelle. L'on ne sait pas pour le moment comment ces événements vont se répercuter sur la sécurité alimentaire de la région.

<sup>1</sup> Un polder est un marais endigué près d'un lac, d'un fleuve ou de la mer.

### **Sous-préfecture de Mangalmé dans la préfecture de Guéra**

Trois cantons dans la sous-préfecture de Mangalmé (préfecture de Guéra) ont indiqué des pertes suite aux invasions de sauterelles et attaques de troupeaux d'éléphants. Ces cantons -Moubi Goz, Moubi Hadaba et Moubi Zarga - sont ciblés pour les distributions d'aide alimentaire. On pense que le nombre de personnes touchées est faible puisque les dégâts sont très confinés.

### **Sous-préfecture d'Ennedi dans la préfecture de Borkou-Ennedi-Tibesti**

Cette région pastorale au nord-est avait reçu une aide alimentaire en 1991 suite aux taux extrêmement élevés de malnutrition notés par le Ministère de la Santé publique. Même si la Libye a distribué 1.100 tonnes complémentaires de céréales dans cette région en novembre, il convient de suivre l'état nutritionnel de la population suite aux mauvaises conditions économiques en général et à la proportion relativement élevée de veuves et d'orphelins de guerre.

### **Réfugiés qui rentrent au pays**

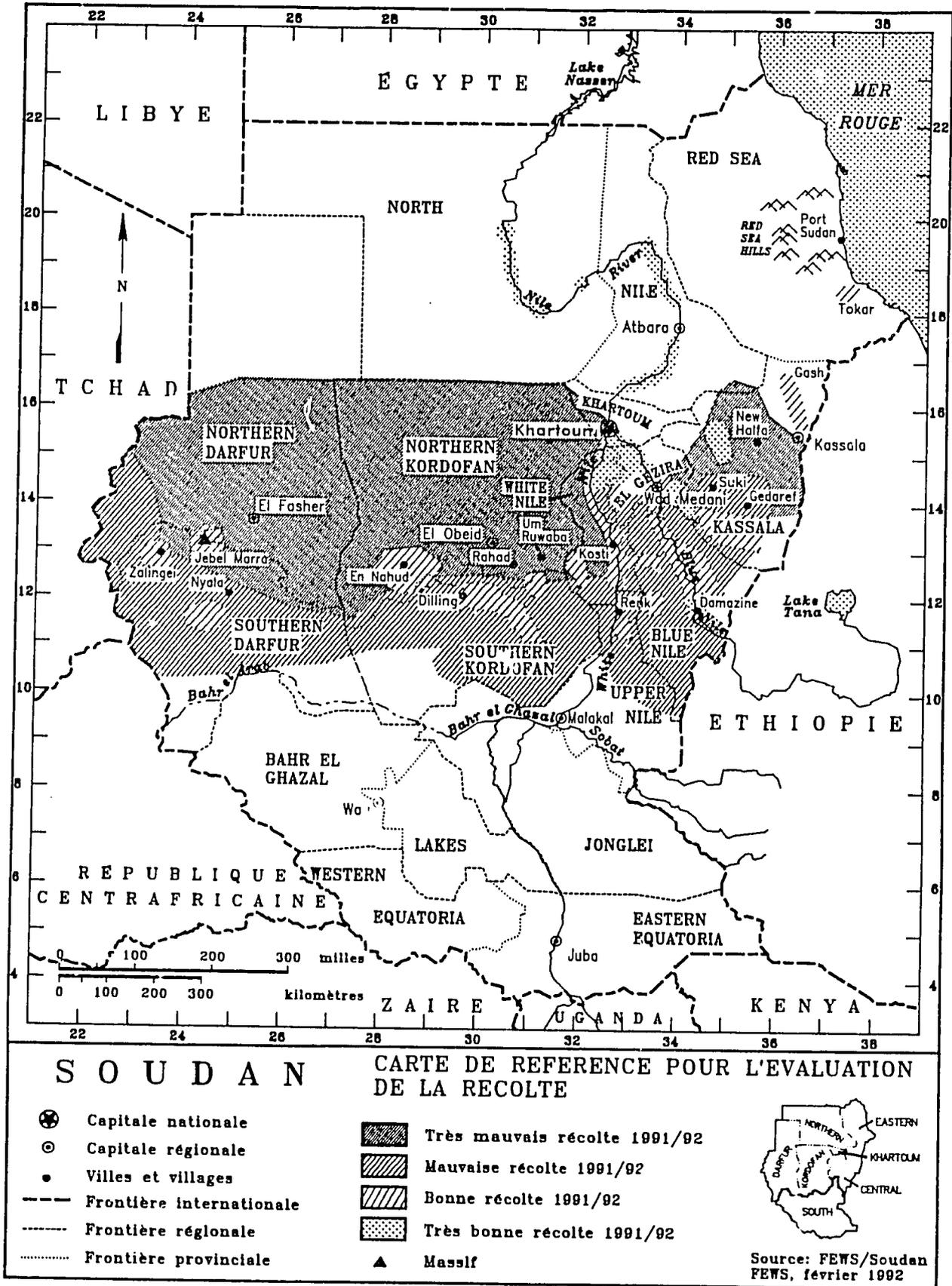
Environ 12.000 à 16.000 Tchadiens qui s'étaient réfugiés à l'ouest du Soudan devraient revenir dès janvier 1992 dans les préfectures de Ouaddaï et de Biltine. Le HCR prépare une assistance comprenant une modeste somme en monnaie locale, neuf mois de rations alimentaires pris sur les stocks nationaux (qu'il faut encore négocier avec le PAM) ainsi que des couvertures. Toutefois, ces personnes resteront modérément vulnérables tant qu'elles n'auront pas réussi à bien passer la campagne agricole 1992/1993.

---

## **CONCLUSION**

---

L'excellente saison des pluies de 1991 a valu une récolte estimée à un niveau record. Une grande partie du Tchad bénéficie d'une plus grande offre céréalière et de prix des céréales relativement faibles. Mais de graves pénuries persistent dans les préfectures de Kanem et du Lac où les cultures ont souffert de la sécheresse locale et de l'invasion des sauterelles. L'assistance apportée aux habitants de ces préfectures viendra des stocks nationaux existants. Les réfugiés tchadiens qui reviennent du Soudan recevront une assistance du HCR, puisée elle aussi sur les ressources nationales. Aucune importation au titre de l'aide alimentaire d'urgence ne sera nécessaire.



Carte 8: Carte de référence du Soudan

## Bonne récolte, mais il reste d'énormes besoins de secours au niveau régional

Rapport communiqué par l'USAID/Soudan, le 4 février 1992

### RECAPITULATIF

L'année 1992 pourrait voir une auto-suffisance alimentaire à l'échelle nationale au Soudan. La production céréalière nationale de 1991/1992 estimée à un total de 3,5 millions de tonnes est légèrement supérieure à la moyenne. Performance spectaculaire, si on tient compte des conditions climatiques médiocres ou mauvaises. En ajoutant les stocks nationaux actuels et les importations prévues, la disponibilité céréalière nationale dépassera les besoins nationaux de plus d'un demi-million de tonnes. Aussi, le Soudan passe-t-il cette année d'une crise alimentaire nationale (1991) à une situation de déficit local plutôt que national demandant une bonne distribution des aliments disponibles. En janvier 1992, le Gouvernement du Soudan a promis qu'il prêterait main forte pour combler, grâce à cette distribution, les déficits courants de la production et répondre aux besoins d'assistance alimentaire, ne laissant à l'attention des bailleurs de fonds que les besoins d'urgence.

Il faudra à nouveau une considérable aide d'urgence des bailleurs de fonds pouvant s'élever, d'après les calculs de FEWS/Soudan, à 393.000 tonnes de céréales plus 99.000 tonnes de légumineuses et d'huile (492.000 tonnes au total). Besoins qui pourraient être nettement plus prononcés si le Gouvernement soudanais n'apporte pas l'aide promise.<sup>1</sup> En outre, les réfugiés auront besoin de 42.700 tonnes de céréales plus des légumineuses et huile. Des aliments supplémentaires seront nécessaires pour continuer les programmes alimentaires spéciaux, d'importance critique pour les groupes particulièrement vulnérables. Toutefois, au regard de la bonne production nationale de 1991/1992 et des importants stocks de report de l'aide nationale, ces chiffres ne devront pas être traduits en besoins d'importation.

Une grande proportion de ceux qui avaient besoin d'une aide d'urgence en 1991 ne profiteront pas vraiment de la bonne récolte de 1991/1992. La majorité des cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance ont connu une très mauvaise récolte en 1991/1992 (confer Carte 8). De plus, ils n'avaient

pas un accès suffisant au marché puisque ces deux dernières années leurs ressources et biens n'ont cessé de diminuer. Pour une grande partie de la population déplacée et des réfugiés vivant dans des camps, les conditions, ressources, accès aux terres, revenus, emplois et aliments ne sont guère meilleurs. Dans de nombreux cas, la situation s'est encore aggravée.

En 1992, les déficits et besoins d'urgence ne sont ni spontanés ni attendus ou encore épisodiques. Ce sont plutôt des besoins qui se répètent chaque année suite à d'immuables facteurs structurels, d'infrastructure, économiques et politiques qui entravent la mise en place d'un système de redistribution des ressources. Cette année, tel qu'on l'a vu ces récentes années, les déficits et besoins d'urgence sont encore plus prononcés suite aux mauvaises conditions climatiques.

### FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

#### Performance agricole générale

La nette augmentation de la production en 1991/1992, à savoir 3,5 millions de tonnes d'après les estimations de FEWS/Soudan, comparées au 1,9 million de tonnes de 1990/1991, est due à des conditions climatiques légèrement meilleures et à la haute priorité que le Gouvernement accorde à la production céréalière dans les secteurs agricoles mécanisé et irrigué (confer Tableau 15). Le Gouvernement du Soudan indique une récolte de quatre millions de tonnes en 1991/1992. Ces chiffres impressionnants en 1991/1992 tiennent au quasi-doublement de la production de sorgho irrigué et à une production de blé plus de deux fois supérieure aux résultats moyens. Exception faite des projections pour le blé irrigué, tous les secteurs ont produit nettement plus que l'année dernière. Les céréales mécanisées ayant triplé par rapport à l'année dernière. Par contre, l'entier secteur de l'agriculture de subsistance traditionnelle a connu de biens mauvais résultats. Un peu partout, les récoltes ont été mauvaises et les rendements bien maigres en dépit d'accroissements importants des surfaces cultivées et d'une production légèrement accrue par rapport à l'année dernière.

<sup>1</sup> Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a calculé un apport des bailleurs de fonds s'élevant à 670.430 tonnes.

**Tableau 15: Soudan, production brute 1991/1992 (milliers de tonnes)**

Secteur	Production moyenne (1985-89)	Production 1990/91	Production 1991/92
Sorgho Irrigué	469	516	836
Blé Irrigué	257	680	650
Maïs Irrigué	0	0	50
Mécanique Sorgho	1.965	545	1.508
Céréales traditionnelles	640	197	471
<b>Total</b>	<b>3.331</b>	<b>1.938</b>	<b>3.515</b>

Sources: FEWS/Soudan; Ministère de l'agriculture

### Secteur irrigué

Les estimations de la production totale pour le sorgho et le mil irrigués, 836.000 tonnes, sont supérieures de 38 % à celles de l'année dernière et de 44 % par rapport à la moyenne (confer Tableau 16). C'est essentiellement dû à l'accroissement dans les superficies cultivées et à une utilisation accrue d'engrais et de semences améliorées. Les 1.249.000 *feddans*<sup>1</sup> plantés avec du sorgho cette année sont un record. La moyenne sur 10 ans étant de 784.000 *feddans*. Cette année, on a essayé pour la première fois une culture expérimentale de maïs qui a produit 50.000 tonnes. La production de blé cultivé sur 805.000 *feddans* pourrait être légèrement inférieure à la récolte record de l'année dernière mais représentera quand même plus du double de la moyenne (confer Tableau 17). En outre, il est fort possible que les superficies plantées soient supérieures aux estimations actuelles.

Ces dernières années, le secteur irrigué a contribué nettement plus à la production nationale suite à un accroissement des

**Tableau 16: Soudan, production irriguée de sorgho, 1991/1992 (milliers de tonnes)**

Zone	Production moyenne (1985-89)	Production 1990/91	Production 1991/92
White Nile	12	40	56
Blue Nile	24	39	64
Suki	20	19	35
Gezira/Managil	268	254	447
Rahad	43	85	95
Tokar	18	0	6
Gash	21	23	31
Northern State	26	10	65
New Halfa	37	46	37
<b>Total</b>	<b>469</b>	<b>516</b>	<b>836</b>

Sources: FEWS/Soudan; Ministère de l'agriculture

<sup>1</sup> Un *feddan* est égal à 1,03 acres ou 0,418 hectares.

**Tableau 17: Soudan, production irriguée de blé, 1991/1992 (milliers de tonnes)**

Zone	Production moyenne (1985-89)	Production 1990/91	Production 1991/92
White Nile	18	91	42
Blue Nile	5	13	15
Gezira/Managil	151	331	432
Rahad	6	29	45
Northern State	50	164	80
New Halfa	26	48	32
Autre (Darfur + Suki)	na	4	4
<b>Total</b>	<b>257</b>	<b>680</b>	<b>650</b>

Sources: FEWS/Soudan; Ministère de l'agriculture

superficies cultivées et à l'utilisation d'intrants améliorés. De 1985 à 1989, la contribution moyenne à la production nationale était de 22 %. En 1990/1991 (où il y a eu des manques de pluie), elle était de 62 % et, pour la campagne de 1991/1992, elle détiendra une part de 45 % dans la production nationale totale.

Les sociétés parapubliques de l'agriculture irriguée fournissaient généralement suffisamment de semences, d'engrais, d'eau et de préparation des terres pour les agriculteurs. Dans le Gezira qui représente plus de la moitié de la production irriguée, des semences améliorées ont été utilisées pour environ la moitié du sorgho et des engrais pour environ 30 %. Tout le blé de Gezira a reçu des engrais. Les seuls problèmes tiennent au retard de plantations dû au manque de pluies précoces et au manque d'eau à mi-campagne suite à des problèmes de pompes et d'électricité.

### Secteur mécanisé

La récolte du sorgho et du mil mécanisés de 1991/1992, à savoir 1,5 million tonnes, représente pratiquement le triple de celle de 1990/1991 et ne se situe plus qu'à 25 % de la moyenne (confer Tableau 18). Les conditions climatiques n'étaient pas des plus idéales et les rendements étaient en général plus faibles que la moyenne mais la production était élevée parce qu'on avait planté et récolté sur de bien plus grandes superficies. En effet, on a planté environ 11,3 millions de *feddans* de sorgho et de mil dont 7,8 millions de *feddans* ont été productifs. Les tracteurs, les moissonneuses et les pièces de rechange, bien qu'en quantité limitée, ont suffi pour la récolte. On ne manquait pas non plus de main-d'oeuvre pour moissonner.

Des pluies irrégulières et mal distribuées ont fait qu'une grande partie des superficies plantées n'ont pas pu être moissonnées. De plus, le ver de la capsule et les invasions de criquets sur les champs de sorgho ont fait des dégâts parfois dévastateurs. Les services de protection phytosanitaire ont estimé que les pertes générales des cultures céréalières s'élevaient à 5-6 %. Dans Northern Kordofan et Southern Kordofan, les criquets et le ver du mil ont attaqué le mil en train

**Tableau 18: Soudan, production mécanisée de sorgho, 1991/1992 (milliers de tonnes)**

Zone	Production moyenne (1985-89)	Production 1990/91	Production 1991/92
Kosti	230	77	198
Gedaref	891	184	782
Renk	72	23	64
Damazine	604	244	429
Dilling	168	17	35
<b>Total</b>	<b>1,965</b>	<b>545</b>	<b>1,508</b>

Sources: FEWS/Soudan; Ministère de l'agriculture

de germer abîmant les cultures sans toutefois causer des pertes trop graves.

### Secteur traditionnel

En général, la production pluviale traditionnelle était plus du double de celle de l'année dernière, mais seulement à 74 % de la moyenne (confer Tableau 19). Dans Northern Kordofan, la production était plus du triple de celle de l'année dernière, mais uniquement à 37 % de la moyenne. Dans Northern Darfur, la production était presque le double que celle de l'année dernière et légèrement plus d'un tiers de la moyenne. Aussi bien dans Northern Darfur que dans Northern Kordofan, la production s'étalait surtout dans les zones les plus au Sud et, un peu partout, les récoltes ont été mauvaises. La production de cultures commerciales, qui permet généralement de palier au déficit céréalier dans le Kordofan, était également mauvaise.

L'accroissement le plus important par rapport à la production de l'année dernière fut enregistré dans Southern Darfur qui, le seul des zones agricoles traditionnelles, a surpassé sa moyenne de production. Cela était dû à des conditions climatiques favorables et à des plantations sur de vastes superficies. En général, dans le secteur traditionnel, les superficies plantées cette année étaient supérieures à la moyenne. Mais, à l'instar des zones mécanisées, seule environ la moitié des superficies plantées peuvent être moissonnées. C'est Central State qui a

**Tableau 19: Soudan, production traditionnelle sorgho et mil, 1991/1992 (milliers de tonnes)**

Zone	Production moyenne (1985-89)	Production 1990/91	Production 1991/92
Central State	219	48	50
North Kordofan	144	14	53
South Kordofan	74	35	54
North Darfur	66	14	26
South Darfur	137	86	197
South	na	na	91
<b>Total</b>	<b>640</b>	<b>197</b>	<b>471</b>

Sources: FEWS/Soudan; Ministère de l'agriculture

connu les pires résultats puisque la production était à peine meilleure que celle de l'année dernière et inférieure au quart de la moyenne. Des pluies irrégulières, mal distribuées et insuffisantes dans les zones le plus au Nord, ont été la principale cause de ces mauvaises récoltes et de ces rendements diminués. Dans certaines régions, on a également manqué de semences. En outre, dans d'autres, le criquet, le ver du mil et les oiseaux ont terriblement abîmé les récoltes.

### Sud du Soudan

La superficie des terres ensemencées dans le Sud a été très limitée par l'insécurité et le manque d'intrants. La plupart des régions ont souffert de pluies diluviennes et des ravageurs qui ont endommagé ou détruit les cultures. Toutefois, on estime que la production générale sera plus importante que lors des années récentes. Le Ministère de l'Agriculture a estimé la production à 91.000 tonnes.<sup>1</sup>

La viande, les produits laitiers, les poissons et les légumes sont d'importantes sources alimentaires dans le Sud du Soudan mais on ne connaît pas actuellement les quantités disponibles de ces produits. D'importantes pertes d'animaux, suite aux vols et aux maladies, signifient probablement que la viande et les produits laitiers sont rares. La pêche et les cultures maraîchères sont limitées suite à l'insécurité et au manque d'intrant et d'équipement, sauf dans la région de Nasir.

### Conditions pastorales

Cette année, les conditions pastorales en général sont nettement meilleures qu'en 1990/1991, même dans les zones qui ont eu une distribution de pluies irrégulière depuis et une mauvaise production agricole. Les troupeaux se reconstitueront lentement suite aux énormes pertes en 1990/1991 bien que certains faits indiquent qu'ils sont déjà plus nombreux et en bonne santé.

### Balance alimentaire et excédents/déficits régionaux

La balance alimentaire nationale (Tableau 20) indique qu'il y aura d'amples quantités de céréales dans le pays pour répondre aux besoins de consommation nationaux. Une balance alimentaire régionale indique l'emplacement des excédents et déficits et où il faut redistribuer si on veut répondre à tous les besoins alimentaires (confer Tableau 21). La balance régionale indique également les déficits habituels auxquels on répond généralement par des mécanismes locaux sans faire appel à l'assistance de l'extérieur.

<sup>1</sup> L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime la production du secteur traditionnel au Sud du Soudan à 406.000 tonnes, ce qui demanderait que plus de quatre millions de Jeddans soient cultivés. Chiffre jamais vu ces dernières années et, s'il est exact, il rendrait le Sud quasiment auto-suffisant. Ce chiffre est très controversé et ne peut pas être vérifié ou étayé.

**Tableau 20: Soudan, balance céréalière nationale provisoire 1991/1992 (tonnes)**

Population 1992	26.215.000
Consommation annuelle par habitant au nord (kg)	120
Consommation annuelle par habitant au sud (kg)	90
<b>BESOINS DE CONSOMMATION CERELIERE 1991/1992</b>	
Total consommation céréalière prévue 1991/1992	2.996.000
<b>OFFRE CERELIERE 1991/1992</b>	
Production nette 1991/1992	2.987.750
Stocks des ménages	nil
Stocks commerciaux et de l'Etat	200.000
Stocks de report de l'aide d'urgence	145.000
Importations commerciales prévues	400.000
Exportations commerciales prévues	-100.000
Total offre céréalière disponible pour 1991/1992	3.632.750
<b>BALANCE CERELIERE 1991/1992</b>	<b>636.750</b>

*Sources et notes:* La population est estimée à partir du recensement de 1983 en utilisant les taux de croissance du service du recensement. Le taux de consommation annuel par habitant se fonde sur des études de la consommation des ménages. La production nette est égale à la production brute moins 15 % pour les fourrages, les semences et les pertes. Les estimations des stocks commerciaux et de l'Etat se fondent sur des estimations du PAM sur les importations de 1991 et les estimations du Gouvernement/RRC sur les réserves de blé. Le chiffre sur les importations commerciales prévues est une estimation minimum en fonction d'une moyenne des importations récentes (sept ans) mais pourrait augmenter suite à la suppression des restrictions à l'importation en 1992. Le chiffre sur les exportations commerciales prévues concerne des engagements pris actuellement. Des exportations céréalières supplémentaires ont été interdites.

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES ALIMENTAIRE

Les calculs de besoins alimentaires doivent tenir compte des ressources des ménages en cas d'urgence et des facteurs du manque alimentaire. Cette année, il y a des facteurs qui pourraient augmenter les déficits et les besoins d'aide alimentaire et d'autres qui pourraient atténuer les besoins. L'accès alimentaire sera influencé par la disponibilité de céréales sur le marché. Après deux mauvaises années de production qui ont épuisé les stocks, les agriculteurs avec une production excédentaire pourront reconstituer les stocks familiaux et essayer de se faire une réserve pour faire face à des déficits futurs plutôt que de mettre les stocks sur le marché. Les excédents n'arriveront peut-être pas non plus sur le marché, du moins pas avant la fin de l'année, au moment où les prix augmentent.

Les céréales qui arrivent sur le marché n'aideront pas forcément certains groupes. L'Ouest du Soudan connaît toujours un certain déficit de la production, généralement compensé par des achats sur le marché financés par la vente du bétail, les cultures commerciales, d'autres revenus et les économies. De mauvaises récoltes en chaîne ont demandé aux ménages de faire des achats alimentaires plus importants qu'en temps normal et ont sérieusement épuisé leurs ressources. Cette

année, ces ménages risquent de ne pas être en mesure d'acheter les aliments pour faire face à une autre année de déficit plus grand qu'en temps ordinaire.

Le positif dans tout cela est qu'une culture extensive dans le secteur mécanisé améliorera la sécurité alimentaire de beaucoup en leur fournissant des emplois, bien qu'il ne semble y avoir que peu de possibilités de travail pour une main-d'oeuvre migratoire. La considérable production céréalière de cette année est déjà en train de faire diminuer les prix du marché et augmentera nettement l'offre permettant pour la première fois depuis plus d'une année d'avoir une meilleure disponibilité de céréales. De meilleurs pâturages cette année permettront de reconstituer les troupeaux avec des animaux en bonne santé, ce qui améliorera la sécurité alimentaire de tous les groupes ruraux, surtout celle des éleveurs et nomades. Les prix de vente des animaux ont régulièrement augmenté, ce qui renforcera encore le pouvoir d'achat pour acheter les céréales.

## DERNIERS FAITS SUR LA VULNERABILITE

Un grand nombre de cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance, de personnes déplacées et de réfugiés restent extrêmement vulnérables cette année (confer Annexe F pour les définitions de FEWS des niveaux de vulnérabilité et du risque de famine). Les jeunes enfants ainsi que les mères enceintes et allaitantes sont tout particulièrement à risque dans ces groupes. Les cultivateurs dans Northern Darfur, Northern Kordofan, Southern Kordofan, et la province de White Nile ne pourront toujours pas connaître une sécurité alimentaire et avoir accès aux aliments à cause de très mauvaises récoltes et de ressources quasiment épuisées.

Les groupes de nomades risquent d'être moins vulnérables cette année puisque les pâturages sont plus verts et qu'ils perdent moins d'animaux, pouvant ainsi reconstituer dans une certaine mesure les troupeaux. En outre, la baisse des prix alimentaires conjuguée à la hausse des prix du bétail (résultat des exportations) amélioreront les termes d'échange des céréales pour les éleveurs. Mais les taux de malnutrition infantile qui restent élevés dans la province de Red Sea indiquent qu'il faut continuer à apporter des secours et des aliments supplémentaires.

Les habitants des villes, partout au Nord du Soudan, risquent d'être moins vulnérables cette année puisque les prix alimentaires devraient diminuer grâce à la production accrue. Les habitants des villes du Sud restent eux très vulnérables à cause des prix exorbitants des aliments et des pénuries de stock liées aux restrictions pesant sur le transport des animaux et à l'insuffisance de la production alimentaire locale.

Les personnes déplacées, estimées à un total de 4 millions, dépendent partiellement ou entièrement des secours. Leur sort ne changera pas dans l'année à venir. Certains trouvent du

Tableau 21: Soudan, balance de la production céréalière régionale, 1991/1992 (milliers de tonnes, milliers de personnes)

Etat	Population 1992	Consommation 1992	Production nette 1991/92	Balance 1991/92	Production moyenne (1985-89)	Balance moyenne (1985-89)
Red Sea	919	110	31	-79	38	-59
Kassala	1.953	234	803	569	828	634
Northern	1.167	140	149	9	63	-73
Central	5.345	641	1.563	923	1.318	759
Khartoum	4.185	502	0	-502	0	-387
North Kordofan	2.122	255	45	-210	121	-113
South Kordofan	1.538	185	76	-109	193	23
North Darfur	1.749	210	22	-188	54	-133
South Darfur	2.270	272	168	-104	113	-125
Southern States	4.968	447	131	-316	102	-336
<b>Total</b>	<b>26.216</b>	<b>2.996</b>	<b>2.988</b>	<b>-8</b>	<b>2.830</b>	<b>177</b>

Sources et notes: Les estimations de la population ont été ajustées pour tenir compte des déplacements de personnes du sud au nord. On arrive généralement à combler les déficits de Khartoum grâce aux excédents du centre du pays et de Kassala. La population comprend les personnes déplacées. La production du sud comprend celle de la zone mécanisée de Renk dont très peu est consommée ailleurs dans le sud.

travail occasionnel ou cultivent marginalement, mais en général, ils n'ont que peu de ressources et de moyens de survivre. Dans la seule région de Khartoum, on estime qu'il existe 1,8 million de personnes déplacées temporairement ou de manière plus permanente, suite aux vagues de sécheresses et à la guerre qui sévit dans le Sud. Jusqu'à un million sont intégrés dans l'économie locale et arrivent généralement à subvenir à leurs besoins alimentaires fondamentaux. Les autres sont dans des camps. Nombreux d'entre eux ont grand besoin d'assistance médicale, de services médicaux et de logement. Parfois, ils arrivent à répondre aux besoins alimentaires minimum mais souvent ils ont besoin d'aide alimentaire sous forme de programmes d'alimentation supplémentaire ciblée.

Au Sud du Soudan, on estime le nombre de personnes déplacées à un million et demi dont 270.000 personnes revenues de l'Éthiopie. Pour nombreux d'entre eux, particulièrement ceux autour des villes de garnison, l'aide alimentaire est vitale. Les besoins dépassent de loin la capacité de livraison. Mais certaines de ces personnes déplacées ont pu cultiver des lopins de terre et devraient donc être moins vulnérables grâce à la meilleure production de cette année dans le Sud, comparée aux années précédentes.

## CONCLUSIONS

### Besoins alimentaires d'urgence

Si on s'attend généralement aux déficits de statu quo (structurels) auxquels on répond par des mécanismes au niveau des ménages et du marché, des chocs particulièrement graves par contre, comme de très mauvaises récoltes en chaîne, obèrent les capacités locales et demandent une assistance d'urgence. Le Soudan connaît depuis quelques années ces chocs faisant qu'il lui est difficile d'équilibrer les déficits structurels et impossible de répondre avec les moyens locaux aux déficits pires que la

moyenne. L'aide alimentaire d'urgence doit entrer en jeu pour des besoins qui dépassent les déficits régionaux du statu quo à long terme (Tableau 21, dernière colonne). Cette année, il faudra une assistance d'urgence pour répondre à ces besoins inhabituels et également à certains des déficits structurels vu que les mécanismes pour faire face à la situation ont été durement éprouvés.

Le Gouvernement du Soudan a déclaré que la disponibilité alimentaire de la campagne de 1991/1992 suffisait pour répondre aux besoins de consommation nationale.<sup>1</sup> Et pourtant, certains besoins d'urgence devront être pris en charge par les bailleurs de fonds. Dans certaines régions, par exemple Darfur et le Sud du Soudan, les capacités de livraison alimentaire des bailleurs de fonds sont entravées par les problèmes logistiques et politiques.

Tous ces facteurs font qu'on prévoit en 1992 une assistance d'urgence de la part des bailleurs de fonds s'élevant à un total de 393.600 tonnes de céréales (492.000 tonnes si l'on tient compte des légumineuses et des huiles - confer le Tableau 22). C'est nettement moins que les besoins évalués en 1991 (1,2 million de tonnes). Il faudra 52.000 tonnes en plus pour les réfugiés. Sur ce total, il existe déjà 145.000 tonnes dans le pays au titre des stocks de report des secours. Des aliments pourront également être achetés dans le pays puisqu'il existe d'importants excédents de la balance alimentaire. Aussi, les importations des bailleurs de fonds s'élèveront à 399.000 tonnes ou moins (total des besoins, y compris ceux des réfugiés moins les stocks de report).

En revanche, le PAM a calculé que le Soudan aurait besoin d'un total de 1,143 million de tonnes d'aliments en 1992 (non

<sup>1</sup> Le Gouvernement du Soudan a insisté qu'il n'avait pas besoin d'assistance alimentaire des bailleurs de fonds mais a demandé une assistance pour transporter les excédents nationaux vers les zones déficitaires.

**Tableau 22: Besoins aide alimentaire d'urgence en 1992 pour le Soudan (tonnes)**

<b>Zone/Groupe</b>	<b>Besoins</b>
Red Sea	21.000
North Kordofan	99.000
South Kordofan	22.100
North Darfur	88.500
White Nile	40.000
Khartoum (déplacé)	35.000
South	88.000
<b>Total partiel</b>	
Céréales	393.600
Légumineuses et huile	98.400
<b>Total aliments pour non-réfugiés</b>	<b>492.000</b>
<b>Réfugiés</b>	
Céréales	42.700
Légumineuses et huile	9.500
<b>Total besoins alimentaires</b>	<b>544.200</b>

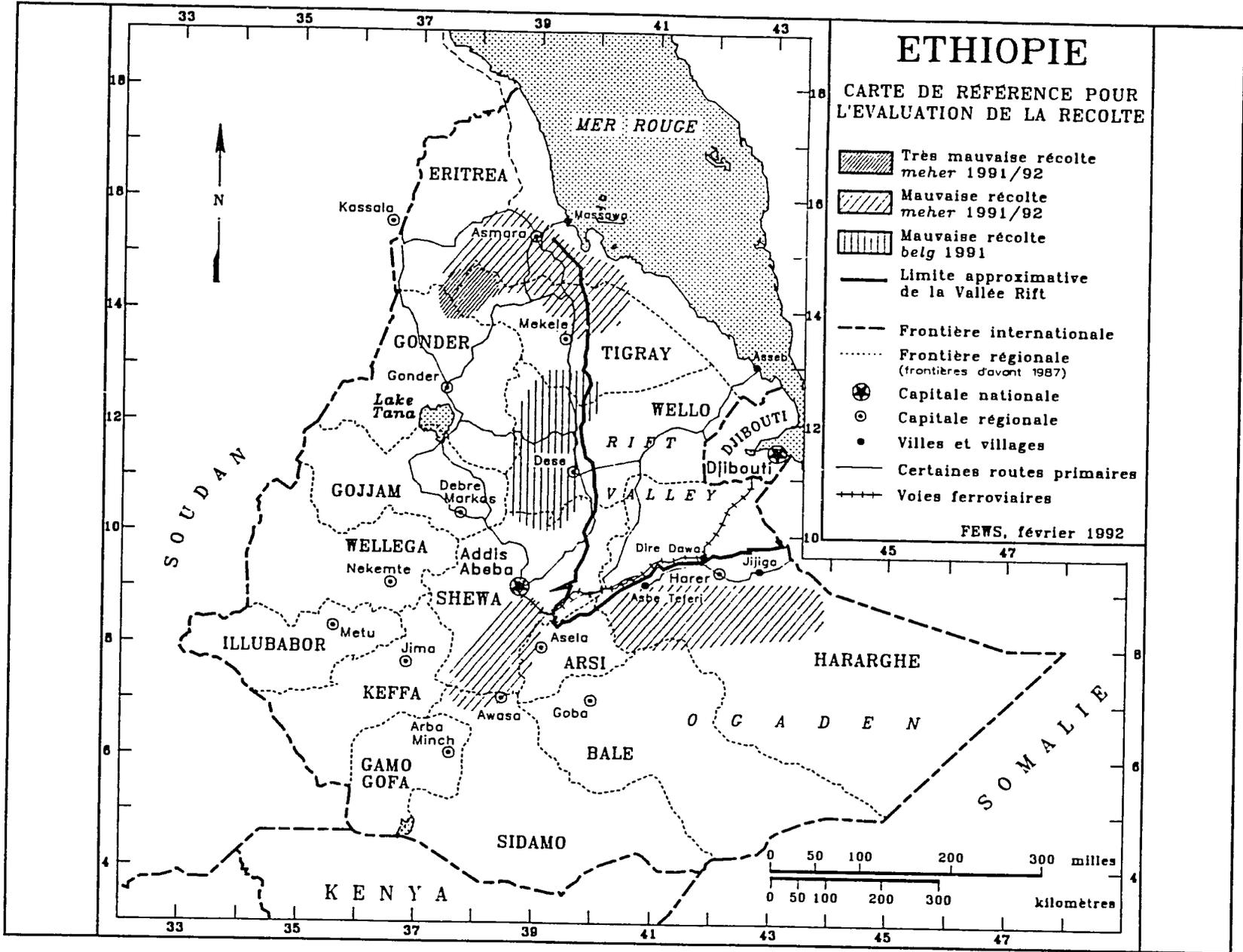
*Notes:* On mentionne uniquement les régions où une aide d'urgence pourrait s'avérer nécessaire. Les estimations des besoins alimentaires d'urgence ont été ajustées pour tenir compte de la capacité de livraison régionale. Les estimations sur les besoins alimentaires se fondent sur un taux standard de 400 grammes par personne et par jour (ou 146 kg/année) de céréales et 50 grammes par personne et par jour de légumineuses et 50 grammes par personne et par jour d'huile comestible. Ce calcul diffère des taux de 120 kilogrammes et de 90 kilogrammes utilisés pour déterminer la balance alimentaire qui se base sur la consommation effective enregistrée par le passé (statu quo). La ration d'urgence se fonde sur un taux de calories satisfait généralement par divers aliments dans une situation de non-crise.

compris les réfugiés). Après avoir procédé aux ajustements nécessaires pour tenir compte de la capacité logistique et des ressources du Gouvernement, le PAM a fixé l'aide d'urgence que devront apporter les bailleurs de fonds à un total de 670.430 tonnes.

Outre les rations alimentaires de base des secours d'urgence, il faudra de grandes quantités d'aliments supplémentaires pour les groupes particulièrement vulnérables, les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées. Les taux de malnutrition très élevés qui persistent sur l'ensemble du Soudan montrent bien qu'il faut continuer les programmes alimentaires actuels.

Dans les mois à venir, il sera important de suivre les prix alimentaires pour déterminer s'ils diminuent suffisamment pour améliorer la sécurité alimentaire. Il sera également important de suivre les actions et politiques que prend le Gouvernement pour contrôler les prix du marché et la redistribution des excédents ainsi que les importations et exportations de l'Etat. Les déplacements humains face aux mauvaises récoltes constitueront d'autres indicateurs.

Carte 9: Carte de référence de l'Ethiopie et de l'Erythrée



# ETHIOPIE & ERYTHREE

*Dans l'ensemble, la récolte est bonne, les besoins pour des secours d'urgence sont lents à disparaître*

Rapport communiqué par FEWS/Ethiopie, le 5 février 1992

## RECAPITULATIF

*Dans l'ensemble, en 1991, l'Ethiopie a connu pendant une seconde année consécutive une production totale supérieure à la moyenne. Une seconde année de bonnes pluies, l'optimisme créé par les réformes agricoles et de commercialisation et les prix élevés à l'exploitation agricole en 1990 ont valu une récolte venant en deuxième position, juste après celle de 1990. Mais, dans certaines régions, les déficits restent prononcés car les pluies n'y ont pas été aussi bonnes et les luttes civiles continuent (confer Carte 9). C'est tout particulièrement le cas dans l'Erythrée, le Tigré et l'Hararghe où les ressources des ménages sont déjà obérées. Dans ces zones déficitaires, les populations ainsi que les soldats démobilisés, leurs familles et d'autres personnes déplacées par les événements politiques de 1991 resteront extrêmement vulnérables pendant au moins encore une année (confer Annexe F pour les définitions de FEWS des niveaux de vulnérabilité et du risque de famine). Dans le reste du pays, les niveaux de vulnérabilité ont commencé à s'atténuer. Une mission conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (FAO/PAM) a estimé qu'en 1992, l'Ethiopie et l'Erythrée auront besoin de secours d'urgence d'environ 1,1 million de tonnes (non compris la reconstitution des stocks de réserve). Par contre, d'autres faits et indices ne semblent pas corroborer ce niveau de secours d'urgence. Même si ces indications n'ont pas un caractère définitif, les récentes diminutions des prix, les niveaux nutritionnels stables et le nombre moindre de pénuries alimentaires indiqueraient que des secours moins importants suffiraient à assurer la sécurité alimentaire cette année. Il est donc capital de disposer d'informations et d'analyses complémentaires si l'on veut que l'aide alimentaire d'après guerre dans l'Ethiopie et l'Erythrée puisse véritablement prendre en charge les besoins les plus urgents sans entraver le jeu souhaitable des forces du marché.*

## FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

### Résultats de la récolte

Fin décembre, une mission d'évaluation des cultures et de l'offre alimentaire entreprise conjointement par la FAO/PAM prévoyait une production totale de céréales et de légumineuses de 7,04 millions de tonnes en 1991/1992. Deux mois auparavant, la FAO avait prévu une production de céréales et de légumineuses de 70.000 tonnes pour l'Erythrée. Pris ensemble, l'Ethiopie et l'Erythrée ont une production totale de 1991/1992 estimée à 7,11 millions de tonnes. Selon ces estimations, la récolte globale de 1991/1992 vient au second rang puisqu'elle est juste inférieure de 4,8 % au record de l'année dernière.

D'aussi bons résultats, lorsqu'on connaît les répercussions des événements politiques de mai 1991, indiquent que pendant une seconde année de suite, les conditions de plantation de la saison *mehar* (principale) étaient généralement favorables. Résultats également dus à une plus grande superficie cultivée par des agriculteurs optimistes face aux réformes agricoles récentes et à l'accroissement des prix à l'exploitation agricole en 1991. Un régime foncier plus stable, la libéralisation de la commercialisation agricole et une plus grande disponibilité du crédit par rapport aux années précédentes ont atténué une grande partie des répercussions négatives causées par les interruptions dans les livraisons d'intrants agricoles mi-91.

En dépit d'une seconde année de bonne production au niveau national, de graves déficits persistent au niveau local. Déficits qui demanderont que l'on continue d'apporter des secours importants pendant au moins encore une année. Des pluies insuffisantes en saison *belg* (précoce) et *mehar* partout dans le Nord ont entraîné pendant une deuxième année de suite des récoltes nettement diminuées, surtout dans les zones de bas-fonds. Des pluies irrégulières en saison principale combinées à des conflits persistants ont diminué les potentiels de récolte dans des petites zones du reste du pays, surtout pour les récoltes à tige dans le Bale, la Vallée Rift et les zones à moyenne et faible altitude de l'Hararghe.

## Conditions pastorales

Dans la plupart des régions en altitude, les conditions pastorales étaient moyennes ou bonnes à la fin de 1991. Mais, les plaines pastorales dans l'Erythrée, le Tigré, l'Hararghe, le Sidamo et l'Omo<sup>1</sup> du Nord et du Sud n'ont pas connu de si bonnes conditions. Dans l'Ogaden, une bonne saison des pluies (mars à avril) est venu répondre aux ardents vœux d'une population pastorale qui avait souffert pendant trois campagnes de suite de la sécheresse. Malheureusement, la seconde saison de pluies de 1991 (octobre à novembre) était à nouveau insuffisante. Une plus grande mobilité des troupeaux, à présent que les conflits sont finis, atténuera les répercussions négatives sur la taille et la santé des troupeaux dans le nord. L'opposé est probablement vrai pour l'Hararghe et l'Ogaden.

## Stocks alimentaires et échanges commerciaux privés

Les stocks alimentaires privés ne seront probablement guère importants dans l'Erythrée, le Tigré, le Wello, le Gonder et l'Hararghe. Des années de sécheresses et de conflits ont probablement épuisé les ressources des ménages dans ces régions. On serait en droit de penser qu'une seconde bonne année de production agricole dans les collines généralement productives au Centre et à l'Ouest permettrait de renflouer les stocks alimentaires des ménages dans ces dernières régions, surtout dans le Gojjam, le Shewa, l'Arsi et dans certaines zones du Wellega, de l'Illubabor et du Keffa.

Dans le court terme, très peu d'aliments pourront être importés dans le pays par l'Etat ou par de grandes entreprises commerciales puisqu'il ne reste pratiquement pas de devises étrangères. Toutefois, 1992 est une année pleine de promesses d'assistance alimentaire régulière (non pas d'urgence) et d'aide de la part des bailleurs de fonds pour obtenir les devises étrangères nécessaires pour importer. Il reste à voir quelles seront les incitations à un commerce transfrontalier avec le Soudan et les états du Golfe et comment on pourrait mesurer l'importance de ce commerce. On indique des exportations accrues de bétail de l'Erythrée et de l'Ogaden vers le Moyen-Orient.

---

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES ALIMENTAIRE

---

### Systèmes alimentaires

Par le passé, les besoins annuels de consommation alimentaire de l'Ethiopie et de l'Erythrée, surtout dans les régions connaissant des déficits chroniques de la production, étaient

satisfaits par divers moyens, essentiellement par le biais de ressources non-agricoles. De nombreux ménages n'ont jamais pu dépendre entièrement de l'agriculture, comptant sur les ventes de bétail, les travaux rémunérés et le petit commerce, même dans les meilleures années agricoles. Aussi, si l'on veut bien comprendre la vulnérabilité, il faudrait non seulement faire une évaluation de la production agricole mais également connaître la taille et la santé du troupeau, les échanges commerciaux, les possibilités de travail, les prix du marché, les termes d'échange, les crédits, etc.

La fin des hostilités générales dans la guerre civile éthiopienne a nettement amélioré l'accès alimentaire en restituant certaines de ces possibilités de revenus non-agricoles pour les ménages. Les marchés fonctionnent à nouveau, le commerce a repris et la main-d'oeuvre migratoire repart à la recherche de travail ailleurs. Tout cela a permis une diminution des prix, de plus grandes possibilités de revenus complémentaires et une reconstitution des troupeaux. Il est difficile de prédire la contribution absolue des revenus non-agricoles en 1992 mais le fait que les ménages disposent à nouveau de sources de revenus diversifiées ne peut qu'aider à améliorer la sécurité alimentaire puisqu'on disposera d'autres recours que l'assistance pour faire face aux mauvaises récoltes, même si la sécheresse continue à sévir.

Le bétail est l'un des grands facteurs déterminant l'accès des ménages aux aliments, partout dans les zones rurales de l'Erythrée et de l'Ethiopie. Les échanges ou les ventes d'animaux pour des céréales sont un des termes essentiels de l'offre alimentaire dans des zones où l'auto-suffisance agricole est impossible. Des pâturages en bon état et la reprise du commerce et des flux migratoires sont de bon augure pour l'élevage dans la grande partie des collines du Centre et de l'Ouest. Mais dans le Nord et à l'Est où la sécheresse et les conflits persistants éprouvent terriblement l'élevage depuis quelques années, les ménages auront plus de mal à se tourner vers cette ressource. Les avantages qu'on peut espérer de meilleures pluies, des échanges et des flux migratoires ne pourront être réalisés que lorsque la taille et la santé du troupeau sera revenu à un niveau permettant de vendre ou de liquider des animaux.

### Données économiques

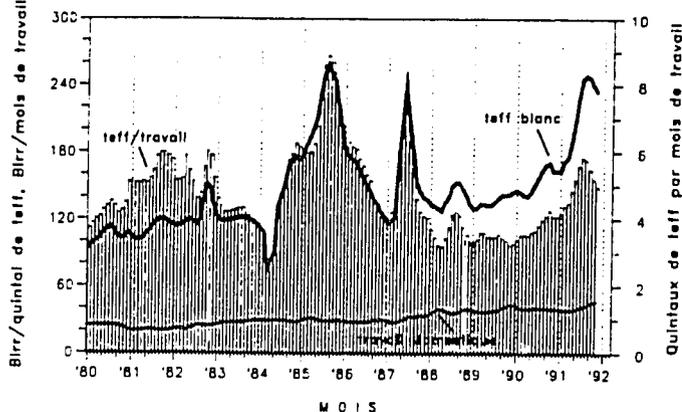
Ces 18 derniers mois, dès avril 1990, les niveaux des prix céréaliers ont augmenté, reflétant l'incertitude politique, l'impact escompté des réformes économiques de mars 1990 et les déficits persistants de la production dans le Nord et dans l'Est. Mais, fin 1991, les prix céréaliers ont commencé à baisser, probablement suite à la consolidation des réformes, à la fin de la guerre et à la solide production agricole cumulée pendant des années consécutives. Les niveaux et les tendances des prix à Addis Abeba indiquent l'ampleur de ces mouvements (confer Figure 6). D'avril 1990 à août 1991, les prix nominaux ont augmenté de plus de 60 %. Après avoir atteint un maximum

---

<sup>1</sup> Omo du Nord et du Sud sont deux régions post-1987 couvrant environ le même territoire que la région de Gamo Gofa d'avant 1987 au Sud-Ouest de l'Ethiopie.

en septembre 1991, les prix ont commencé à baisser jusqu'à décembre. Même si les prix nominaux ont approché de niveaux connus pendant la crise de 1984/1985, le pouvoir d'achat en termes réels n'a pas été aussi gravement atteint, tel que l'indiquent les termes d'échange *teff*, salaire de domestique sur la Figure 6.

**Figure 6: Ethiopie & Erythrée, pouvoir d'achat à Addis Abeba, 1980-91**

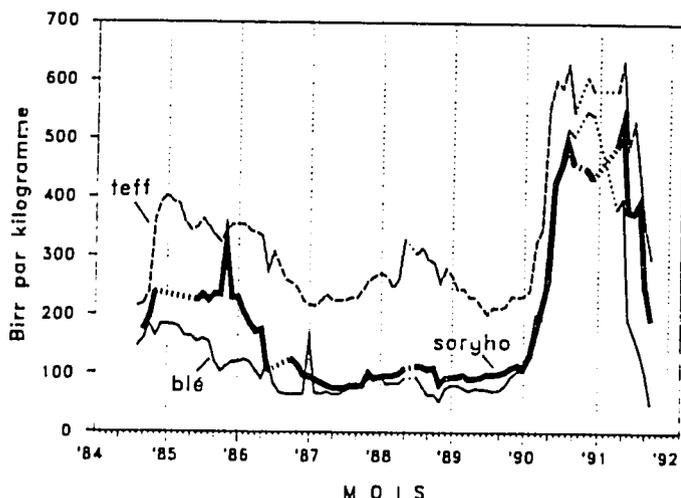


Sources: Gouvernement provisoire de l'Ethiopie/Service central de statistiques (TGE/CSA); FEWS/Washington

Note: Le pouvoir d'achat est présenté en termes de mois de travail pour chaque quintal (100 kg) de *teff*. Les prix utilisés sont des prix nominaux.

L'Erythrée est un exemple frappant de ce changement récent dans les tendances de prix, avec un net renchérissement des prix après la prise de Massawa en février 1990 et une baisse tout aussi spectaculaire après la défaite des anciennes forces du Gouvernement de la République populaire d'Ethiopie en mai 1991 (confer Figure 7). De juin à décembre 1991, les prix du *teff* à Asmara ont chuté de 60 %. Diminution qui ne se limitait pas au *teff*, puisque pendant la même période, le prix du blé a

**Figure 7: Ethiopie & Erythrée, prix céréaliers à Asmara, 1984-91**



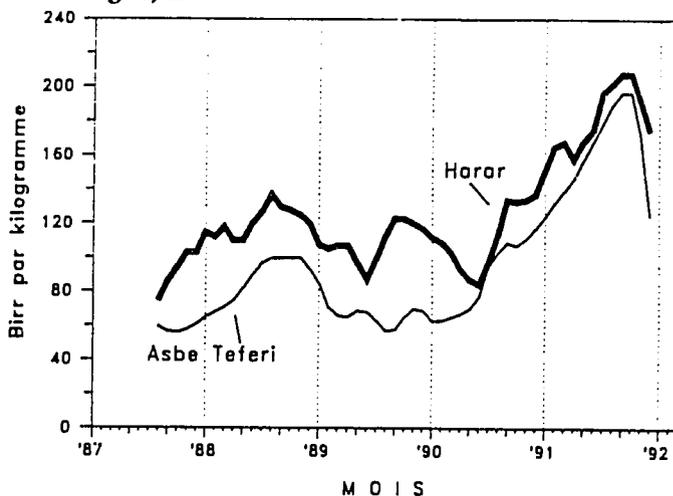
Sources: TGE/Corporation Marketing Agricole (AMC); Secrétariat catholique de l'Erythrée (ECS); FEWS/Washington

Note: Les prix utilisés sont des prix nominaux.

baissé de plus de 90 %. Ce type de comportement des prix ne saurait être dû à une mauvaise saison de pluies principales ou à de mauvaises récoltes (à 75 %) dans l'Erythrée pour 1991/1992. Mais le comportement est probablement imputable aux effets conjugués de l'aide alimentaire, à une récolte meilleure qu'anticipée en 1991/1992 et au nouveau contexte de commercialisation et de distribution. Il convient d'obtenir plus d'informations avant de pouvoir déterminer des impacts relatifs de ces facteurs.

Les niveaux et tendances des prix céréaliers dans l'Hararghe ont un comportement analogue (confer Figure 8). A partir de la mi-90 jusqu'à septembre 1991, les prix du sorgho blanc se sont accrus de plus de 150 %. Mais en septembre 1991, les prix ont commencé à nettement chuter sur l'ensemble de la région. Le renchérissement au départ correspond à la sécheresse, à une instabilité politique de plus en plus grande, aux réformes économiques et à l'effondrement des marchés associés en Somalie. Toutefois, la baisse plus récente des prix est curieuse puisque c'est une année où tout semble indiquer que la sécheresse, l'instabilité civile et les mauvaises relations commerciales avec la Somalie continuent. Une fois de plus, cette apparente contradiction s'explique probablement par l'impact des distributions au titre de l'aide alimentaire, des réformes économiques et de la chute de l'ancien régime.

**Figure 8: Ethiopie & Erythrée, prix du sorgho blanc dans l'Hararghe, 1987-91**



Sources: TGE/AMC/Etudes de marché; FEWS/Washington

Note: Les prix utilisés sont des prix nominaux.

## DERNIERS FAITS SUR LA VULNERABILITE

En juin 1991, FEWS a estimé que jusqu'à 7 millions de personnes sur l'ensemble de l'Erythrée et de l'Ethiopie étaient extrêmement vulnérables à la famine. Une seconde année de pluies favorables pendant la saison principale, les réformes agricoles et de commercialisation et la fin de la guerre civile dans l'Erythrée et le Tigré ont amélioré la situation alimentaire

générale d'environ 5 millions de ces personnes. Les 2 millions restants, surtout les personnes déplacées pour raisons économiques et politiques et celles qui vivent dans les zones frappées par la sécheresse et les conflits civils resteront probablement extrêmement vulnérables en 1992.

Des années consécutives de sécheresse et de conflits civils dans l'Erythrée, le Tigré et certaines parties du Wello ont limité le revenu annuel en 1991/1992. Ces facteurs continueront à épuiser les ressources ou biens qui restent aux ménages. Toutefois, la chute des prix, de meilleurs échanges et une plus grande mobilité aideront à compenser la médiocre récolte dans ces régions faisant que nombreux d'entre eux devraient être moins vulnérables. Puisque le bétail tient une place extrêmement importante dans la situation financière des ménages de toutes ces régions, de véritables progrès ne pourront être faits qu'une fois les troupeaux assez nombreux et en bonne santé pour qu'on puisse recommencer à vendre et à liquider des bêtes.

Les éleveurs et les agriculteurs-éleveurs dans l'Hararghe et l'Ogaden touchés par la sécheresse continuent à souffrir par ailleurs de l'instabilité politique et doivent faire face aux pressions exercées par la présence de plusieurs centaines de milliers de réfugiés somaliens et de rapatriés éthiopiens. Mais, tel que déjà mentionné, les prix céréaliers ont nettement chuté depuis septembre 1991 et les termes d'échange se sont améliorés (mais pour chèvre). Toutefois, cela ne ramène les termes d'échange qu'à un tiers de ce qu'ils étaient il y a un an. Et la vulnérabilité même moindre de cette population n'en reste pas moins grave.

Environ 1,3 million de soldats démobilisés et leur famille ont perdu leurs seuls moyens de subsistance quand le Dergue est tombé en mai (ancien régime de Mengistu). Il en est de même pour les 360.000 personnes "déplacées" pour raisons politiques ou économiques. Nombreuses d'entre elles n'ont plus accès à des aliments, quel que soit le coût, et resteront donc probablement extrêmement vulnérables jusqu'à ce qu'elles soient ré-absorbées dans une économie de temps de paix. On se préoccupe également de plus en plus de la vulnérabilité des citadins qui doivent s'ajuster à des prix alimentaires ou au détail plus élevés et à l'accès diminué aux aliments de base subventionnés.

## Besoins d'aide alimentaire en 1992

Le total des besoins de consommation en Ethiopie et en Erythrée est généralement estimé en utilisant un bilan alimentaire global pour déterminer le déficit alimentaire brut de l'année, estimation précisée ensuite par l'énumération des secours d'urgence (en multipliant le nombre estimé de personnes à risque par une ration standard pendant la durée pendant laquelle l'aide sera probablement nécessaire).

Vu les données disponibles, le bilan alimentaire de 1992 indique un déficit alimentaire global de l'ordre de 1,549 million

de tonnes pour l'Ethiopie et l'Erythrée (confer Tableau 23).<sup>1</sup> C'est-à-dire pratiquement un demi million de tonnes de plus qu'en 1991, indiquant en partie une production agricole moindre en 1991/1992 qu'en 1990/1991 (360.000 tonnes de moins) et en partie une augmentation de 215.000 tonnes dans les besoins de consommation suite à un accroissement de la population de 2,9 %. Si le déficit alimentaire général nous donne une première idée des résultats du secteur alimentaire pour une année donnée, ce n'est toutefois pas une mesure des besoins d'aide alimentaire d'urgence. L'aide d'urgence dépend d'une série de facteurs, notamment la distribution spatiale du déficit. C'est la raison pour laquelle une équipe d'évaluation FAO/PAM a recensé les besoins alimentaires d'un certain nombre de personnes jugées à "risque". L'approche énumération indique que l'Ethiopie et l'Erythrée auront besoin en 1992 de 1,1 tonnes de secours alimentaire d'urgence pour 8,4 millions de personnes.

Les analyses du bilan alimentaire ainsi que les énumérations des besoins sont des méthodologies à forte utilisation d'informations qui dépendent énormément des estimations de la production agricole nationale, des stocks des ménages, des importations, des exportations, des pertes et des revenus non-agricoles. La guerre civile et les restrictions que cela a imposé au niveau de la collecte des données signifient qu'il était très difficile de faire les dernières évaluations sur les cultures et la récolte. Les interruptions dans les comptes rendus agricoles après mai 1991 et les conflits persistants ont également rendu difficile l'évaluation de 1991. C'est la raison pour laquelle l'analyse des besoins de secours alimentaire d'urgence est forcément imprécise et doit être évaluée par rapport à toute une série d'autres facteurs physiques et socio-économiques.

Ces autres indicateurs ne semblent pas corroborer les niveaux élevés de secours d'urgence indiqués dans les estimations ci-dessus. Les niveaux des prix agricoles ont augmenté (résultat escompté et voulu des réformes agricoles) mais ils sont en train de baisser par rapport aux niveaux très élevés des 18 mois avant octobre 1991. Sauf dans des régions connaissant une grande insécurité (l'Hararghe et l'Ogaden) les niveaux de nutrition sont restés très stables. Les seuls déplacements non-saisonniers signalés sont ceux des soldats démobilisés. C'est pourquoi les estimations ci-dessus sur les besoins alimentaires en 1992 devraient être prises comme la limite supérieure de ce qui est nécessaire en supposant qu'il n'y aura pas d'interruptions dans les échanges et les flux migratoires. Il nous faudra des infor-

<sup>1</sup> Les premières estimations de FEWS et de la FAO du déficit alimentaire général de 1991 sont différentes. C'est dû à une correction de 5 % (accroissement) dans les chiffres de la population éthiopienne faite en 1991 par la Commission de secours et de réhabilitation de l'Ethiopie. Le bilan alimentaire en 1991 utilise un taux de consommation annuel par habitant de statu quo. Toute correction sur le nombre d'habitants, telle celle faite par RRC, devrait être appliquée rétroactivement à des chiffres de la population pour une année de base afin de réviser de la même manière les estimations de la consommation de statu quo par habitant (analyse d'année de base). En revoyant l'analyse faite par l'USAID pour la période de base, FEWS a constaté que la consommation de statu quo a nettement moins diminué que ne l'indiquent les premières estimations de la FAO.

mations complémentaires et des analyses plus sophistiquées si l'on veut mieux comprendre les niveaux maximum de secours et pouvoir cibler une telle assistance. A présent que la guerre civile est finie, ces calculs pourront peut-être être faits.

## CONCLUSION

Une bonne production agricole pendant une seconde année de suite range la récolte quasi-record en Ethiopie et en Erythréa au deuxième rang. Une grande partie de l'Ethiopie et de l'Erythréa ont pu profiter de la fin des hostilités, de la reprise du commerce, de l'activité commerciale et de la mobilité

personnelle. Toutefois, la sécheresse et les conflits persistent dans certaines zones. Les personnes de ces zones ainsi qu'un nombre important de ménages déplacés pour des raisons économiques et politiques resteront extrêmement vulnérables jusqu'à ce qu'ils puissent être réintégrés dans une économie d'après-guerre. Mais, les niveaux élevés, estimés actuellement pour des secours alimentaires d'urgence, ne corroborent pas d'autres indicateurs sur la disponibilité et l'accès alimentaire qui suggèrent une résorption des manques. Il convient de faire une enquête et une analyse supplémentaires pour vérifier d'une part que les niveaux d'assistance alimentaire prévus en 1992 suffisent pour répondre aux urgences et ne sont pas par ailleurs trop élevés, étouffant l'impact souhaité par les récentes réformes agricoles.

Tableau 23: Balance alimentaire 1991/1992 pour l'Ethiopie et l'Erythréa (milliers de tonnes)

Population 1991/92 (millions)		53.4
Taux de consommation annuel par habitant, statu quo (kg)		143.1
<b>BESOINS DE CONSOMMATION CEREALIERE ET LEGUMINEUSES 1991/1992</b>		
Total besoins céréales et légumineuses		7.642
<b>OFFRE CEREALIERE ET LEGUMINEUSES 1991/1992</b>		
Production nette 1991/1992 (non moulue)		6.043
Production brute 1991/1992	7.110	
Besoins semences	356	
Pertes post-récolte	711	
Montant net puisé dans stock AMC en 1992		0
Importations alimentaires commerciales		50
Exportations alimentaires		0
Stocks de report de l'aide alimentaire normal 1991		0
Stocks de report de l'aide alimentaire d'urgence 1991		200
Total offre céréalière et légumineuses disponible pour 1991/1992		6.293
<b>BALANCE PROVISoire CEREALES ET LEGUMINEUSES POUR 1991/1992</b>		<b>-1.549</b>

Sources: Calcul statu quo 1980/1981 - 1983/1984 de l'évaluation des besoins alimentaires pour l'Ethiopie faite en 1989 par l'USAID à Addis Abeba; population, production nationale brute, importations alimentaires commerciales, contributions aux réserves de sécurité alimentaire et report de l'aide alimentaire d'urgence des estimations de 1991 proviennent de la mission d'évaluation des cultures et de l'offre alimentaire de la FAO/PAM de 1991.

Notes: Les estimations alimentaires sont données en équivalent céréaliers. La balance ne tient pas compte des changements probables dans les stocks alimentaires privés ou commerciaux et elle ne tient pas non plus compte des contributions possibles à la réserve de sécurité alimentaire. Les besoins de semences sont estimés à 5 % de la production brute. Les pertes post-récolte sont estimées à 10 % de la production brute. On ne connaît pas les quantités nettes puisées dans les stocks de l'AMC, les exportations alimentaires et les reports des stocks de l'aide alimentaire normale de 1991.

BEST AVAILABLE DOCUMENT

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

## ANNEXE F: Matrice FEWS sur la vulnérabilité

Niveau de vulnérabilité	Conditions de vulnérabilité	Stratégies et/ou comportements classiques pour faire face la situation	Interventions envisagées
<b>LEGEREMENT VULNERABLES</b>	<p>Maintenir ou accumuler les biens</p> <p>et</p> <p>Maintenir stratégie de production préférée</p>	<p><b>Biens/ressources/richesses:</b> soit accumulation de biens/ressources/richesses complémentaires ou changements nets minimes (variations saisonnières normales) dans les biens, ressources ou richesses sur toute une campagne ou année, par exemple chercher minimiser les risques.</p> <p><b>Stratégie de production:</b> Tous les changements dans la stratégie de production sont essentiellement voulus pour un plus grand bénéfice et ne sont pas liés un manque.</p>	<b>Programmes de développement</b>
<b>MODEREMENT VULNERABLES</b>	<p>Puiser dans les acquis</p> <p>et</p> <p>Maintenir stratégie de production préférée</p>	<p><b>Biens/ressources/richesses:</b> Mesures pour faire face la situation consiste puiser ou liquider les biens les moins importants, ressources d'élevage, limiter les dépenses, "se serrer la ceinture" mais pas pour des raisons saisonnières normales (par exemple, vider magasins alimentaires, diminuer quantités d'aliments consommés, vendre moutons ou chèvres).</p> <p><b>Stratégie de production:</b> Seuls petits changements dus au manque dans la stratégie globale de production et de revenus (par exemple, petits changements dans les pratiques culturales ou plantations, modestes cueillettes de fruits sauvages, transferts et prêts inter-ménages, etc.).</p>	<b>Atténuer et/ou développement:</b> <b>Soutien aux biens</b> (distribuer les stocks de stabilisation des prix alimentaires, vendre le fourrage à "des prix sociaux", banque de céréales communautaire etc.).
<b>TRES VULNERABLES</b>	<p>Epuiser les biens</p> <p>et</p> <p>Changer la stratégie de production préférée</p>	<p><b>Biens/ressources/richesses:</b> Liquider les investissements les plus importants mais pas encore les biens de "production" (par exemple, vente du bétail, vente de bicyclettes, vente de possession comme les bijoux).</p> <p><b>Stratégie de production:</b> Les mesures pour faire face ont un caractère coûteux ou néfaste pour le style de vie général ou préférée du ménage et de l'individu et pour l'environnement (par exemple, main-d'œuvre salariée qui prend beaucoup de temps, vente du bois de feu, cultiver les terres marginales, migration des jeunes adultes, emprunter auprès des marchands des taux d'intérêt élevés).</p>	<b>Atténuer et/ou assistance:</b> <b>soutien aux revenus et biens</b> (travail pour manger, travail pour liquides, etc).
<b>EXTREMEMENT VULNERABLE ou A RISQUES</b>	<p>Liquider moyens de production</p> <p>et</p> <p>Abandonner la stratégie de production préférée</p>	<p><b>Biens/ressources/richesses:</b> Liquider les ressources de "production" (par exemple, vente des semences, des houx, des boeufs, de la terre, des animaux d'élevage et de troupeaux entiers).</p> <p><b>Stratégie de production:</b> Chercher des sources inhabituelles de revenus, d'emploi ou de production qui font qu'on ne peut pas continuer celles généralement préférées (par exemple, migration de familles entières).</p>	<b>Assistance et/ou atténuer:</b> <b>Soutien du point de vue nutrition, revenus et biens</b> (soutien alimentaire, distribution de semences, etc.).
<b>FAMINE</b>	<b>Indigents</b>	<b>Les stratégies pour faire face sont épuisées:</b> Plus de bien de ressources de quelque importance, pas de revenus/production.	<b>Secours d'urgence:</b> (aliments, logements, médicaments)

## Termes clés

**A risque** - Les Rapports de FEWS emploient le terme "à risque" pour décrire des populations qui ont ou qui auront dans un avenir proche insuffisamment d'aliments, ou de ressources pour acheter des aliments en quantité suffisante pour éviter une crise nutritionnelle (détérioration progressive de la condition sanitaire ou nutritionnelle en-dessous du statu quo). Les populations "à risque" ont besoin d'une intervention spécifique pour éviter des situations mettant leur vie en péril. Les rapports de FEWS comprennent parfois des estimations sur les besoins alimentaires. Les famines sont l'aboutissement d'un lent processus qui peut être extrêmement complexe. Les besoins alimentaires de certaines populations spécifiques "à risque" dépendent du moment où le problème a été identifié et de la force de ses répercussions cumulatives sur les personnes concernées. Le niveau d'assistance alimentaire nécessaire, soit des sources internes soit des sources externes, dépend de nombreux facteurs.

**Vulnérabilité** - Les rapports de FEWS utilisent le terme "vulnérabilité" pour indiquer dans quelle mesure certains groupes de personnes ou régions sont susceptibles de connaître une insécurité alimentaire. Dans l'acception de FEWS, la vulnérabilité est toujours caractérisée par son degré: légère, modérée ou extrême. Une extrême vulnérabilité est synonyme de "à risque". La vulnérabilité est un concept dynamique qui intègre les conditions aussi bien chroniques qu'actuelles. La vulnérabilité chronique suppose des conditions à long terme prédisposant un groupe ou une région donnée à l'insécurité alimentaire. La vulnérabilité actuelle concerne des changements de courte durée au niveau de la sécurité alimentaire et leurs répercussions. L'analyse de la vulnérabilité se penche sur trois niveaux: disponibilité alimentaire, accès aux aliments et utilisation des aliments. Ces niveaux sont regroupés dans un cadre analytique commun qui permet d'interpréter toutes les informations pertinentes pour la sécurité alimentaire des diverses possibilités de mobilisation de revenu au sein des différents groupes de ménages.

**FIT** - Le Fonds intertropical équivaut à un équateur météorologique, une région de colonnes d'air ascendant de pression de surface relativement faible limitée au Nord et Sud par les Vents alizés au Nord-Est et Sud-Ouest. Le mouvement ascendant du FIT forme la branche ascendante de la circulation méridionale d'Hadley. Le FIT se déplace au Nord et au Sud suivant le mouvement apparent du soleil. Il occupe la position la plus au Nord dans les mois d'été. La position du FIT définit normalement les limites Nord des précipitations possibles dans le Sabel, les pluies tombent généralement à 100-300 kilomètres au Sud du FIT, la convectivité locale organisée par les lignes de grains allant vers l'ouest.

**IVN** - Les images de l'Indice de végétation normalisé sont créées au laboratoire du Système de modélisation et de suivi de l'Inventaire mondial de la National Aeronautic and Space Administration (NASA). Les images sont dérivées de l'imagerie de la couverture mondiale (environ 7 kilomètres de résolution) reçue des radiomètres perfectionnés de dépistage à haute résolution qui sont à bord des séries de satellites en orbite de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA). Les satellites en orbite polaire sondent la terre entière et son atmosphère chaque jour et chaque nuit collectant des données dans cinq bandes spectrales. Les bandes 1 et 2 sondent respectivement les longueurs d'onde rouge et infrarouge et les 3 bandes restantes émettent des radiations dans 3 bandes spectrales différentes. Les images IVN sont créées en calculant "(infrarouge - rouge) / (infrarouge + rouge)" pour chaque élément d'image du satellite de jour. Vu que la chlorophylle se reflète davantage dans la bande infrarouge que dans la bande rouge, des valeurs IVN plus élevées indiquent la présence de plus de chlorophylle et donc par interférence de plus de végétation. Un composite des images quotidiennes IVN est créé pour chaque période de 10 jours, en utilisant la valeur IVN la plus élevée pour chaque image pendant cette période. Cette technique minimise les effets des nuages et d'autres formes d'interférence atmosphérique qui tendent à diminuer les valeurs IVN. Souvent on pense à un IVN comme une mesure du "verdoisement" ou de la "vigueur végétative". Les images IVN sont utilisées pour suivre la réponse de la végétation aux conditions climatiques.

**METEOSAT** - Estimations de pluviosité d'après METEOSAT. FEWS utilise les estimations de pluviosité en fonction de la durée des nuages froids mesurés par les radiomètres infrarouges thermiques du satellite METEOSAT. Les estimations sont calculées tous les dix jours par le Département de la météorologie de l'Université de Reading en Grande-Bretagne. La durée des nuages froids se corrèle bien avec les orages et, par conséquent, convient dans les zones sahéliennes semi-arides. La méthode fonctionne surtout bien sur le terrain plat; les collines peuvent produire des reliefs ou zones de pluies "sombre" qui ne sont pas détectées. Dans les régions plates, la méthode peut prédire "pluies ou pas pluies" avec une exactitude d'au moins 85% (d'après une comparaison avec les données terrestres). Pris sur une décade, 80% des quantités de moins de 60 mm sont exactes à plus ou moins 10 mm et les quantités de plus de 60 mm sont exactes à plus ou moins 20 mm. Cette exactitude convient pour les régions suivies par FEWS, vu que la méthode fournit une couverture relativement exacte pour une grande zone à une résolution de moins de 10 kilomètres.